

## José Bové sort de prison pour continuer le combat contre la « mal-bouffe »

**DIRIGEANT** de la Confédération paysanne, José Bové devait sortir de prison, mardi 7 septembre, après avoir accepté que soient payés les 105 000 francs de sa caution. « Par respect pour tous les gens qui l'ont soutenu et estimant que le débat sur la mal-bouffe était désormais posé au plus haut niveau, José Bové a accepté que le mouvement paie sa caution », ont déclaré ses avocats après s'en être entretenus avec lui mardi matin à la prison de Villeneuve-lès-Maguelonne (Hérault). « José Bové n'a pas changé d'avis mais il ne pouvait pas rester insensible à l'immense mouvement de solidarité qui s'est exprimé », ont-ils poursuivi, estimant que la Confédération paysanne a « gagné mais que la justice a perdu en ne comprenant pas le débat de société qui était posé ».

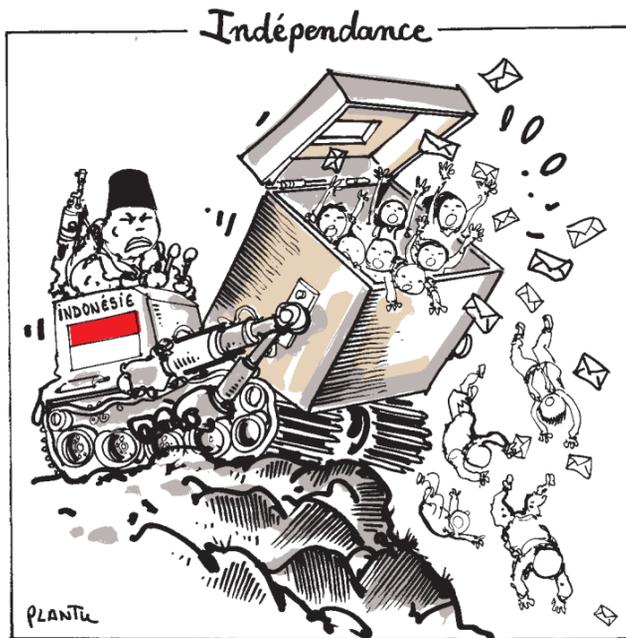
Lire page 34

## Epuration ethnique au Timor-Oriental

- L'armée indonésienne a déjà chassé 60 000 Timorais, selon la Croix-Rouge ● Un porte-parole de l'ONU évoque des déportations « préméditées » par Djakarta ● Elles pourraient viser jusqu'à 300 000 personnes ● L'Australie est prête à diriger une force d'intervention multinationale

**LES FORCES** indonésiennes se livrent à une immense opération de « nettoyage ethnique » au Timor-Oriental. Les délégués du Comité international de la Croix Rouge estiment que l'armée et les milices auraient déjà procédé, lundi 6 septembre, au transfert forcé de quelque 60 000 Timorais au Timor-Occidental. Selon des sources proches de la mission des Nations unies dans l'ancienne colonie portugaise, les autorités indonésiennes s'apprêteraient à évacuer de force 200 000 à 300 000 Timorais, sur une population évaluée de 800 000 à un million de personnes. Des porte-parole de l'ONU évoquent un « scénario prémédité » pour cette « campagne de déportation ».

Pour l'état-major indonésien, il s'agirait d'annuler ainsi les résultats du référendum organisé au Timor-Oriental sous l'égide de l'ONU et dont le résultat, rendu public samedi, indique que 78,5 % de la population ont voté pour l'indépendance. Les transferts de



population ont eu lieu après que l'armée et les milices anti-indépendantistes ont mis le territoire à feu et à sang dès la proclamation des résultats. Le Monde publie deux pages de photographies sur ces journées de terreur, accompagnées d'une chronologie de l'histoire de Timor. Selon un document de l'ONU, cité par le quotidien australien Sydney Morning Herald, cette campagne de terreur a été de bout en bout organisée par l'armée indonésienne.

Alors que Djakarta a déclaré la loi martiale au Timor-Oriental, la Nouvelle-Zélande et l'Australie ont mis leurs troupes en état d'alerte. Ces deux pays, ainsi que le Portugal, seraient prêts à constituer l'essentiel d'une force d'intervention au Timor. La question devait être débattue mercredi en Nouvelle-Zélande lors d'une réunion des ministres des affaires étrangères de la région.

Lire page 2  
et notre dossier pages 14 et 15

BANLIEUES

## La folie de la « sape »

Lacoste, Adidas, Nike, Ralph Lauren, Tommy Hilfiger : les jeunes des banlieues, essentiellement les garçons, raffolent des vêtements de marque, dépensant parfois des fortunes pour se « saper » comme il faut. « Si tu portes pas de marques, ça veut dire que t'as pas d'argent, alors t'as aucune chance d'attirer les filles. T'es un pauvre type », résume Steven, quatorze ans. « Je ne vais pas sortir avec un mec parce qu'il a un polo Ralph Lauren ou un jean Levi's, mais on a un gros œil là-dessus », tempère Ingrid, dix-neuf ans. p. 10

## Corse : le refus nationaliste

**LES PROPOS** de Lionel Jospin ouvrant la porte, lundi 6 septembre, à un débat sur la situation économique et politique de la Corse ont rencontré l'assentiment de la plupart des élus de l'île, mais pas celui des nationalistes. Pour Jean-Guy Talamoni, président du groupe Corsica Nazione de l'Assemblée de Corse, M. Jospin a posé le problème de la violence d'une manière qui « constitue un préalable inadmissible ». M. Jospin avait déclaré que toute évolution du statut de l'île serait « ruinée » si la violence n'était pas abandonnée. Le débat à l'Assemblée de Corse a porté aussi sur l'« image » de l'île et de ses habitants.

Lire page 6  
et notre éditorial page 16

## L'Allemagne veut payer ses professeurs d'université au mérite

BERLIN  
de notre correspondant

Ne plus payer les professeurs à l'ancienneté mais selon leurs performances : c'est l'objectif du ministre allemand de la recherche et de la formation, Edelgard Bulmahn, qui veut réformer le système salarial en vigueur à l'université. Les sommes utilisées pour l'ancienneté pourraient être affectées au mérite, le but du ministre étant de conserver la même enveloppe de rémunération globale. Cette proposition s'inscrit dans la ligne d'une réforme, engagée sous Helmut Kohl, qui vise à accroître la concurrence entre les universités, en leur allouant des fonds selon leurs succès pédagogiques - mesurés par le taux de réussite des étudiants et la rapidité de leurs études - et de recherche.

Jusqu'à présent, les professeurs n'ont de chances d'être augmentés que si on leur offre un poste dans une autre université. Mais ce système ne vaut que pour les universitaires du grade le plus élevé (12 000 sur 34 000). Il ne permet pas de récompenser les enseignants qui accomplissent un bon travail dans

un même établissement. Un système pervers s'est développé : de nombreux professeurs postulent pour d'autres universités que la leur, uniquement pour pouvoir négocier une augmentation avec leur université d'origine. Ce système permet d'augmenter de plus de moitié le revenu de base et d'atteindre un maximum de 17 000 marks par mois (environ 57 000 francs). Ces fausses candidatures troublent le recrutement des universités et ne sont pas forcément justes. Ainsi, le professeur Hans Maier, président de la prestigieuse université Humboldt de Berlin, ne peut pas être augmenté parce qu'il ne viendrait à personne l'idée de lui proposer une chaire : « Tout le monde sait que je ne partirai pas », dit-il.

Le salaire au mérite sera difficile à mettre en œuvre. Comment juger les professeurs ? Il est exclu de leur donner des notes. Les professeurs craignent que leur indépendance en soit affectée. Le ministre chargé du dossier souhaite que le nouveau système de rémunération entre en vigueur en 2001. Il ne serait applicable qu'aux nouveaux professeurs. Ce

calendrier est judicieux : les enseignants embauchés dans les années 70, au moment où le nombre d'étudiants a fortement progressé, vont atteindre l'âge de la retraite dans les prochaines années et le gouvernement veut profiter du changement de génération pour modifier le système.

Une commission d'experts planche aussi sur un autre sujet : comment rajeunir le corps professoral ? La thèse, obtenue aux environs de trente-cinq ans, ne donne droit qu'à un poste d'assistant, soumis à l'autorité d'un professeur. Les assistants doivent attendre six ans avant de devenir professeurs. L'idée est de remplacer les assistants par des professeurs-assistants qui bénéficieraient de la même indépendance que les professeurs et d'un contrat universitaire d'une durée maximale de six ans. Au terme de ce contrat, il leur appartiendrait de trouver un poste de professeur avec un statut de fonctionnaire... ou de chercher un nouveau métier, la quarantaine passée.

Arnaud Leparmentier



M. FRANCK/MAGNUM

## THÉÂTRE Le Soleil de Mnouchkine

Après trente-cinq ans d'existence, le Théâtre du Soleil crée son vingt-troisième spectacle, *Tambours sur la digue*, au moment où sa fondatrice, Ariane Mnouchkine (photo), fête son sixième anniversaire. p. 28

## Sur le front caucasien



CHAMIL BASSAÏEV

**L'ARMÉE RUSSE** livre depuis un mois de violents combats contre les rebelles islamistes infiltrés au Daghestan, emmenés par le commandant tchétchène Chamil Bassaïev et ses alliés wahhabites. D'où vient cette nouvelle guerre dans le nord du Caucase ? Dossier et entretien.

Lire page 4

## La nécessaire renaissance des terroirs

**LE ROQUEFORT**, le foie gras, la truffe et la moutarde contre le reste du monde, est-ce bien raisonnable ? A l'heure de la globalisation des productions et des marchés agricoles, la résistance acharnée de la paysannerie française traditionnelle apparaît désespérée. Même si elles ont été symbolisées de manière spectaculaire

par l'action de José Bové et des militants de la Confédération paysanne contre le McDonald's de Millau (Aveyron), en représailles à la surtaxation par les Etats-Unis des produits traditionnels de l'agriculture française, les protestations pour le maintien des savoir-faire et des modes de vie identitaires semblent vouées à l'échec.

Les traditions du terroir opposées à la puissance des méthodes de l'agro-industrie et aux progrès gigantesques des biotechnologies, c'est un peu, comme l'exprimait récemment un maraîcher de la vallée de la Garonne, « la lutte du dé à coudre contre la marmite en fonte ». Un combat d'arrière-garde en quelque sorte, vite assimilable

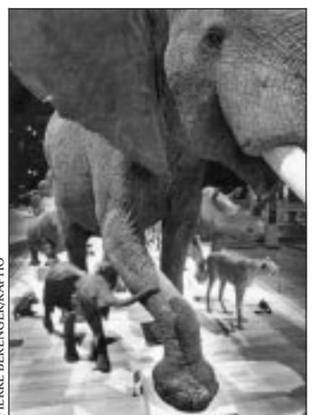
à une crispation passiste ou à une survivance folklorique pour dépliant touristique.

D'ailleurs, les produits traditionnels de qualité, dont beaucoup sont identifiés à la « terre du bien-vivre » qu'incarne le sud-ouest de la France - du Massif Central aux Pyrénées, du Languedoc-Roussillon à l'Aquitaine en passant par le Midi-Pyrénées -, ne sont-ils pas en perte de vitesse sur leur propre territoire ? Les bilans économiques comme les mouvements de population affichent le déclin des terroirs et font apparaître, au contraire, le dynamisme des activités high-tech : télécommunications, nouvelles technologies de l'informatique, électronique, recherche et développement.

Les chiffres du dernier recensement ont ainsi montré que les forces vives des populations régionales se regroupent de plus en plus autour des agglomérations comme Toulouse, Montpellier ou Bordeaux, dont la croissance démographique est plus due aux « migrants » qu'au solde naturel. L'homme va où l'emploi se crée. L'aéronautique et l'espace ont chassé les palmipèdes gras du Gers ou les truffes noires du Quercy de la vitrine du Sud-Ouest.

Jean-Paul Besset

Lire la suite page 16

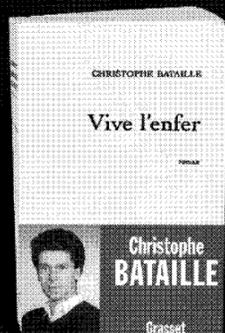


PIERRE BÉRENGER/APHO

## SCIENCES Dépoussiérer le Muséum

Un administrateur provisoire a été nommé pour réformer le Muséum d'histoire naturelle de Paris. 2,6 milliards de francs seront consacrés à la rénovation des bâtiments et du statut des personnels ainsi qu'à la redéfinition de la politique scientifique. p. 25

# diablenement écrit



Christophe Bataille - Vive l'enfer Grasset

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 E ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$ ; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 908 - 7,50 F



International	2	Aujourd'hui	24
France	6	Météorologie	27
Société	10	Jeux	27
Régions	12	Culture	28
Horizons	14	Guide culturel	30
Entreprises	18	Carnet	31
Communication	20	Kiosque	32
Emploi/annonces	20	Abonnements	32
Tableau de bord	21	Radio-Télévision	33

# INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 8 SEPTEMBRE 1999

**TERREUR** Le gouvernement de Djakarta a décrété, mardi 7 septembre, la loi martiale au Timor-Oriental. La capitale, Dili, a été pratiquement vidée de ses habitants par les

milices pro-indonésiennes, avec l'appui de l'armée et de la police. Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, s'est déclaré *« scandalisé »* et a donné quarante-huit heures aux Indonésiens

pour rétablir l'ordre. ● L'ARMÉE INDONÉSIIENNE aurait planifié de longue date le *« nettoyage total »* et une partition du Timor-Oriental en cas de victoire des indépendantistes au référen-

dum, selon un rapport secret en la possession des services de renseignements occidentaux. ● L'AUSTRALIE se dit prête à prendre le commandement d'une force d'intervention multinationale

qui aurait mandat pour s'opposer aux miliciens. ● XANANA GUSMAO, chef de la guérilla indépendantiste, a été libéré, mardi, de sa résidence surveillée de Djakarta.

# Loi martiale et expulsions forcées au Timor-Oriental

L'ONU donne quarante-huit heures à Djakarta pour rétablir l'ordre, alors que l'armée indonésienne est accusée d'avoir planifié le déplacement des populations. L'Australie se dit prête à prendre la tête d'une force multinationale d'intervention

**DJAKARTA**

*de notre envoyé spécial*

Après s'en être entretenu avec le secrétaire général de l'ONU, le président indonésien B.J. Habibie a décrété, mardi 7 septembre, la loi martiale au Timor-Oriental où des milices pro-indonésiennes, parfois avec l'aide de l'armée, ont pratiquement vidé Dili, la capitale, de sa population après avoir semé la terreur, pillant, incendiant et détruisant tout sur leur passage. Kofi Annan a déclaré, de son côté, que cette mesure *« doit avoir immédiatement un impact positif »*. S'affirmant notamment *« scandalisé que des réfugiés aient été emmenés de force à bord de camions vers des destinations inconnues »*, le secrétaire général de l'ONU a donné quarante-huit heures aux Indonésiens pour faire mettre fin aux violences. Faute de quoi, *« il faudrait que la communauté internationale envisage d'autres mesures pour aider le gouvernement indonésien »* à assurer la sécurité de la population timoraise.

Mais, à Dili, la capitale du Timor-Oriental, la proclamation de la loi martiale ne semblait pas, mardi 7 septembre, suivie d'effet. Les milices anti-indépendantistes y attaquent le personnel de l'ONU et les forces indonésiennes ne tiennent pas compte de la proclamation de la loi martiale, a déclaré mardi à Reuters un responsable des Nations unies à Dili, contacté par téléphone. *« Nous nous demandons si les milices vont entrer et s'emparer de nous »*, a-t-il dit. *« Nous sommes pratiquement les seuls encore présents et ils*

*semblent se concentrer sur nous »*, a-t-il ajouté. A Baucau, à 115 km à l'est de Dili, les locaux de la mission des Nations unies au Timor-Oriental (Unamet) ont été attaqués mardi matin, selon une journaliste néerlandaise se trouvant sur place. L'évacuation de la mission est en cours.

L'initiative de Djakarta, qui fait suite à d'intenses consultations non seulement avec l'ONU, mais également avec Washington et d'autres capitales, constitue une tentative ultime et désespérée de trouver une solution sans faire appel à l'intervention, contre la volonté indonésienne, d'une force multinationale. Le président Clinton a aussitôt réaffirmé son soutien à Kofi Annan. Auparavant, un haut fonctionnaire du département d'Etat américain a fait planer la menace de sanctions contre l'Indonésie pour avoir laissé se développer une situation *« intenable »* et *« consternante »* au Timor-Oriental où la police et l'armée, a-t-il dit, ont autorisé et, *« dans certains cas »*, participé aux violences.

**« DÉPORTATIONS FORCÉES »**

Ce qui s'est passé au Timor-Oriental tient du chaos organisé avec, à la clé, plusieurs dizaines de milliers de réfugiés. La résidence de M<sup>e</sup> Carlos Belo a été incendiée, comme plusieurs autres bâtiments et habitations de la capitale. Il y aurait eu au moins 39 morts. Le Prix Nobel de la paix a pu se réfugier chez l'évêque de Baucau, mais les quatre ou cinq mille réfugiés qui campaient dans les jardins de sa ré-

ment *« Xanana »*. Depuis que les Timorais de l'Est savent que la liberté est proche, les pro-indépendantistes défilent dans les rues de Dili en brandissant le portrait de celui qui symbolise des années de lutte armée. Avant son arrestation, José Xanana Gusmao avait vécu dix-huit ans dans les épaisses forêts du Timor-Oriental où, traqué sans relâche par l'armée, il dirigeait le Fretilin, l'organisation indépendantiste timoraise.

Né le 20 juin 1946 au nord de l'île, cet ancien séminariste barbu, qui se pique de poésie, avait décidé, en 1975, de regagner son pays, laissant derrière lui dans son exil australien, à Melbourne, sa femme et ses deux enfants. Durant les trois premières années qui suivirent l'invasion des militaires indonésiens, la guérilla parvint à tenir ses positions dans les montagnes. Des dizaines de milliers de personnes y vivaient cachées, sous la protection des maquisards. Mais, à partir de 1978, bombardés par l'aviation de Djakarta, pourchas-

sés par les commandos de l'armée, les guérilleros, dont il deviendra le chef en 1979, ne cessèrent de perdre du terrain.

Au moment de sa condamnation, durant un procès au cours duquel il ne fut pas autorisé à assurer sa propre défense, Xanana Gusmao devait d'ailleurs reconnaître, dans une déclaration écrite, l'échec de la lutte armée : *« Je n'ai pas honte d'avouer que, sur le terrain, nous avons échoué. Au contraire, je suis fier qu'une petite guérilla ait pu résister contre un grand pays comme l'Indonésie. Qui, lâchement, s'est employé à nous dominer par la terreur et le crime. »*

Conduit mardi, sous escorte policière, vers une destination inconnue, Xanana Gusmao affirme ne pas vouloir diriger le Timor-Oriental. Le héros de la lutte d'indépendance se voit plutôt jouer un rôle de simple *« conseiller »*...

**Bruno Philip**

*nésien pour maintenir l'ordre et la loi, nous devons aussi être prêts pour toute autre option »*, a indiqué M. Moore.

*« Le fait que l'on ait tiré sur la voiture de l'ambassadeur australien [et sur] notre consulat démontre [que] les Indonésiens manquent à leurs devoirs et responsabilités. Et cela bien sûr crée une grande inquiétude dans le monde entier »*, a ajouté Alexander Downer. John Howard s'est lui-même entretenu à trois reprises avec le secrétaire général de l'ONU dans la journée de lundi alors que l'ONU a envoyé une mission diplomatique à Djakarta.

Parallèlement à ces efforts diplomatiques dans le but de permettre une intervention militaire, l'évacuation par l'armée de l'air australienne des personnels de l'ONU, des journalistes étrangers ainsi que des Timorais menacés continue à partir de Darwin, au nord de l'Australie. Lundi, cinq navettes entre Darwin et Dili ont permis de transporter trois cents personnes, dont le porte-parole de la mission de Nations unies au Timor-Oriental, l'Unamet. Mardi, l'armée de l'air australienne devait aller chercher soixante-quinze membres de l'Unamet dans la ville de Baucau. La mission des Nations unies est désormais partiellement établie à Darwin, la ville la plus au nord de l'Australie, à environ 700 kilomètres à vol d'oiseau de Dili.

*Florence de Changy*

## Parmi les personnes évacuées, la crainte d'un « nouveau génocide »

**AUCKLAND**  
*de notre correspondante dans le Pacifique sud*

Pour la première fois depuis près de vingt-cinq ans, les défenseurs de la cause du Timor libre qui ont élu domicile en Australie, leur plus proche voisin – au premier rang desquels le co-Prix Nobel de la paix, José Ramos Horta –, sont écoutés. Mieux : ils semblent soutenus par l'opinion publique. Mais leur inquiétude face à ce qui, selon le « Centre international de soutien au Timor-Oriental » établi à Darwin, pourrait être un *« génocide »*, s'accroît au gré des récits des « évacués » qui arrivent dans cette ville du nord de l'Australie. Et leur

impatience grandit face à la passivité de la communauté internationale. Les personnes évacuées depuis lundi, citées par les agences de presse, ont décrit Dili, la capitale, comme une ville-fantôme. Elles craignent pour le bien-être de ceux qui sont restés, nombre de femmes et d'enfants étant transportés par camions vers la partie ouest (indonésienne) du Timor alors que les hommes prennent le maquis en allant dans la montagne.

**« ANARCHIE CROISSANTE »**

*« Ce que j'ai vu, c'est une anarchie croissante. Partout les gens sont terrorisés »*, a déclaré à Reuters Sœur Libby Rogerson, une religieuse de l'association Caritas qui fait partie de la première vague d'évacués vers l'Australie. *« Dili est une cité de la peur. Tout le monde vit dans la terreur »*, ajoute-t-elle. Une infirmière, Patricia Altort, qui s'était réfugiée dans un centre chrétien, dit avoir vu sur la route de l'aéroport des camions chargés de personnes : *« Ils les chassent purement et simplement. »*

De tels témoignages soutiennent la théorie selon laquelle les milices indonésiennes tenteraient une partition du Timor et souhaitent remettre en cause le scrutin. Les milieux timorais s'inquiètent également de la nouvelle selon laquelle Xanana Gusmao pourrait être envoyé au Timor-Oriental dès sa libération. Ses partisans re-

nésien, des résultats de ce vote massif en faveur de l'indépendance.

Les militaires indonésiens, qui dépassent six bataillons supplémentaires sur place, ont donc, après coup, obtenu ce qu'ils voulaient mais sûrement pas pour faire ce qu'ils souhaitaient. Toute l'ambiguïté de la loi martiale réside dans cette contradiction : en désespoir de cause, la société internationale demande à l'armée indonésienne d'intervenir non pour faire sa propre politique, mais pour rétablir l'ordre, protéger les populations et assurer une transition souple vers une indépendance du Timor-Oriental contraire à ses vœux. Une mission de l'ONU est attendue mardi à Djakarta pour faire passer ce message.

Aux yeux de Madeleine Albright, la secrétaire d'Etat américaine en visite au Vietnam, *« l'Indonésie ne dispose que d'un choix : mettre fin à la violence ou demander l'assistance de la communauté internationale »*. Comme Djakarta refuse une intervention de bérets bleus de l'ONU, la solution adoptée comporte de sérieux risques. Mary Robinson, haut-commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme, a demandé lundi *« aux forces de sécurité indonésiennes et aux milices qu'elles ont créées d'arrêter immédiatement leur politique délibérée de terreur et de déplacement des populations »*. Après le piège de l'armée, l'armée piégée ? C'est possible. Entre-temps, des dommages irréparables ont été commis.

*Jean-Claude Pomonti*

**PROFIL**

### « XANANA », LE HÉROS DE LA LUTTE ARMÉE

Sept ans après son arrestation par l'armée indonésienne dans la banlieue de Dili, le chef de la guérilla indépendantiste timoraise Xanana Gusmao a été libéré, mardi 7 septembre, de sa résidence surveillée de Djakarta. Condamné en 1993 à la réclusion criminelle à perpétuité pour *« complot contre l'Etat et possession illégale d'armes à feu »*, il avait vu sa peine commuée, sous la pression internationale, en vingt ans de prison. En février de cette année, après l'annonce par le président B.J. Habibie que l'Indonésie ne s'opposerait plus à l'indépendance du Timor, le chef rebelle avait été sorti de sa cellule et transféré dans une villa de Djakarta.

Au Timor-Oriental, on l'appelle tout simple-

# L'Australie prête à diriger une force « de bonne volonté » multinationale

**AUCKLAND**  
*de notre correspondante dans le Pacifique sud*

Prise entre une opinion publique de plus en plus favorable à une intervention immédiate au Timor-Oriental et son éternel souci de ne pas froisser l'Indonésie, l'Australie s'active depuis quelques jours et tout particulièrement au cours de ces dernières heures dans un ballet d'échanges téléphoniques avec Djakarta, New York et Washington, à la recherche d'une réponse appropriée à la crise au Timor-Oriental.

La solution préconisée par l'Australie consiste en une force multinationale de plusieurs milliers de soldats, vraisemblablement commandée par l'Australie. Cette *« coalition des pays de bonne volonté » (coalition of the willing countries)* aurait pour mission de restaurer l'ordre au Timor-Oriental et pourrait être sur place d'ici à la fin de la semaine. L'Australie fournirait deux mille soldats. Mais elle souhaite d'une part l'accord, voire la requête, de Djakarta, et d'autre part la *« bénédiction »* de l'ONU.

Alors que la Nouvelle-Zélande et le Canada ont déjà confirmé leur participation (sous certaines conditions), la Grande-Bretagne et certains des autres pays de la région Asie-Pacifique réfléchissent. La décision américaine reste la grande inconnue. Selon Alexander Downer, les Etats-Unis sont réticents à envoyer des troupes à cause de leurs engagements ailleurs. Le président

américain, Bill Clinton, a appelé le premier ministre australien, John Howard, *« très tard la nuit dernière »* pour discuter de l'offre australienne. M. Clinton a ensuite déclaré qu'il allait poursuivre ses discussions avec le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, et qu'il pourrait sans doute bientôt faire une annonce.

**« PLUS OPTIMISTE »**

En ce qui concerne un éventuel feu vert indonésien, le ministre australien des affaires étrangères, Alexander Downer, s'est dit *« plus optimiste »* après une conversation téléphonique lundi soir entre le premier ministre australien, John Howard, et le président indonésien. Le président Habibie aurait d'abord prévenu l'Australie de la mise en place de la loi martiale au Timor-Oriental dans le but de restaurer le

calme. Mais le président indonésien aurait aussi accepté l'idée, au cas où la loi martiale n'ait pas l'effet annoncé, d'une force étrangère pour restaurer l'ordre sur place. *« La loi martiale est leur dernière chance. Et nous voulons en voir les résultats dans les heures qui viennent »*, a estimé Alexander Downer, alors que le premier ministre John Howard a avoué que sa patience atteignait ses limites. *« Je serai rassuré quand je verrai une nette amélioration dans les rues de Dili »*, a-t-il déclaré.

Lundi soir, à l'issue de la réunion du Comité national de sécurité, le ministre australien de la défense, John Moore, a annoncé que deux brigades, l'une à Townsville, l'autre à Darwin, étaient désormais placées en alerte constante. *« Alors que nous comptons sur le gouvernement indo-*

### Réunion des pays de l'APEC à Auckland

Sur l'initiative du ministre canadien des affaires étrangères, Lloyd Axworthy, une réunion des chefs de diplomatie de pays *« amis du Timor-Oriental »* va se tenir, mercredi 8 septembre, à Auckland, *« dans le but d'étudier comment soutenir au mieux le gouvernement indonésien dans ses tentatives de restaurer l'ordre et la loi au Timor »*, selon le premier ministre néo-zélandais Jenny Shipley.

Y prendront part les plus *« concernés »* parmi une vingtaine de ministres des affaires étrangères des pays de l'APECE (Coopération économique d'Asie et du Pacifique) qui doivent se réunir jeudi et vendredi pour parler de l'économie régionale. Le chef du gouvernement néo-zélandais a souligné qu'il *« compte bien »* que le président indonésien B.J. Habibie et son ministre des affaires étrangères prennent part aux discussions des prochains jours. Les Nations unies doivent également participer à la réunion de mercredi.



# Moscou est confronté à une nouvelle guerre dans le Caucase du Nord

## L'aviation russe a bombardé des localités à l'intérieur de la Tchétchénie, tandis que des rebelles tchétchènes se sont emparés de plusieurs villages au Daghestan. Les affrontements ont fait plusieurs centaines de morts et plus de 10 000 réfugiés

Le conflit qui dure déjà depuis un mois dans le Caucase du Nord s'est étendu, lundi 6 septembre, du Daghestan à la Tchétchénie voisine, faisant plus de cent morts. De violents affrontements ont eu lieu dans la

région de Novolakskoïe. Les forces russes utilisent l'artillerie lourde, des hélicoptères et des lance-roquettes ainsi que l'aviation contre les positions islamistes, selon un correspondant de l'AFP sur place. Ces

combats ont éclaté après un attentat à l'explosif commis samedi 4 septembre à Bouïnassk contre un immeuble habité par des militaires russes dans le centre du Daghestan. La déflagration a fait soixante et

un morts, selon un bilan établi mardi par le ministère russe des situations d'urgence. Cette crise est la plus grave dans la région depuis la fin de la guerre de Tchétchénie en 1996. Elle marque l'échec de Moscou à nor-

maliser ses relations avec les musulmans du Caucase du Nord, région économiquement sinistrée où les courants islamistes wahhabites trouvent prise et qui échappe de plus en plus au contrôle russe.

LES ASSAULTS lancés depuis un mois au Daghestan par des islamistes radicaux qui veulent « chasser les Russes » du Caucase du Nord sont le fruit d'une décolonisation non maîtrisée, qui précipite un chaos sanglant. Le Kremlin aurait pu le prévenir en négociant les termes de l'indépendance tchétchène, acquise de fait il y a trois ans, avec ses chefs modérés. Mais aujourd'hui les dirigeants russes, aux abois sur les dossiers de corruption et menacés d'un changement de régime, semblent moins capables que jamais de répondre à ces défis autrement qu'à leur habitude : par une fuite en avant militaire. Leur refus de chercher un terrain d'entente et le blocus maintenu autour d'une zone dévastée ont favorisé la montée en puissance de groupes armés islamistes et de gangs de preneurs d'otages, qui ont transformé la région en « terra incognita » pour les Occidentaux. C'est donc sans ménages que se déroule, depuis un mois exactement, une nouvelle « guerre du Caucase », centrée au départ sur la République du Daghestan, nouveau maillon faible de la Fédération de Russie.

L'escalade intervenue lundi 6 septembre, avec d'intenses bombardements aériens russes de part et d'autre de la frontière tchétchéno-daghestanaise, en riposte à une deuxième incursion tchétchène au Daghestan, a fait à elle seule plus de cent morts. Aux affirmations russes répétées que les « bandits séparatistes » sont sur le point d'être liquidés, ont répondu de nouvelles incursions de Tchétchénie, ou des résistances inattendues de nouveaux villages daghestanais.

Tout se passe comme si le Kremlin n'avait tiré qu'une seule leçon de sa défaite tchétchène : c'est qu'en affirmant agir au nom du maintien de l'intégrité de la Fédération et contre « l'extrémisme islamiste » il tient un moyen de faire l'union sacrée chez lui et d'obtenir le soutien de la communauté internationale. Ce soutien lui fut largement

accordé, les cent mille morts en Tchétchénie oubliés, et personne n'est venu questionner son rôle ultérieur dans la région. Mais la situation en Tchétchénie n'a fait qu'empirer, alors que son poids reste entier au cœur d'un Caucase du Nord qui échappe de plus en plus à l'emprise russe.

Le mois dernier, l'éminence grise du Kremlin, Boris Berezovski, s'en alarmait : « La Russie s'effiloche. Si le pouvoir ne définit pas une stratégie pour le Caucase du Nord et ne commence pas à l'appliquer dans les plus brefs délais, la Fédération russe cessera d'exister. » Ce pronostic, souvent répété depuis la fin de l'URSS, prend tout son sens aujourd'hui, quand ce pouvoir n'a plus les moyens de concevoir, ni a fortiori d'appliquer, une quelconque stratégie. Les énergies du Kremlin s'épuisent à trouver une « sortie honorable » à Boris Eltsine et à sa survie, personnelle et financière, à la camarilla qui l'entoure.

### DEUXIÈME ÉTAPE

Les cafouillages dans la conduite des opérations militaires répètent ceux du conflit tchétchène : la direction en est confiée tantôt aux forces du ministère de l'intérieur, chéries du régime, tantôt à l'armée. Toutes deux s'engagent à reculons, tant le « syndrome tchétchène » reste vif. Leur rivalité se traduit par une mauvaise coordination et des « bavures ». Celles-ci touchent avant tout les locaux et, dans un cycle classique, les dressent contre la soldatesque russe. Alors même que l'incursion initiale d'un millier d'islamistes venus de Tchétchénie fut mal perçue par la majorité des Daghestanais.

Le président tchétchène, Aslan Maskhadov, modéré bien qu'indépendantiste, s'était distancié de ce raid, lancé dans la région frontalière de Botlikh par son rival radical, Chamil Bassaïev, et les brigades wahhabites du fameux Jordano-Saoudien Khattab (lire ci-dessous), financées par d'obscurs sponsors. Les autres



commandants tchétchènes avaient refusé de les suivre, estimant que la situation n'était pas assez « mûre » chez leurs voisins. Mais celle-ci a évolué avec la « deuxième étape » de la contre-offensive russe, lancée dans le centre du Daghestan contre Karamakhi et des villages voisins au sud de Bouïnassk. Le retour des hommes de Bassaïev ce week-end dans le nord-est du pays, entre Novolakskoïe et Khassaviourt, en est une conséquence. De même, sans doute, que l'explosion dimanche dans un immeuble de Bouïnassk, qui a coûté la vie à soixante et un membres de familles de militaires, russes et daghestanais, ayant participé aux bombardements des villages. Des négociations pour en évacuer femmes et enfants venaient d'échouer...

Il est peu probable que le Daghestan, multiethnique et aux mains d'un gouvernement prorusse, s'unisse dans une guerre de libération comme ce fut le cas en Tchétchénie. Mais la méfiance qu'inspirent l'arrogance des Tchétchènes et le chaos qui règne chez eux se

double d'un sentiment de culpabilité pour le peu de soutien donné aux voisins lors de leur guerre contre les Russes. Et un pays pillé par des mafias locales liées à celles de Russie, dont 80 % de la jeunesse serait au chômage et où l'aspiration à l'indépendance est une donnée sous-jacente, reste un terreau fertile pour des islamistes doté d'un projet politique.

Le frein à l'indépendance est le risque de guerre civile, que l'armée russe n'a pas hésité à aviver : elle a légalisé la détention d'armes chez les divers clans ethniques du Daghestan pour qu'ils assurent leur « autodéfense » face aux Tchétchènes. Quant aux promesses de l'Etat russe en faillite, qui paie à peine ses soldats, d'accorder enfin au Daghestan une attention autre

### Troubles en Karatchaïvo-Tcherkessie

La petite République de Karatchaïvo-Tcherkessie, englobant, aux côtés de Russes, deux peuples rivaux du nord du Caucase au sein de la Fédération de Russie, n'a connu qu'en mai 1998 ses premières élections « libres » pour un poste de président. La victoire de Vladimir Semenov, un général à la retraite de l'armée russe d'origine karatchaï et marié à une Tchétchène, fut contestée par son rival Stanislav Derev, maire de la capitale, leader des Tcherkesses et « baron » de l'industrie locale de la fabrication de vodka. Manifestations et contre-manifestations se sont succédées à Tcherkessk, la capitale. De premiers heurts ont fait trente-six blessés les 3 et 4 septembre. Alors que des négociations entre les deux rivaux ont échoué cette semaine à Moscou, des renforts de forces spéciales furent dépêchés dans la région. L'Association internationale des Tcherkesses, nombreux au Proche-Orient, a lancé un appel à condamner le wahhabisme, accusant ainsi implicitement certains Karatchaï de tendances extrémistes.

### « L'intégrité de la Russie menacée », selon Boris Eltsine

Le président russe, Boris Eltsine, juge la situation « extrêmement dangereuse » et considère que la crise dans le nord du Caucase constitue une « réelle menace à l'intégrité territoriale de la Russie », a affirmé lundi 6 septembre son porte-parole, Dmitri Iakouchkine. Une réunion du Conseil de sécurité russe devait être convoquée mardi par le premier ministre, Vladimir Poutine, à la demande du président Eltsine. Ce dernier a par ailleurs critiqué « la négligence de l'armée ». « Pourquoi avons-nous pu perdre un district entier du Daghestan ? Pourquoi y a-t-il eu un attentat terroriste dans des enceintes militaires que partout ailleurs ? » a-t-il demandé lors d'une réunion avec son premier ministre. Le chef de l'Etat, dont les propos étaient rapportés par l'agence Interfax, a répondu lui-même en affirmant que « cela ne peut s'expliquer que par la négligence de l'armée ».

### Marie Broxup-Bennigsen, rédactrice de la revue « Central Asian Survey »

## « La tension en Tchétchénie est plus forte qu'il y a deux ans »

RÉDACTRICE de la revue *Central Asian Survey* de Londres, Marie Broxup-Bennigsen est sans doute la seule Occidentale à avoir pu séjourner récemment en Tchétchénie, grâce à sa vieille familiarité avec le terrain. Les étrangers ne se risquent plus dans une région où ils font l'objet d'enlèvements systématiques. Même le CICR (Comité international de la Croix-Rouge) n'a plus que des représentants locaux dans ces républiques du nord du Caucase.

« Qu'est-ce qui vous a frappée cette fois-ci en Tchétchénie ?

— La tension, le désenchantement y sont bien plus forts qu'il y a deux ans. Le refus russe de négocier avec le président Aslan Maskhadov paralyse ce dernier, même s'il reste le plus populaire des chefs locaux, sans alternative possible. Mais le pays dévasté reste sur le pied de guerre face aux menaces russes, les accrochages sont constants aux frontières, les « commandants de zone » gardent leur pouvoir. En retour, leurs rivalités, leur incapacité à créer un semblant d'Etat et l'enrichissement de certains exaspèrent une population qui n'a reçu aucune aide après les destructions et traumatismes du conflit.

— Comment la population réagit-elle à l'impunité des preneurs d'otages, et qui sont ces derniers ?

— Les premiers preneurs d'otages étaient les soldats russes pendant la guerre, et les Tchétchènes qui enlevaient des Russes comme monnaie d'échange. C'est encore le cas, car des Tchétchènes sont toujours arrêtés en Russie. L'industrie bien plus rentable du rapt d'étrangers fut développée par des gangs en cheville avec les réseaux mafieux des républiques voisines et de Russie. Des policiers et membres de l'ex-KGB sont impliqués, à un niveau difficile à préci-

ser, mais le résultat est que le processus de reconnaissance de l'indépendance tchétchène est stoppé. La population est doublement frappée : par l'isolement du pays et parce qu'elle fait aussi les frais des enlèvements, qui touchent aussi des locaux. L'impunité tient au chaos général et aux craintes de règlements de compte à l'infini, dans ces montagnes à « vendetta ». Les wahhabites présentent en outre comme « licite » le rapt d'innocents.

— Qui sont ces wahhabites au Caucase ?

— Les Soviétiques, pour mieux stigmatiser les dissidents musulmans de l'ex-URSS, avaient choisi de les appeler du nom de l'école la plus rigide de l'islam, celle des Saoudiens, alliés des « impérialistes américains ». Le qualificatif passa aux islamistes des camps afghans, tel le fameux Jordano-Saoudien Khattab, qui dirige des camps d'entraînement en Tchétchénie et donne des dollars aux jeunes qui se font pousser la barbe et retroussent leur pantalon. Une bonne part sont des opportunistes, mais d'autres sont convaincus : leur force est visiblement présente dans certaines zones. Chaque famille compte un petit cousin « contaminé », qui affole ses proches par son indignation sincère au vu des femmes « dénudées » qui se promènent à Grozny... Mais la grande majorité de la population reste attachée à l'islam traditionnel du nord du Caucase, celui des confrères soufies. Les premières tentatives de réduire les wahhabites par les armes ont avorté. Mais chacun sent qu'un affrontement global est inévitable. Les wahhabites ne devraient pas en sortir vainqueurs.

— Comment s'explique l'expédition au Daghestan de Chamil Bassaïev et du Jordanien Khattab ?

— Bassaïev avait besoin de gloire. Il avait perdu beaucoup de sa popularité, on l'accusait de s'enrichir, de ne pas se conduire comme il sied au grand héros de la guerre contre les Russes. Elu en 1998 président d'un « Congrès des peuples de Tchétchénie et du Daghestan », il a continué sur cette lancée. Le maintien de sa vieille alliance avec Khattab, un « vrai » wahhabite, est plus mystérieux : il y a eu des tensions entre eux, mais Bassaïev serait trop engagé, même s'il souligne qu'il n'est « pas wahhabi, mais quadiiri », c'est-à-dire membre d'une des deux branches du soufisme tchétchène - avec les Naqchabandis. Le gros des Daghestanais a sans doute mal accueilli l'« aide » de Bassaïev et de Khattab. Mais ils n'auraient pu venir sans être appelés : il y a eu alliance avec Khattab, dont les armes et l'argent sont toujours bons à prendre. Les derniers événements montrent d'ailleurs qu'un emboîtement est possible.

— Les wahhabites seraient donc forts au Daghestan ?

— Tous les mouvements de lutte contre les Russes au Daghestan, pays multiethnique, eurent l'islam naqchabandi pour bannière. Les villages devenus soi-disant wahha-

bités, ceux qui furent bombardés en août et en septembre par les Russes, sont de vieux centres soufis. Même si les jeunes chômeurs des villes sont une proie facile pour les « internationalistes intégristes » du type de Khattab. Mais l'idéologue du Congrès, Mohammad Taguiev, est un nationaliste local typique, il veut chasser les Russes et cherche un imam pour diriger la lutte : ce n'est pas du wahhabisme.

— Une nouvelle « guerre du Caucase » aurait donc commencé au Daghestan ?

— C'est difficile à dire. Mais les Russes se sont tiré dans les pieds en ouvrant un nouveau front contre les villages d'ethnie darghine du centre du Daghestan, au lieu de marginaliser les rébellions. On ne sait pas qui finance Khattab ni quel est son agenda politique, mais seuls les Tchétchènes seraient capables localement de faire barrage à ces menées. A condition qu'ils ne fassent pas ainsi le jeu des Russes. Il faut donc pousser Moscou à se faire une raison et à négocier les termes de l'indépendance tchétchène avec Maskhadov. »

On ne saurait mieux servir le désir du Kremlin d'apparaître aux yeux de l'Occident comme un allié menacé. Mais le président tchétchène, Aslan Maskhadov, tout en déplorant de telles déclarations et les raids au Daghestan, ne peut que mettre en sourdine son conflit avec les wahhabites dès lors que son pays est bombardé. Le Kremlin, de son côté, peut espérer ainsi paraître non plus comme un épicateur mafieux, mais comme un rempart du monde civilisé contre la barbarie islamiste.

A défaut de stratégie, il y aurait donc une tactique, toujours la même. Déjà, l'attentat du 31 août au centre de Moscou rappelle ceux qui avaient secoué la ville à la veille de la présidentielle de 1996, que les Services russes furent soupçonnés d'avoir montés. Les Tchétchènes furent alors montrés du doigt, comme ils le sont aujourd'hui. Durant le seul mois d'août, plus de trois cents Tchétchènes furent emprisonnés à Moscou. Ce regain de répression « au faciès », comme le discours « slavo-orthodoxe » et proserber des dirigeants russes, traduit aussi l'impasse de tout projet intégrationniste pour les musulmans du Caucase du Nord. L'incertitude sur le nom du prochain occupant du Kremlin ne contribue pas à la lever.

S. Sh.

**ISM INTERNATIONAL SCHOOL OF MANAGEMENT**  
**FULLY ACCREDITED \***

Pour cadres et dirigeants de 30 à 45 ans, diplômés de l'enseignement supérieur, le seul MBA accrédité USA Europe compatible avec votre vie professionnelle :

**ieMBA International Executive Master of Business Administration**  
 ■ 520 h de formation intensive en management international :  
 ● 10 séminaires mensuels à PARIS  
 ● 2 mois à NEW YORK et thèse  
 ● ieMBA accrédité \*

**MBA Master of Business Administration in International Management**  
 ■ Diplômés de l'enseignement supérieur, 27 à 35 ans, avec expérience professionnelle  
 ■ 12 mois dont 8 mois en FLORIDE : MBA accrédité \*

**DBA Doctorate of Business Administration**  
 ■ Pour cadres ou dirigeants, 35 à 45 ans, titulaires d'un MBA ou équivalent  
 ■ Sur une période de deux ans, compatibles avec votre vie professionnelle :  
 Séminaires intensifs spécialisés et thèse : DBA accrédité \*

Certificats : finance & marketing : 120 heures

**International School of Management**  
 148, rue de Grenelle, 75007 Paris  
 Tél. : 01-45-51-09-09 - Fax : 01-45-51-09-08  
 Programmes exclusivement gérés par International School of Management USA  
 Internet : http://ism-mba.edu e.mail : ism.paris@wanadoo.fr

**ISM**

**DETAILLANT GROSSISTE**  
 VEND AUX PARTICULIERS  
 Recommandé par Paris sur Chez Paris Combien...

**MATELAS & SOMMIERS**  
 Toutes dimensions - Filas ou reliables  
 SWISSFLEX - TRIECA - EPEDA - SIMONS  
 DUNLOPILLO - BULTEX - PIRELLI - ETC...  
**CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC**  
 Cuir - Tissus - Alcantara  
 Steiner - Coulon - Duwivier - Sulfren - Etc...  
 Vente par téléphone possible  
 Livraison gratuite sur toute la France

**MOBECO**  
 247, rue de Belleville PARIS 19<sup>e</sup> M<sup>e</sup> Télégraphique  
 50, avenue d'Italie PARIS 13<sup>e</sup> M<sup>e</sup> P<sup>e</sup> d'Italie  
**01.42.08.71.00 - 7J/7**

**ISTH**  
 Enseignements Supérieurs Privés

**DRIT/SCIENCES ÉCO**

✓ Stage de pré-rentre (septembre)  
 ✓ Session annuelle (octobre à juin)  
 ✓ Session semestrielle (février à juin)

**Tél. : 01 42 24 10 72**



## FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 8 SEPTEMBRE 1999

**CORSE** Les termes du dialogue proposé par Lionel Jospin, lundi 6 septembre, à Ajaccio, pour assurer l'ordre et l'avenir de la Corse (Le Monde daté 5-6 septembre et du

7 septembre) ont rencontré l'assentiment de la plupart des élus à l'assemblée territoriale, mais pas celui du groupe Corsica Nazione. Pour Jean-Guy Talamoni, président de ce

groupe, la « manière de présenter la violence » adoptée par le premier ministre « constitue un préalable inadmissible ». ● LE DÉBAT a porté aussi sur l'image de la Corse et des Corses

et sur les responsabilités, à cet égard, des élus et de la société corses, des continentaux, de l'Etat et des politiques. ● AU PARLEMENT, les deux commissions d'enquête en cours, à

l'Assemblée nationale et au Sénat, font preuve de prudence sur un sujet qui met en cause le gouvernement actuel, mais aussi ses prédécesseurs. (Lire aussi notre éditorial page 16.)

## Corsica Nazione refuse les termes du dialogue proposé par Lionel Jospin

Les élus nationalistes à l'Assemblée de Corse estiment que le premier ministre a présenté le problème de la violence d'une manière « inadmissible ». Des évolutions du statut, auxquelles le chef du gouvernement s'est déclaré ouvert, vont être mises à l'étude

### AJACCIO

de notre correspondant

Tous les conseillers territoriaux étaient là, sauf deux. Deux parlementaires de Haute-Corse, le député Roger Franzoni (PRG) et le sénateur Paul Natali (RPR), manquaient à l'appel. Les membres du bureau du conseil économique, social et culturel étaient présents autour de leur président, Raymond Ceccaldi. Pendant les trois heures d'horloge qu'a duré la séance de l'Assemblée de Corse, tous ont écouté presque religieusement les quatorze orateurs. Seule l'intervention du premier ministre a été applaudie, notamment par Roland Francisci, député (RPR) de Corse-du-Sud. Nulle approbation, en revanche, ne s'est

exprimée sur les bancs nationalistes. L'histoire n'a pas été au rendez-vous, lundi 6 septembre, dans l'hémicycle de l'hôtel de région.

Dans leurs discours, José Rossi (DL), président de l'Assemblée, et Jean Baggioni (RPR), président du conseil exécutif, ont surtout insisté sur la continuation de la politique contractuelle entre l'Etat, l'Union européenne et la collectivité territoriale, apportant à cette dernière les crédits indispensables pour atteindre, en quinze ans, les objectifs du plan de développement de 1993. M. Baggioni n'a pas évoqué la question institutionnelle. M. Rossi a déclaré, lui, que « ce sujet sensible doit être abordé de façon pragmatique ». « La Corse a déjà été dotée de deux statuts

particuliers, a-t-il rappelé. Faut-il en concevoir un troisième ? Nous n'en sommes pas encore là, mais il ne nous est évidemment pas interdit d'en parler. » La réflexion, à l'Assemblée, « ne fait que commencer », a dit M. Rossi, selon qui il n'est pas « exclu qu'une large majorité se dégage pour la réforme ».

### LES IDÉES ET LES MOYENS

Lionel Jospin a réaffirmé que « le premier problème de la Corse n'est pas celui de son statut, mais celui de la violence ». « Toute modification statutaire serait ruinée par la violence », a déclaré le premier ministre, en observant : « Certains Corses y persistent, d'autres demeurent dans l'ambiguïté à l'égard du recours à la vio-

lence. » La balle était dans le camp de Corsica Nazione, qui condamne l'assassinat de Claude Erignac, mais pas ses assassins. Dans ses réponses aux orateurs, à la fin de la séance, M. Jospin a déclaré : « Il ne faut pas que cette question [celle du statut] soit un enjeu politique par rapport à la question de la violence. Il faut déconnecter les deux choses et, pour déconnecter, il faut d'abord renoncer à la violence. »

Au nom de Corsica Nazione, Paul Quastana a souligné que son groupe, fort de 17 % des suffrages aux élections de mars et de huit sièges à l'Assemblée, s'était, pendant la campagne électorale, « refusé à édulcorer [ses] positions ». « Ses revendications, dit-il, doivent

être prises en compte à proportion de leur impact sur l'opinion [25 % pour les cinq listes nationalistes au premier tour]. Vous ne pouvez pas faire comme si les nationalistes n'existaient pas, ou bien, alors, la démocratie n'y trouverait pas son compte. Et la paix non plus, car il ne pourra y avoir de paix réelle sans démocratie. » Réponse de M. Jospin : « Les nationalistes existent dans la réalité de leur électoral, mais les autres aussi. Je connais suffisamment l'histoire de la Corse ; je sais bien qu'elle a vécu une partie de cette histoire sans la France ; mais je ne crois pas qu'elle l'ait vécue dans l'autonomie ou l'indépendance. Ce qui est en cause, aujourd'hui, ce sont les moyens de cette cause, y compris pour ceux qui

défendent ces idées. » A Jean-Guy Talamoni, chef de file de Corsica Nazione, M. Jospin a assuré qu'il le rencontrera « toujours dans un cadre démocratique, ouvert et toujours avec d'autres », comme à l'Assemblée territoriale.

S'agissant de Bastia Securita, la société nationaliste de transports de fonds dont l'agrément a été retiré par arrêté préfectoral, il a fait valoir que, « dans la République, on ne donne pas à des hommes le privilège de porter des armes » sans conditions ni précautions. Il a cité un tract syndical de Bastia Securita comportant des propos acerbes au sujet de la loi. « A partir du moment où des hommes et des femmes s'expriment de cette façon, il n'est pas concevable que, dans la République, ils aient ces missions », a dit M. Jospin, ajoutant : « Il faut choisir : ou on est une entreprise ou bien on mène une polémique politique. »

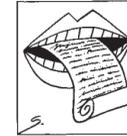
### Affaire de « préséance »

Invité de France 3-Corse, lundi 6 septembre, Lionel Jospin a indiqué que Jacques Chirac avait envisagé un déplacement en Corse au printemps. « Je serais venu plus tôt, mais le président de la République avait envisagé de venir avant l'été. Je lui avais laissé la préséance. Mais, finalement, il ne l'a pas fait », a-t-il déclaré. Lors de l'affaire de l'incendie de la paillote Chez Francis, en avril et mai, le chef de l'Etat avait en effet envisagé de se rendre en Corse. Certains responsables de la droite, engagés dans la campagne pour les élections européennes, le pressaient de saisir cette occasion pour mettre en cause le gouvernement de M. Jospin. M. Chirac avait renoncé à ce voyage, mais il était intervenu au conseil des ministres, les 5 et 26 mai, et à l'occasion d'un voyage à Nancy, le 6 mai, pour dénoncer le « dysfonctionnement de l'Etat » dans l'île.

Qui est responsable de l'image de la Corse ? La question a été débattue, lundi 6 septembre, à l'Assemblée de Corse.

● José Rossi (DL) : « Un fossé s'est créé entre l'opinion nationale et l'opinion corse, qui conduit à constater (...) que plus de 40 % des Français sont prêts à envisager l'indépendance de la Corse alors que moins de 10 % des Corses le souhaitent. Tout cela n'est pas acceptable, les Corses ne peuvent pas se résigner à être les moutons noirs de la République dans une société qualifiée complaisamment de "prémafeuse". Ils ont besoin de se sentir compris, respectés et considérés. »

● Jean Baggioni (RPR) : « Dans



VERBATIM

## Les Corses et leur image : critiques et autocritiques

le vacarme de certains événements, j'aurais aimé que l'Etat, sans lenteur et sans faiblesse, fasse taire au plus vite ces censeurs mal intentionnés, ces détracteurs zélés, qui confondaient tout, coupables, victimes, fautes ou erreurs. La Corse a été meurtrie, salie, humiliée ; elle ne le méritait pas. »

● Lionel Jospin : « Il serait vain de ne pas reconnaître que la relation des Corses avec l'Etat et, même, les Français du continent n'est pas vécue de part et d'autre sans difficultés. On ne peut nier (...) la méconnaissance, fondée sur des images stéréotypées, que trop de continentaux, encore aujourd'hui, manifestent à l'égard de cette île. Ces attitudes ont pu laisser des traces dans une communauté humaine forte de son passé, mais il est vrai que certains comportements n'ont pas toujours donné de l'île la meilleure image. »

● Nicolas Alfonsi (PRG) :

« Alors qu'il y a dix-huit mois quarante mille personnes remettaient la Corse en possession d'elle-même [après l'assassinat de Claude Erignac], qui aurait pu imaginer qu'aucune voix ne s'élèverait aujourd'hui, ni dans la société civile ni parmi les responsables politiques, pour dénoncer l'hommage nationaliste récent rendu à ceux qui pourraient être liés à ces circonstances ? Cela suffit, me semble-t-il, à rendre stérile un procès en sorcellerie fait à la communauté nationale au motif qu'elle ne nous aimerait pas. Certes, des médias sous-informés, des jugements ô combien approximatifs – je pense au récent débat fiscal – peuvent conduire à des appréciations injustes, mais n'y avons-nous pas nous-mêmes donné la main par nos silences sur des sujets graves, à propos desquels on aurait pu attendre de nous plus de fermeté ? »

● Philippe Ceccaldi (divers droite) : « Ces derniers mois, nous avons subi l'avalanche des sarcasmes acrimonieux, l'ironie blessante, confinant quelquefois à une sorte de racisme à l'égard des Corses. Certes, Monsieur le premier ministre, vous n'êtes pas de ceux qui sont allés à la curée, mais nous aurions apprécié, tant au niveau de la présidence de la République que de vous-même, qu'une sorte de rempart soit dressé contre ces attaques, que la très grande majorité du peuple de cette île n'a pas méritées. »

● Jean-Guy Talamoni (Corsica Nazione) : « Vous engagez-vous [s'adressant à M. Jospin] à faire tout ce qui est en votre pouvoir pour mettre un terme aux discours et aux actes attentatoires à la dignité des Corses ? »

● Réponse du premier ministre : « Oui. Je n'en ai, pour ma part, jamais tenus. »

### RÉPONSES « AMBIGUËS »

M. Talamoni ayant demandé au premier ministre s'il reconnaît « sans ambiguïté la légitimité de tous les élus de la Corse », la réponse de M. Jospin a été positive, mais elle a été plus nuancée à deux autres questions : « Vous engagez-vous à prendre en compte les décisions des représentants élus de la Corse en ce qui concerne l'avenir de l'île, que ce soit aux plans culturel, économique, social ou institutionnel ? Vous engagez-vous à privilégier un statut écrit et arrêté par les représentants de la Corse ? » Le premier ministre s'est engagé « dans le respect des prérogatives de l'Etat, en écoutant l'Assemblée de Corse », dont il fera étudier les propositions dans le cadre d'un débat démocratique et parlementaire, dans les limites de ce qui « paraîtra raisonnable dans un contexte qui aurait été particulièrement modifié ».

A l'issue de la séance, M. Talamoni déclarait que « le dialogue reste un mot parce qu'une partie de notre peuple aura le sentiment d'avoir été floué ». Il jugeait les réponses de M. Jospin « ambiguës » et affirmait que « sa manière de présenter la violence constitue un préalable inadmissible ». Le président du groupe nationaliste a souligné que ses amis et lui ne posent pas de préalable, mais qu'il ne faut pas attendre d'eux qu'ils condamnent les militants clandestins ni qu'ils « répondent de l'action clandestine ».

Il faudra attendre que le groupe de travail mis en place, le 30 avril, à l'Assemblée de Corse arrête son propre calendrier et s'emploie à étudier les voies et moyens d'un troisième statut éventuel. Cette attente pourrait se prolonger, puisque que ces changements ne devraient intervenir que lors du renouvellement de l'actuelle Assemblée de Corse, en 2004.

Ariane Chemin

Paul Silvani

### BONIFACIO (Corse-du-Sud)

de notre envoyée spéciale

Sa petite vedette, l-nosci-Loca (« nos coins »), est amarrée à Pianottoli-Caldarelo, un ancien abri de pêche devenu, en quelques années, un joli port de plaisance. Dernière halte pour les plaisanciers entre Propriano, à une trentaine de milles nautiques au nord, et Bonifacio, un peu plus au sud, Pianottoli reste tranquille, même en pleine saison. Près de 9 000 hectares protégés, où pêches sous-marine et de loisir, débarquements et mouillages forains sont strictement interdits. Dans son bateau, Félix Santarelli, quarante-sept ans musclés et un 357 Magnum à la ceinture, y veille.

Son métier ? Pas facile à mettre dans un code et des mots. Quand, il y a neuf ans, le maire (divers droite) de la ville, Jérôme Polverini, président de l'Office de l'environnement de la Corse et un des sept membres du conseil exécutif de l'île, décide de protéger les réserves de sa commune, il se heurte à un casse-tête. Les gardes de ré-

serves naturelles ne sont jamais armés. Face à des harpons, Félix doit pouvoir intimider et se défendre. « Puisque aucun texte ne dit qu'un garde-champêtre ne peut agir en mer », explique le maire, il le fait garde-champêtre maritime, garde-mer municipal. Assimilé à un agent de police judiciaire (APJ), il peut fouiller un bateau, dresser des procès-verbaux. « Je suis le seul garde armé en France », affirme fièrement son employé.

De Pianottoli jusqu'aux îles Lavezzi, Félix connaît chaque caillasse, chaque haut-fond. « Des fois, je sors des heures en mer, pour rien. » Il s'émerveille de cette faune et de cette flore qui, depuis la création de la réserve, peuplent à nouveau la côte. Des nacres et les patelles ferrugineuses sont à nouveau incrustées sur les rochers. Cet été, il a vu deux balbuzards ; l'hiver dernier, il a surpris des courlis et des hérons cendrés. Avec ses stagiaires en biologie marine de Corte ou Paris-VI, il les compte avec précision.

Chasseur d'importuns ou de braconniers avertis, Félix « joue à cache-cache » toute l'année. Avec jubilation, surtout pour les seconds. Le jour, il les surprend « soleil dans le dos ». Sous la lune, il les attend dans une « planque », moteur coupé. Un murmure, un clapotis ? D'un coup, Félix braque son projecteur. Une nuit, trois Italiens en combinaison de plongée l'ont menacé avec un fusil à pompe. Félix a pointé son pistolet et « saisi même le Zodiac ». Malheur aux récidivistes ! Les amendes tombent, de plus en plus lourdes : « Question de fierté, je déteste me faire blouser. »

Félix ne veut « surtout pas parler politique ». A peine si, de temps en temps, devant une crique sauvage, une calanque nue, il se laisse aller à quelques confidences contemplatives : « Je dis pas qu'il ne faut pas urbaniser quelques hectares, mais les anciens autonomistes – pas les nouveaux, c'est le racket –, heureusement qu'ils étaient là. » Il préfère raconter ses plus « belles

prises » – « ceux qui s'imaginent qu'ils peuvent tout faire parce qu'ils ont le bras long ». L'an passé, un ancien ministre de François Mitterrand ; cette année, le maire socialiste d'une grande ville du sud du continent. « Mon plus beau PV de séquestre », commente-t-il en montrant les cannes à « 30 ou 40 000 balles chacune » consignées dans la capitainerie.

« Que ce soit le pape ou Chirac, la loi, c'est la loi. Je suis payé pour protéger le droit et le droit s'applique à tous. » Dominique Voynet, qui l'a rencontré en 1997, au cours d'un voyage officiel pour préparer le futur parc international marin des bouches de Bonifacio, a trouvé qu'effectivement Félix protégeait admirablement la nature corse. Le 25 mai, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement lui a fait savoir par courrier que, sur sa proposition, Jacques Chirac le nommait chevalier de l'ordre national du Mérite.

prises » – « ceux qui s'imaginent qu'ils peuvent tout faire parce qu'ils ont le bras long ». L'an passé, un ancien ministre de François Mitterrand ; cette année, le maire socialiste d'une grande ville du sud du continent. « Mon plus beau PV de séquestre », commente-t-il en montrant les cannes à « 30 ou 40 000 balles chacune » consignées dans la capitainerie.

« Que ce soit le pape ou Chirac, la loi, c'est la loi. Je suis payé pour protéger le droit et le droit s'applique à tous. » Dominique Voynet, qui l'a rencontré en 1997, au cours d'un voyage officiel pour préparer le futur parc international marin des bouches de Bonifacio, a trouvé qu'effectivement Félix protégeait admirablement la nature corse. Le 25 mai, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement lui a fait savoir par courrier que, sur sa proposition, Jacques Chirac le nommait chevalier de l'ordre national du Mérite.

## La prudence « effarée » des commissions d'enquête parlementaires

« SI c'est là-dessus que la droite attaque à la rentrée, c'est qu'on n'aura pas grand-chose à se mettre sous la dent... » Membre de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur le fonctionnement des forces de sécurité en Corse, Franck Dhersin (DL, Nord) n'a pas oublié le débat de censure du 25 mai qui avait, admet-il, « ridiculisé » l'opposition. Le sentiment – acquis au fil des auditions de la commission – que « personne ne peut donner de leçon à qui-conque » a renforcé sa conviction.

Vice-président de la commission, Yves Fromion (RPR, Cher) n'est pas loin de partager ce point de vue. Tout en qualifiant les travaux de la commission de « sinistre mystification », qui illustre-rait « la volonté [des socialistes] de ne pas aller au fond des choses », le député du Cher énumère les raisons qui devraient conduire la

droite, plus de quatre mois après le déclenchement de l'affaire de la paillote, à ne pas chercher à souffler à nouveau sur les braises :

« L'opposition n'a pas intérêt à mettre en cause l'institution de la gendarmerie, qui est déjà meurtrie, ni les Corses, qui n'ont pas à subir les maladrances du pouvoir parisien. » « Ce n'est pas là-dessus que l'opposition se fera une santé », commente pour sa part Renaud Donnedieu de Vabres (UDF, Indre-et-Loire).

L'audition – attendue – de l'ancien préfet Bernard Bonnet, mercredi 8 septembre, modifiera-t-elle la donne ? Début septembre, alors que la commission reprenait des travaux interrompus au mois d'août, le climat semblait relativement apaisé. L'opposition, qui a longtemps réclamé que soient entendus des membres du cabinet du premier ministre, a obtenu sa-

tisfaction : le 21 septembre, elle aura l'occasion d'interroger Olivier Schrameck, directeur de cabinet de Lionel Jospin.

La majorité, quant à elle, n'est pas restée sur la défensive, tirant largement profit d'un champ d'investigation opportunément élargi jusqu'au « début de la dixième législature » – soit mars 1993. Lors des trois premières semaines d'audition, fin juin et début juillet, pas moins de six anciens ministres de droite – contre trois de gauche actuellement en fonctions – ont été entendus. L'audition, le 6 juillet, de Jean-Louis Debré, ancien ministre de l'intérieur, semble ainsi avoir été mouvementée. « Ce jour-là, les socialistes avaient fait le plein », raconte un député de droite, qui n'a pas oublié la façon dont le président (PS) de la commission, Raymond Forni, avait assailli de questions le pré-

sident du groupe RPR de l'Assemblée, contraignant ses collègues de l'opposition à lui porter secours. Du coup, la droite s'attend que le rappel de l'épisode de la conférence de presse clandestine du FLNC-canal historique dans la nuit du 11 au 12 janvier 1996 à Tralonca occupera une place de choix dans le rapport que Christophe Caesche (PS, Paris) doit remettre avant la mi-novembre.

### « VIOLENCE EFFRAYANTE »

Autre majorité, autre programme... Fin juillet, la commission d'enquête sénatoriale sur « la conduite de la politique de sécurité menée par l'Etat en Corse » avait entendu cinq ministres du gouvernement, ainsi que deux membres de son cabinet : M. Schrameck et Clotilde Valter, conseillère technique chargée de suivre les affaires corses. Au Palais du Luxem-

bourg, cependant, l'affrontement politique ne semble pas plus de mise. « Ce dossier transcende les clivages politiques », souligne Guy Allouche (PS, Nord) qui, au vu des premières séries d'auditions, estime « difficile pour la droite d'exploiter quoi que ce soit contre le gouvernement ».

A l'Assemblée comme au Sénat, la passion politique est, pour l'heure, retombée, cédant la place à... l'« effarement » – le mot revenant dans plusieurs bouches. « C'est la commission où j'ai entendu lancer le plus d'accusations personnelles », affirme Robert Pandraud (RPR, Seine-Saint-Denis), pourtant un vieux briscard. « La violence qui a été au cœur des conflits entre les services de l'Etat est effrayante », renchérit M. Donnedieu de Vabres.

Jean-Baptiste de Montvalon

**PUBLICATIONS JUDICIAIRES**  
**Office Spécial de Publicité**  
47, rue Louis Blanc  
92984 LA DEFENSE Cedex  
Tel : 01.49.04.01.84 - Fax : 01.43.33.51.36

### EXTRAITS DE LA REQUETE ET DE L'ORDONNANCE

Par requête en date du 21 Septembre 1998 visée par Monsieur le Procureur de la République, il a été demandé au Tribunal de Grande instance de PERIGUEUX de déclarer l'absence de M. Gaston GARMIGNY, célibataire, né le 4 Décembre 1930 à PARIS 6ème, de nationalité française, demeurant en dernier lieu à PARIS (75006), 15, rue Visconti, qui n'a pas reparu à son domicile, ni donné de ses nouvelles depuis 1966.

Par jugement non définitif, le Tribunal de Grande Instance de PERIGUEUX a, le 23 Mars 1999, déclaré en état d'absence M. Gaston GARMIGNY, célibataire, né le 4 Décembre 1930 à PARIS 6ème, de nationalité française, demeurant en dernier lieu à PARIS (75006), 15, rue Visconti. Me Arnaud LE GUAY, Avocat à PERIGUEUX.



PÉTILLANT !

N A G U I

08H30  
10H00

**RTL**  
www.rtl.fr

## La croissance a atteint 0,6 % au deuxième trimestre de 1999

L'investissement des entreprises est en forte hausse

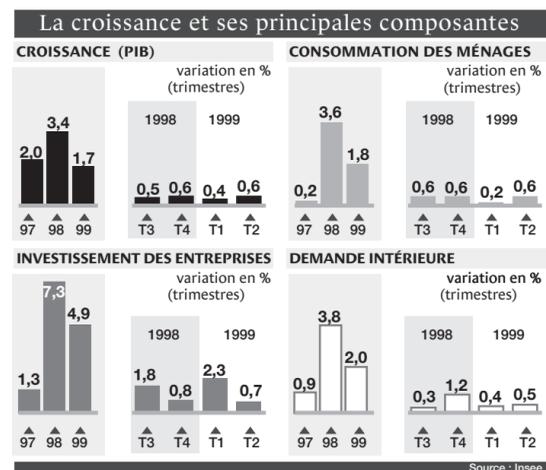
Selon les comptes nationaux publiés mardi 7 septembre par l'Insee, la croissance a été de 0,6 % au deuxième trimestre de 1999, soit un « acquis » de crois-

sance de 1,7 % fin juin. L'investissement des entreprises a été bien meilleur que prévu, tandis que la consommation des ménages est restée soutenue.

**TOUT** se passe comme prévu. L'Insee, qui pensait que le ralentissement de l'économie de la fin 1998 se terminerait au cours du premier semestre 1999, peut se réjouir. Le chiffre de croissance du deuxième trimestre, que l'institut a publié mardi 7 septembre, confirme le scénario de redressement qu'il avait élaboré : le produit intérieur brut a progressé de 0,6 % entre mars et juin, après avoir augmenté de 0,4 % au premier trimestre. Ce qui donne à la France un « acquis » de croissance de 1,7 % fin juin. Dominique Strauss-Kahn, qui faisait un diagnostic identique à celui de l'Insee, est satisfait. La France est sortie de ce que le ministre de l'économie avait baptisé le « trou d'air ».

La demande intérieure est, comme au premier trimestre, le principal moteur de la croissance. Elle y a contribué à hauteur de 0,6 point. La consommation des ménages n'a, une fois de plus, pas manqué au rendez-vous : elle s'est accrue de 0,6 %. Avec un moral au plus haut depuis de nombreux mois, les Français dépensent. Rien n'a ébranlé leur confiance. Ni les crises financières internationales ni le pessimisme dont ont fait montre les industriels jusqu'à cet été. Il faut dire que l'emploi n'a jamais cessé de progresser. Entre juin 1997 et juin 1999, le secteur marchand a créé 560 000 emplois, dont 130 000 sur le premier semestre 1999. Dans ces conditions, les ménages ne se sont pas contentés de consommer. Ils ont également investi dans le logement (+ 2 % au deuxième trimestre).

La bonne surprise est venue de l'investissement des entreprises, autre élément de la demande intérieure. Alors que l'Insee prévoyait que celui-ci reculerait de 0,8 % au deuxième trimestre, il s'est accru de 0,7 %. Au premier trimestre, déjà, il avait enregistré une bonne performance (+ 2,3 %) mais celle-ci était, en fait, exceptionnelle et intégrale-



ment imputable aux nombreux achats d'avions par Air France, sans lesquels l'investissement des entreprises n'aurait pas progressé. Le chiffre du deuxième trimestre, lui, n'a rien d'exceptionnel et marque bel et bien un rebond des investissements.

### LA CRAINTE D'UN KRACH

L'« acquis » pour l'investissement des entreprises est, fin juin, de 4,9 %, alors que l'Insee prévoyait pour l'ensemble de l'année une progression de 4,2 %. L'institut pourrait donc réviser à la hausse ses prévisions. « La bonne tenue des investissements laisse supposer que les entreprises ont toujours considéré que le ralentissement de l'économie serait ponctuel. On peut aussi interpréter en considérant que le retard pris en matière d'investissement au début de la décennie était tel que les entreprises ne voulaient plus réduire la voilure », considère-t-on à Bercy.

Seul point d'ombre : les stocks. Ils ont contribué négativement à la

croissance, pour 0,1 point. Ce qui signifie que les entreprises n'ont toujours pas commencé à reconstituer leurs stocks. Le commerce extérieur n'a pas, non plus, tiré la croissance au deuxième trimestre. Il n'y a contribué que pour un petit 0,1 point. Mais ce chiffre médiocre cache une réelle amélioration : alors qu'au premier trimestre, exportations et importations avaient régressé, signe d'un essoufflement économique, elles ont progressé au deuxième, de 1,8 % pour les premières et de 1,6 % pour les secondes, marquant ainsi la reprise du commerce international. Le choc externe est donc terminé.

L'Allemagne et l'Italie connaissent, de fait, une amélioration de leur situation économique. Selon les conjoncturistes, le principal risque réside toujours aux Etats-Unis où un krach brutal de Wall Street pourrait porter préjudice à l'embellie européenne.

Virginie Malingre

## 4,3 milliards de francs pour les actions militaires dans les Balkans

**LE COÛT** des opérations extérieures des armées françaises a été évalué, pour 1999, à un total de 5,3 milliards de francs (près de 808 millions d'euros). C'est une hausse sensible par rapport à 1998, où il avait été de 2,1 milliards de francs. Les armées retrouvent en quelque sorte leur niveau de dépenses de 1996, avec 5,1 milliards de francs.

Pour l'essentiel, soit 4,3 milliards de francs, le surcoût enregistré est dû aux interventions sous mandat international dans les Balkans. La présence française en Bosnie revient à 1,1 milliard de francs, et les dix mois passés par l'armée française au Kosovo devraient représenter une dépense de 3,2 milliards de francs. Le gros de ces dépenses

dans les Balkans, soit 2,6 milliards de francs, est occasionné par le versement des soldes allouées aux personnels engagés et par celui des charges sociales. Le reste, soit 1,7 milliard de francs, concerne l'équipement, c'est-à-dire la consommation en munitions et l'entretien des matériels déployés.

### TRANSFERT DE CRÉDITS

Les interventions décidées par la seule France, notamment en Afrique, représentent l'autre grosse dépense pour 1999, soit 673 millions de francs. Pour commencer à financer ces dépenses, et sans attendre le « collectif » budgétaire de fin d'année, un décret, signé le vendredi 3 septembre, a supprimé 4,05 milliards de francs dans les crédits 1999 d'équipement des armées. Ce sont ces annulations de crédits qui gagent d'urgence ces premiers surcoûts. Le même décret, en effet, a réaffecté 2,8 milliards de francs pour couvrir le surcoût des soldes et des charges sociales, et 1,25 milliard de francs pour la gestion courante et le fonctionnement des unités engagées dans ces actions extérieures.

Au ministère de la défense, on affirme que ce transfert de crédits ne met pas en cause l'exécution du budget d'équipement militaire en 1999. En particulier, les autorisations de programme allouées aux treize projets d'armement, qui sont fondés sur des contrats plurian-

nuels globaux et dont le montant total atteint 45 milliards de francs étalés sur plusieurs années, n'ont pas été touchées et permettent de lancer les commandes.

En revanche, la plus grande incertitude réside sur l'exécution du budget 2000 d'équipement militaire - si des reports de crédits n'intervenaient pas d'ici là. Selon le ministre de la défense, Alain Richard, les crédits d'équipement n'atteindront pas les 86 milliards de francs du budget 1999. Il y aura « une petite réduction », selon M. Richard, qui l'a annoncée samedi sur Radio-Classique, sans donner davantage de précisions. Ce budget d'équipement devrait se situer, de fait, entre 84,8 et 85 milliards de francs. Cette baisse a-t-elle un sens, à savoir une nouvelle « encoche » pratiquée dans les dépenses militaires ? Jacques Chirac, qui s'est déclaré attentif au respect de la programmation militaire 1997-2002, pourrait s'en étonner, comme il l'a laissé entendre le 14 juillet.

En réalité, il est vrai que le ministère de l'économie et des finances peut répliquer que les armées éprouvent déjà du mal à consommer la totalité de leurs crédits d'équipement, en année pleine, ainsi que le montre l'exécution du budget 1998 : seulement 92,3 % des crédits d'équipement auront été dépensés.

Jacques Isnard

### Les rentrées fiscales toujours en forte hausse

Le ministère des finances a publié, lundi 6 septembre, l'état de l'exécution du budget 1999 à la fin juillet. Sur les sept premiers mois de l'année, les dépenses du budget général s'élèvent à 997,2 milliards de francs (152 milliards d'euros), en hausse de 2,8 % par rapport à la même période de 1998. Sur l'année entière, elles devraient augmenter de 2,4 %. Les recettes fiscales s'élevaient fin juillet à 903,3 milliards de francs, en hausse de 7,9 % par rapport aux sept premiers mois de 1998, soit un gain de 66 milliards de francs. Les taxes sur les carburants, pour lesquelles le gouvernement prévoyait une augmentation de 4 % en 1999, se sont accrues de 7,5 % sur sept mois, à 93,6 milliards de francs. Quant à l'impôt sur les sociétés, ses rentrées ont bondi de 32,8 % sur sept mois, à 119,4 milliards de francs ; Bercy tablait sur une progression de 7,9 % en 1999. Fin juillet, le déficit s'établissait à 190,3 milliards de francs, contre 240,2 milliards un an auparavant.

"Jura vigilantibus non dormientibus prosunt"

Formation pratique d'un an, fondée sur cas réels, par professionnels exclusivement, avec notamment : Finance-Management, Fiscalité, Nouvelles Technologies, Anglais légal, Risque juridique...

**Sélection** Bac + 4 et jury, la mention de Maîtrise n'est pas un critère. Les candidats doivent être motivés, avec de forts potentiels.

**Diplôme** de l'Enseignement Supérieur Privé reconnu par les entreprises et l'Association Nationale des Juristes d'Entreprises.

**Stages** : un en France et un à l'étranger. Assistance réseau relationnel pour emploi et stages.

01.42.93.01.00 - 6 rue de Rome - 75008 PARIS - JJCE@wanadoo.fr - www.village-justice.com

**INSTITUT DES JURISTES CONSEILS D'ENTREPRISES**  
Enseignement Supérieur Privé

# La marine engage une réorganisation radicale de l'ensemble de ses forces

L'aéronavale va devoir se rapprocher de l'armée de l'air

Depuis le début de l'été, l'ensemble des forces sous-marines se concentre à Brest. La flotte de surface sera ensuite rassemblée à Toulon. Cette rationalisation

conduira à la création d'un grand commandement unifié, sous les ordres du chef d'état-major des armées, et à un rapprochement avec l'armée de l'air

LA MARINE nationale va connaître une réorganisation en profondeur qui amènera à concentrer ses forces sous-marines à Brest et ses unités de surface à Toulon. Au terme de cette restructuration, qui prendra plusieurs années, un grand commandement unifié, à Paris, devrait centraliser les activités opérationnelles de la marine et se mettre à la disposition du chef d'état-major des armées, responsable de l'emploi des forces interarmées. A plus long terme encore, l'aéronautique navale sera invitée à se rapprocher de l'armée de l'air, dès lors que l'une comme l'autre seront équipées du même type d'avions de combat, le Rafale. C'est donc à une véritable « révolution culturelle » que les marins sont conviés.

La première réforme, effective depuis le début de l'été, consiste à réunir à Brest, sous l'autorité de l'amiral commandant la force océanique stratégique (FOST), les quatre sous-marins nucléaires lance-missiles (SNLE), qui sont basés normalement à l'Île-Longue (Finistère), et les six sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) lance-torpilles, qui avaient à ce jour Toulon pour port d'attache. La FOST intègre aussi, à Brest, les deux derniers sous-marins d'attaque à propulsion diesel/électrique de la marine, l'*Ouessant* et le *La Praya*, destinés à être retirés du service dans les prochaines années. La marine a prévu, dans ces conditions, de fermer ses installations de commandement des SNLE à Houilles (Yvelines) et d'en transférer progressivement les activités à Brest, sans toucher à l'infrastructure des transmissions avec les sous-marins à Rosnay (Indre). A ce grand commandement, à Brest, qui sera aussi l'arsenal d'entretien des navires à propulsion nucléaire, seront rattachés les frégates de lutte anti-sous-marin et les bâtiments de la guerre contre les mines.

La marine a, par ailleurs, lancé le développement d'un nouveau modèle de sous-marin nucléaire d'attaque, dont le tonnage (avec un déplacement de l'ordre de 4 000 tonnes) sera double de celui des SNA actuels et qui sera armé de missiles « anti-terre » - les experts

tiennent à ce terme - pour accompagner le déploiement d'une force aéronavale de projection. Il s'agit d'une arme qui prélude à l'acquisition de missiles de croisière dont l'intérêt a été démontré, depuis l'Adriatique, lors de la guerre du Kosovo. Ces nouveaux sous-marins seront conçus à Cherbourg, où la marine prévoit de maintenir un commandement pour surveiller le trafic en Manche.

Avant la fin de l'année, la marine devrait annoncer la deuxième partie de sa réorganisation, avec la création, à Toulon, d'un grand commandement de la flotte de surface. Seront placés sous les ordres de son titulaire, le porte-avions *Charles-de-Gaulle*, les frégates de la classe Horizon et les transports de chalands de débarquement. C'est en 2001-2002 que le gouvernement arrêtera la décision de doter ou non la marine d'un second porte-avions qui, s'il devait être construit, ne prendra pas la mer avant 2012. En revanche, le programme de nouvelles frégates est déjà dans les cartons, avec la mise en chantier de navires dits « modulaires » - leur armement sera complété ou renouvelé, selon l'évolution de leurs missions - et polyvalents.

#### RATIONALISATION

La première flottille d'avions Rafale sera embarquée en 2001 sur le *Charles-de-Gaulle*. Un parc de soixante appareils a été prévu. Vingt-cinq ont déjà été commandés. Le Rafale succèdera aux Super-Etendard dans toutes leurs missions d'attaque au sol et de reconnaissance, et il aura la responsabilité de la défense aérienne à la mer, aux côtés des avions de guet aérien Hawkeye et en remplacement des Crusader qui ont été retirés du service. Dès lors que le Rafale est voué à devenir l'avion de combat commun à l'aéronautique navale et à l'armée de l'air, la marine et l'armée de l'air vont rapprocher leurs activités. On évite dans les états-majors d'évoquer la perspective d'une fusion, par crainte de froisser les susceptibilités. Mais la France prend le chemin de la Grande-Bretagne, où le groupe aéronaval de la Royal Navy et la Royal Air Force alignent un

parc d'avions commun sous commandement intégré, baptisé la Joint Force 2000.

Au terme de ce bouleversement, la marine française aura cessé d'être organisée en une flotte du Ponant (la façade atlantique) et une flotte du Levant (la façade méditerranéenne), relevant de deux escadres distinctes, voire concurrentes. Cette rationalisation justifie la mise en place d'un grand commandement unifié et opérationnel de la marine, qui, depuis Paris, contrôlera le tout. Ce commandement, attribué à un amiral et situé au centre opérationnel interarmées dans les souterrains du ministère de la défense, rendra compte de ses activités au seul chef d'état-major des armées, directement responsable de l'emploi des forces. Cette restructuration devrait conduire à un affaiblissement du rôle dévolu au chef d'état-major de la marine, dès l'instant où la France décidera de participer à des actions extérieures, à l'instar de ce qui se passe pour ses homologues de l'armée de terre et de l'armée de l'air.

Jacques Isnard

# La candidature de François Fillon accélère la campagne pour la présidence du RPR

Le député de la Sarthe veut rassembler tous les gaullistes, tandis que Jean-Paul Delevoye se présente comme une « alternative » à Nicolas Sarkozy

LA campagne s'accélère pour l'élection du président du RPR. En annonçant sa candidature, lundi 6 septembre, François Fillon a sensiblement changé la donne dans cette élection interne, alors que l'actuel secrétaire général, Nicolas Sarkozy, se pose, grâce à des appels successifs, comme le candidat qui serait le mieux à même de rassembler les différentes sensibilités du mouvement. De son côté, Jean-Paul Delevoye, sénateur RPR du Pas-de-Calais, affirme, dans un entretien à *La Voix du Nord*, mardi 7 septembre, qu'il constitue « une alternative » à Nicolas Sarkozy et qu'il se déclarera « dans la deuxième quinzaine de septembre ».

Ancien ministre, député de la Sarthe et président du conseil régional des Pays de la Loire, M. Fillon a officiellement fait part de ses intentions, lundi en fin de matinée, à M. Sarkozy, dont il est en titre le « conseiller politique ». Il a aussi attendu le retour en France de Philippe Séguin, qui l'a encouragé. Peu déterminé à titre personnel à se porter candidat jusqu'aux universités d'été des jeunes RPR, du 27 au

29 août à Lyon, M. Fillon a pris conscience à cette occasion du phénomène de rejet que suscite M. Sarkozy chez une partie des militants. Des cadres et des élus séguinistes ont aussi objecté qu'un « ticket » Sarkozy-Fillon pour diriger le RPR relevait davantage d'une combinaison d'appareil que de la mise en œuvre du processus de démocratisation engagé par l'ancien président du RPR. Enfin, les réserves exprimées par l'Elysée sur un pareil « ticket » ont conduit à contrario M. Fillon à se porter candidat, en proposant de donner au mouvement une « réelle autonomie afin d'échapper au climat paralysant de la cohabitation ».

Informé lors d'une conférence de presse de l'initiative de M. Fillon, Charles Pasqua, président du Rassemblement pour la France, lui a souhaité « un bon parcours », tout en doutant des « chances du RPR d'avoir la moindre autonomie par rapport au président de la République ». Déterminés à pousser leur avantage, après les élections européennes, M. Pasqua et Philippe de Villiers ont annoncé à cette occa-

sion l'organisation d'un congrès fondateur du RPF les 20 et 21 novembre à Paris. L'un des objectifs de la candidature de M. Fillon est précisément de préserver l'existence au sein du RPR du courant séguino-pasquaïen, qui, estime-t-il, pourrait encore représenter 35 % des militants. Le « départ [de Charles Pasqua] et la création du RPF constituent une blessure ouverte qui affaiblit et menace notre mouvement (...). Je ne me résous pas à cette séparation (...). Je mettrai tout en œuvre pour préparer la réconciliation nécessaire entre toutes les familles qui se réclament du gaullisme », avait affirmé M. Fillon devant les jeunes du RPR à Lyon. L'élection de M. Sarkozy à la présidence du RPR pourrait provoquer une nouvelle hémorragie chez les militants, juge encore M. Fillon.

Autre séguiniste historique, Roger Karoutchi considère en revanche que le député des Hauts-de-Seine reste « le meilleur rassembleur » dans la perspective des prochaines échéances électorales.

Jean-Louis Saux

## La Cour des comptes accuse la CNAM d'être un payeur aveugle

LA COUR des comptes accuse la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) de ne pas avoir su mener une « véritable politique de gestion du risque », c'est-à-dire de maîtrise des dépenses de santé, révèle le *Quotidien du médecin* du 6 septembre. Au vu des premières conclusions du rapport annuel de la Cour, qui doit être annexé au projet de loi de financement de la Sécurité sociale, la CNAM « est, pour l'essentiel, demeurée, malgré ses ambitions, un payeur », aveugle de surcroît. L'efficacité du réseau de la CNAM est en cause : « Si les caisses mènent des actions de contrôle, les résultats en sont limités. » Ces contrôles, opérés sur les professionnels de santé, s'avèrent « mal orientés et souvent conçus comme devant déboucher sur des sanctions dont le nombre et l'efficacité sont très faibles ». La Cour demande que ce système soit « revu ».

## Trois nouveaux responsables à FO

LA RÉUNION du comité confédéral national (CCN) de Force ouvrière, les 8 et 9 septembre, à Toulouse, doit permettre à Marc Blondel, secrétaire général de FO, de préparer le prochain congrès de mars 2000, au cours duquel il sollicitera un nouveau mandat pour une durée complète (trois ans). Le CCN doit aussi être l'occasion de faire entrer trois nouveaux responsables au bureau fédéral, avant le renouvellement plus large des instances prévu au congrès. Bernard Devy, secrétaire de la fédération pharmacie, est appelé à reprendre le dossier des retraites complémentaires au printemps 2000, en remplacement de Benoît Jayez. Roland Houp, futur trésorier de l'organisation, remplace André Roulet, et Marie-Suzie Pungier doit prendre en main les questions économiques à la place de René Valladon, responsable des questions internationales.

#### DÉPÊCHES

■ **SOCIAL** : le PS a accusé le Medef d'être « un frein à la modernisation de l'économie et de la société françaises ». Chargé de la formation au secrétariat national du PS, Alain Bergounioux a reproché au Medef, lundi 6 septembre, d'avoir, lors de son université d'été, « diabolisé l'Etat » et plaidé pour une « libéralisation à tout va de l'économie ».

■ **RURALITÉ** : le mouvement Chasse, pêche, nature et traditions (CPNT) a déclaré, lundi 6 septembre, dans un communiqué, que « la justice est injuste » à l'encontre du responsable de la Confédération paysanne José Bové, écroué depuis le 19 août. « Il est inadmissible de conditionner la liberté d'un individu à la somme d'argent qu'il peut verser pour sa libération. » Contre la mondialisation, il faut privilégier « la proximité, les produits de qualité et un développement durable », ajoute CPNT.

PLUS ON A .....  
 DE RÊVES .....  
 PLUS ON A .....  
 BESOIN .....  
 DE CONCRET ...



3611\*

www.pagesjaunes.fr

Administ. Paris Jaunes ODA 552 028 425 RCS Nanterre. \*3 minutes gratuites puis 0,74 F/2 mn.

Beaucoup d'histoires commencent avec Les Pages Jaunes.



# SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 8 SEPTEMBRE 1999

**CONSUMMATION** Fait social autant que phénomène de mode : les jeunes des banlieues raffolent des vêtements de marque frappés de leurs logos. Les spécialistes de mar-

keting rivalisent d'ingéniosité pour capter cette nouvelle clientèle qui n'hésite pas, bien souvent, à « claquer » des fortunes pour se « sa- per ». Certaines marques, comme La-

coste ou Helly Hansen, tentent au contraire d'échapper à ce phéno- mène pour retrouver leur image d'origine. ● STEVEN, quatorze ans, explique : « Si tu portes pas de

marques, ça veut dire que t'as pas d'argent, alors t'as aucune chance d'attirer les filles. T'es un pauvre type. » La sape, dit DoubleM, « c'est pour pas être dépassé, pour montrer

qu'on est vivant ». ● INTERROGÉ par Le Monde, le sociologue Gérard Neyrand explique qu'« il y a toute une stratégie d'affirmation de soi à tra- vers l'utilisation des marques ».

## Pour se « saper », les jeunes des banlieues raffolent des marques

Lacoste, Adidas, Nike, Ralph Lauren, Tommy Hilfiger : les logos des principaux fabricants de vêtements de loisirs s'affichent dans les cités. De nouvelles techniques marketing tentent de capter – ou au contraire d'éviter – cette clientèle d'inconditionnels

LE CROCODILE n'est plus ce qu'il était. Jadis écusson du bourgeois bon ton, amateur de golf ou de tennis, le reptile de Lacoste s'affiche désormais sur des poitrines un peu plus turbulentes. De façon inattendue, les jeunes des quartiers périphériques se sont mis à porter casquettes, survêtements et polos arborant l'animal. Non contents de s'être équipés en Nike, Adidas et autres Reebok, ces hommes-sandwiches modern style se sont appropriés des marques dont ils n'étaient pas, a priori, la clientèle attitrée. Voire souhaitée. Aujourd'hui, la banlieue se « sape » Ralph Lauren, Versace, Eden Park, sans aucun scrupule et logos bien en vue.

Les fabricants, eux, assument le détournement de leur image avec plus ou moins de bonheur. Chez Lacoste, « marque transversale qui touche tous les publics », on ne souhaite pas communiquer sur la question, pas plus que sur les chiffres de vente.

Selon les concurrents, la marque vit plutôt mal ce que les responsables marketing appellent une « réalité de marché ». « De peur de se faire dépouiller, les mômes du 16<sup>e</sup> ne veulent plus porter de Lacoste », explique un responsable marketing d'une autre marque. « Lacoste a peur de casser le mythe », résume un autre. « Au contraire, les jeunes Blancs, entre guillemets, reviennent sur la marque », assure-t-on à la direction de Lacoste.

La plupart des marques prennent des airs de malgré-nous. Mais ça et

là dans les collections, certains modèles semblent se destiner à ces clients spéciaux. Les banlieusards raffolent des survêtements jaune « pépète » et rouge « griotte » de Lacoste et de ses casquettes en « petit piqué de coton ». Même Giorgio Armani s'est lancé dans une ligne Neve pour les sports d'hiver avec doudounes griffées, objets prisés dans ces milieux. Difficile cependant d'estimer l'importance du « jeune de banlieue » dans l'augmentation du chiffre d'affaires des fabricants. Ces données ne sont livrées qu'avec extrême parcimonie.

### LOGO SUR LE SWEAT-SHIRT

Il y a quelques années à peine, la panoplie jogging-baskets était, au choix, l'apanage du ringard dominical, ou le cauchemar des gosses envoyés à contrecœur en cours de gym. Aujourd'hui, le sportswear est le costume de ville du banlieusard. « Non seulement ils accaparent le marché, mais porter un survêtement blanc immaculé ou un certain type de baskets est devenu péjoratif », estime le responsable d'un magasin Go Sport. Les marques ont mis du temps à admettre que nombre de phénomènes de mode naissent en banlieue, et se propagent ensuite vers l'extérieur. Ces tendances se créent de manière indirecte à partir des Etats-Unis. Vecteur numéro un : les groupes de rap, leurs clips, leur diffusion par les chaînes câblées. Il suffit d'un logo sur le sweat-shirt d'un chanteur pour que ce soit la



traînée de poudre. En promouvant une image cosmopolite de leur enseigne, les Américains ont, avant tout le monde, compris comment rebondir sur ces coups de pub gratuits. Pour le fabricant de chaussures de chantier Timberland, ce sont des ouvriers noirs au travail. Dans une de ses dernières campagnes pour sa ligne Polo Sport, Ralph Lauren a fait poser Mike Tyson et Naomi Campbell. Une révolution qui a attiré au symbole de l'habit WASP (White anglo-saxon protestant) les faveurs des popula-

tions noires. Popularisé par les rappeurs, Tommy Hilfiger s'est hissé au premier rang du sportswear aux Etats-Unis et prépare son arrivée en France. En septembre, une campagne d'affichage pour le parfum Tommy, déjà éprouvée aux USA, montrera des gosses de toutes les couleurs souriant à l'objectif. Si l'esprit ressemble à celui de Benetton, c'est la cible qui change. « Nous ne voulons pas négliger cette clientèle-là », avance-t-on dans les bureaux parisiens de Tommy Hilfiger sans parler de promotion ci-

blée. En France, les stratèges de la communication d'entreprise hésitent encore à « draguer » ouvertement cette population qui se méfie de toute récupération commerciale. « Nous nous étonnons avec nos racines. Je ne comprends pas comment en France, on n'arrive pas encore à faire des publicités avec des Blacks », analyse Marie Chauveau, présidente de Mafia, une société réputée pour flâner tendances et air du temps. Lancées dans une opération de « rétablissement d'image », certaines marques expérimentent des méthodes plus discrètes pour se faire connaître dans les milieux qu'elles choisissent. « Les consommateurs de banlieue sont notre clientèle, et nous ne la dédaignons pas », explique François Billard, directeur du marketing de Fila en France. Mais l'image banlieue phagocyte le savoir-faire de la marque, et, aujourd'hui, nous rappelons que nous sommes avant tout une marque de sport fun. » Alors Fila fait de l'entertainment marketing en sponsorisant la fête du cinéma. « Mais on n'irait pas habiller Joey Starr [le chanteur du groupe de rap NTM]. Nous sommes vigilants », précise-t-il.

Habiller gracieusement – ou non – un groupe est un outil de communication très en vogue. On appelle cela le repérage de « leaders d'opinion ». Précurseur, Adidas sponsorisait déjà le groupe de rap Run DMC dans les années 80. Plus récemment, la marque aux

trois bandes a prêté des vêtements aux acteurs du film *Le Ciel, les oiseaux et la mère*, une comédie avec Jamel, très populaire en banlieue, qui raconte les vacances à la mer de jeunes banlieusards. « Nous ne faisons jamais de contrats financiers », jure Marie Gérard, responsable de la communication chez Adidas.

### « MARKETING TRIBAL »

Les maisons de disques elles-mêmes vont démarcher les fabricants pour vêtir leurs pouilains de vêtements dernier cri. Helly Hansen n'en fait pas mystère. La marque norvégienne a construit son succès et la mode du « look nautique » en habillant Manau ou NTM. Elle s'est aussi adonnée au « street marketing », également appelé « marketing tribal ». « Notre travail consistait à repérer des leaders d'opinion dans un lycée, dans une cité ou dans une soirée hip-hop, et à leur donner des vêtements », explique David Zmirov, responsable de la communication pour Helly Hansen France. Il faut ensuite compter sur le bouche-à-oreille. Mais « trop, c'est trop. On a arrêté depuis six mois ». Helly Hansen a désormais décidé de réserver ses campagnes publicitaires aux lecteurs de magazines spécialisés de voile et de montage. Un retour aux sources, à la manière d'une erreur de jeunesse qu'on veut laisser derrière soi.

St. H.

## « Si je ne pouvais pas avoir de marques, je préférerais être fermier à la campagne »

**SUR LES CHAMPS-ÉLYSÉES**, « c'est la folie du jaune poussin ». Officiellement, jaune « pépète », le survêtement s'arrache en soixante exemplaires par jour dans la bou-

### REPORTAGE

« Le samedi, ils mettent des pinces, ça nous fait plaisir, on est fières »

tique Lacoste. « C'est une nouvelle couleur. A mon avis, elle a été

conçue pour eux : il leur faut des couleurs vives et qu'on voit le crocodile », assure Vanessa, l'une des vendeuses. « Eux », ce sont les jeunes de banlieue, particulièrement friands de la marque. Ici, on en a un peu peur. Alors deux vigiles filtrent les entrées et la disposition du magasin contient les indésirables dans un périmètre restreint.

Survêtements, casquettes et polos au rez-de-chaussée. A l'étage, tenues classiques pour clientèle classique. « De toute façon, ils laissent leur sac en bas. »

Dalles lisses et musique aseptisée au centre commercial de Cergy (Val-d'Oise). Rabah, quatorze ans, butine dans la boutique Lacoste avec maman. Son survêtement est griffé crocodile. « Il ne veut que des vêtements de marque, soupire la mère. Je dépense bien 1 000 francs par mois pour lui. Pour la rentrée, peut-être 2 000, sur un salaire de 8 000 francs. Ça va parce que je n'ai que lui. C'est la jeunesse pourrie. » Sur les escaliers mécaniques, on se gratte les omoplates pour découvrirl'élastique du caleçon Calvin Klein qui dépasse. Le « jog », lui, se

porte remonté sur les mollets pour exhiber les chaussettes virgulees Nike. Une petite troupe se fait un après-midi shopping entre nanas.

### « ON CHERCHE LE SIGLE »

« Je ne vais pas sortir avec un mec parce qu'il a un polo Ralph Lauren et un jean Levi's, mais on a un gros œil là-dessus », confie Ingrid, dix-neuf ans. Séverine précise : « Si le mec est bien habillé, pas en marque, c'est pas grave, mais on cherche le sigle. » Unanimes : « Quelqu'un qui a du style, il a un beau petit pince [pantalon à pinces] et une chemise.

Quand ils sont en jogging toute la semaine et que, le samedi, ils mettent des pinces, ça nous fait plaisir, on est fières. »

Samir est en uniforme croco bleu électrique « Quand il y a de la thune, j'achète de la sape. Nike, Adidas, Lacoste. Ça va faire dans les 3 000 balles pour la rentrée. » Ahmed et Farid, dix-sept ans, respectivement Ralph Lauren et Nike, expliquent. Mais sortis du quartier, autant s'écrire « banlieusard » sur le front. « Quand je mets mon survêt Lacoste avec la casquette, les gens me prennent pour un délinquant, jure Ahmed, dix-sept ans. Un jour, je me suis présenté pour un stage habillé comme ça. « Retourne dans ta banlieue », il m'a dit, le mec. »

Crâne rasé, sweat Adidas, Steven, quatorze ans, passe son après-midi au centre commercial de Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), faute d'être parti en vacances. « Si tu portes pas de marques, ça veut dire que t'as pas d'argent, alors t'as aucune chance d'attirer les filles. T'es un pauvre type. Dans la cité, celui qui ne porte pas de marques, on le calcule pas [on l'ignore], on l'esquive, c'est qu'il est pas normal. »

Jimmy, grand métis de dix-huit ans, claque 1 500 francs en sapes sur les 2 000 qu'il gagne chaque mois. « Si je ne pouvais pas avoir de marques, je préférerais être fermier, rester à la campagne. Parce que ce serait trop l'affiche [la honte]. » Un de ses copains rejoint le groupe en simple short. Huée collective. Un peu honteux, il tente de se justifier : « Arrêtez de rigoler, c'est parce que je vais faire du sport. Vous vous habillez bien, vous, quand vous allez faire du sport ? »

### PANOPLIE COMPLÈTE

A dix-huit ans, Mandou ne travaille pas, mais arbore une panoplie complète griffée Lacoste. Il achète ses vêtements à des copains qui les volent, le plus souvent dans des entrepôts ou sur des marchés, à Clignancourt notamment. « Mes habits, je ne les achète jamais plus de 150 francs pièce. » Et puis, « on a plein de moyens de trouver de l'argent : l'arrachée de portable, les autoradios, le shit... » Pendant l'année scolaire, sa mère lui donne 20 francs par jour pour déjeuner.

Mais il se contente d'une canette et d'un bout de pain achetés au supermarché. « Ce que j'économise, je le garde pour acheter des vêtements. » Comme lui, ils sont nombreux à franchir le seuil de la boutique Lacoste, ouverte depuis trois semaines. Juste pour le plaisir des yeux. Et aussi pour repérer les références des modèles qu'ils « commanderont » à des spécialistes des tours de passe-passe. « Ce sont des passionnés, ils connaissent tous les modèles, les références et les coloris. L'autre jour, l'un d'entre eux a acheté dix casquettes à 295 francs. Une de chaque couleur », raconte Olivier, vendeur chez Lacoste. Et « eux » représentent ici près de 40 % de la clientèle.

« Dehors ! » Le vigile est inflexible. « Pourquoi tu m'agresses ? T'es africain aussi, t'as oublié ? » DoubleM, vingt ans, et ses potes viennent de se faire « jeter » du magasin Lacoste des Halles, à Paris. Ils tripotaient trop les casquettes. Sur la poche de sa chemise à carreaux, un crocodile. « Je l'ai collé ce matin. J'ai une chemise à 900 balles qui m'a coûté que 50. » Sourire dragueur inaltérable, le mécanicien qui voulait devenir acteur, raconte son « bizness ». « Je viens de Maubeuge, dans le Nord. Je monte acheter du faux en Belgique : Lacoste, Ralph Lauren, Versace, tout, et je le revends dans la cité. Après, j'achète du vrai avec la thune. Mes sous-vêtements, c'est Ralph Lauren. » Il fait mine de se débattre. La sape ? « C'est pour pas être dépassé, pour montrer qu'on est vivant. »

« Mettre des marques, c'est un moyen de se distinguer », dit Yoan. « Quand tu mets des marques, tu te distingues des autres, toi ? », s'esclaffe un autre. Yoan vante sa marque favorite : « Je mets du Lacoste parce que c'est insalissable, intouchable. Un jog Nike, ça me fait cinq ans. Un Lacoste, dix ans. En plus, ça se repasse bien. Le problème, c'est que Lacoste, c'est trop étiqueté "caillera" maintenant [ra-caille, voyou]. » Puis, lucide : « J'ai dix-huit ans. Dans deux ans, je serai en Hugo Boss ou en Yves Saint Laurent. »

Stéphane Horel et Céline Perruche

### TROIS QUESTIONS À...

GÉRARD NEYRAND

**1** Sociologue spécialiste de la jeunesse et des adolescents, comment expliquez-vous l'attachement des jeunes des banlieues pour les marques vestimentaires ?

Posséder un objet de valeur est « classant » pour les jeunes qui n'ont pas d'argent. En possédant un objet que les autres ne peuvent pas avoir, le jeune signifie aux autres sa valeur. Il y acquiert son prestige, sa reconnaissance. Cela dénote chez le jeune qui a réussi à s'en procurer des qualités de débrouillardise, de savoir-faire. Il y a donc toute une stratégie d'affirmation de soi à travers l'utilisation des marques.

Au-delà de la référence identitaire au sein d'un groupe, il s'agit de se distinguer en affirmant son individualité, sa personnalité. C'est encore plus fort dans la consommation des jeunes de banlieue, dans la mesure où il ne peuvent pas affirmer leur individualité dans le monde du travail.

**2** Quelles sont les marques et les produits les plus affectionnés dans l'univers de ces jeunes ?

La caractéristique de ces marques, et ce pourquoi elles se battent, c'est qu'elles n'ont pas d'hégémonie définitive dans le monde adolescent qui est très changeant et versatile. Elles sont toujours susceptibles d'être supplantées par une autre marque.

Ainsi, par exemple, le fait qu'Adidas ait sponsorisé l'équipe de France vainqueur de la Coupe du monde lui a permis de reprendre un certain nombre de parts de marché. Résultat immédiat : auparavant, il fallait absolument avoir une paire de Nike. Aujourd'hui, Adidas, de même que Reebok, a largement contrebalancé Nike.

**3** Cet uniforme ne marque-t-il pas les jeunes une fois qu'ils sortent de la cité ?

C'est un peu le problème des nouveaux riches : ils ne sont pas reconnus comme ayant la même valeur par ceux qui détiennent la véritable richesse avec une ostentation qui est bien moindre. Il y a toujours un jeu entre ceux qui détiennent le pouvoir social et les couches dominées qui essaient malgré tout de s'affirmer.

Mais il existe un retard qui fait que, lorsque les dominés acquièrent les objets « classants », ces objets ne le sont plus pour les dominants. C'est ce qui se passe pour Lacoste. Lacoste était une marque très « classante », la marque des bourgeois, des joueurs de golf et de tennis. Elle avait une signification imaginaire et sociale. Lorsque la couche sociale en position de dominance voit un de ses objets symboliques investi par la couche jusqu'alors dominée, elle a tendance à le désinvestir.

Propos recueillis par Stéphane Horel

**OSP** VENTES PAR ADJUDICATION  
Office Spécial de Publicité  
47, rue Louis Blanc 92984 LA DEFENSE Cedex  
Tél : 01.49.04.01.84 - Fax : 01.43.33.51.36

**LA VILLE DE PARIS vend LIBRES**  
En la Chambre des Notaires, 12, Avenue Victoria à PARIS 1<sup>er</sup>  
Le **MARDI 28 SEPTEMBRE 1999 à 14 heures 30**

**10, RUE FRANCOIS MIRON** à PARIS (4<sup>ème</sup>)  
1 APPART de 2 PIECES (71,6 m<sup>2</sup> env.) avec balcon et CAVE

**21, RUE DU PONT LOUIS PHILIPPE** à PARIS (4<sup>ème</sup>)  
1 APPARTEMENT d'1 PIECE (22,5 m<sup>2</sup> env.) et CAVE  
1 APPARTEMENT d'1 PIECE (22,2 m<sup>2</sup> env.) et CAVE

**15/17, RUE DES BARRES** à PARIS (4<sup>ème</sup>)  
1 APPART. 1 PP (50,9 m<sup>2</sup> env.) ICAVE (3,2 m<sup>2</sup> env.)  
Avec faculté de réunion de lots

**15, RUE DE LA HUCHETTE** à PARIS (5<sup>ème</sup>)  
1 LOGEMENT de 2 PIECES (39 m<sup>2</sup> env.) et droit aux w.c. communs

**16, RUE DE SEINE** à PARIS (6<sup>ème</sup>)  
1 APPART de 5 PP (85,1 m<sup>2</sup> env.)

**3-3 BIS, RUE DES BEAUX-ARTS** à PARIS (6<sup>ème</sup>)  
1 APPART de 4 PP (96,5 m<sup>2</sup> env.) avec CAVE et 1 GRENIER (3 m<sup>2</sup> env.)

**28 BIS, RUE CHAUVELOT** à PARIS (15<sup>ème</sup>)  
1 LOGEMENT de 3 PIECES (31 m<sup>2</sup> env.) sur 3 niveaux

Pour visites et renseignements s'adresser à :  
Maître BELLARGENT, Notaire associé à PARIS (75001)  
14, rue des Pyramides - Tél : 01.44.77.37.35 - 01.44.77.37.71

**9/11, RUE DE THORIGNY** à PARIS (3<sup>ème</sup>)  
1 LOGEMENT de 2 PIECES (20 m<sup>2</sup>) et 1 PETIT DEBARRAS

**20, RUE MAZARINE** à PARIS (6<sup>ème</sup>)  
1 STUDIO (39,2 m<sup>2</sup>)

**23, RUE JACOB** à PARIS (6<sup>ème</sup>)  
1 APPART de 4 PP (121,3 m<sup>2</sup>) 1 CAVE et 1 PIECE (7 m<sup>2</sup>)  
Avec faculté de réunion de lots et 2 PIECES (4,1 m<sup>2</sup> et 3,5 m<sup>2</sup>)  
Avec faculté de réunion de lots

**13, RUE D'ARMAILLE** à PARIS (17<sup>ème</sup>)  
3 APPART de 2 PIECES (37,6 m<sup>2</sup>, 38 m<sup>2</sup> et 28,9 m<sup>2</sup>)  
avec CAVES et 1 APPART de 4 PP (67,7 m<sup>2</sup>) avec CAVE

**176, AVENUE JEAN JAURES** à PARIS (19<sup>ème</sup>)  
1 APPART de 2 PP (35 m<sup>2</sup>) avec CAVE et droit aux wc communs de la cour

**91, RUE DE MEAUX** à PARIS (19<sup>ème</sup>)  
1 LOCAL à usage commercial (167 m<sup>2</sup>)

Pour visites et renseignements s'adresser à :  
Maître BOURGES, Notaire associé à PARIS (75008)  
77, boulevard Malesherbes - Tél : 01.44.90.14.14

# Parole de jeunes contre parole de policiers au procès des émeutes de Dammarie-les-Lys

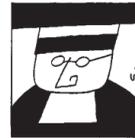
Les violences avaient suivi la mort d'un garçon de seize ans tué par la police

Cinq jeunes gens soupçonnés d'avoir participé aux violences qui avaient éclaté à Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne), le 17 décembre 1997,

comparaissaient, lundi 6 septembre, devant le tribunal correctionnel de Melun (Seine-et-Marne). Désignés par plusieurs policiers, ils ont

nié leur implication dans ces émeutes qui avaient suivi la mort d'un jeune, tué par des agents de la brigade anticriminalité de Fontainebleau.

Le 17 DÉCEMBRE 1997, Abdelkader Bouziane, un garçon âgé de seize ans, délinquant récidiviste, était tué par des policiers de la brigade anticriminalité (BAC) de Fontainebleau



PROCÈS

alors que, conduisant sans permis, il tentait de forcer un barrage routier à proximité de la ville. Djamel Bouchareb, dix-neuf ans, passager blessé, était hospitalisé. Puis, les jours qui suivirent, en réaction, de violents incidents avaient opposé des jeunes à la police dans le quartier de la Plaine-du-Lys, la cité où vivaient les deux jeunes gens, à Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne).

Ainsi, le 18, entre 20 heures et 23 heures, les policiers du commissariat de Dammarie, épaulés par une compagnie de CRS, avaient tenté d'endiguer la révolte d'environ cent cinquante individus, pour beaucoup cagoulés, entretenue par des jets de pavés et de pierres, de boules de pétanque, de cocktails Molotov. Un centre culturel était incendié et détruit, un camion de pompiers littéralement explosé à coups de bannes de base-ball, une quinzaine de voitures brûlées, un centre commercial endommagé. Quatre pompiers étaient blessés lors de l'attaque de leur camion, ainsi que quatre policiers, dont un gardien de la paix, Rémi Moncorgé, qui dut être arrêté cinquante-deux

jours après avoir été atteint par une plaque d'égoût projetée sur lui.

Vingt mois plus tard, c'est un peu du bruit et de cette fureur-là que le tribunal correctionnel de Melun juge, lundi 6 septembre, en examinant l'éventuelle responsabilité de cinq jeunes de vingt-deux à vingt-cinq ans dans ces émeutes – un sixième cas a fait l'objet de poursuites devant la justice des mineurs. Une vingtaine de jeunes du quartier sont venus assister au procès dans le calme.

L'audience, présidée par Fabienne Fiasella, pêche malheureusement par l'absence de témoins. Sur la foi de la seule déposition écrite du commissaire principal Christian Caron, de Dammarie, qui affirme les avoir reconnus, Abdelkrim Belarbi, Chérif El Mannai et Kamel Mechrafi sont donc soupçonnés d'avoir été aux premières loges de l'émeute. Sur celles du commissaire Paul Florentz et du gardien de la paix Moncorgé, Faudil Ziani et Chérif El Mannai sont suspectés d'avoir fait partie des agresseurs de ce dernier. Enfin, pour avoir été brûlé à l'avant-bras droit ces jours-là, alors qu'un témoin se souvient avoir vu un individu touché par un engin incendiaire, Faouri Baaloudj comparait à leurs côtés, comme eux, pour « violences volontaires avec arme sur personnes dépositaires de l'autorité publique ».

Sans trop avoir à forcer, la présidente plonge dans les incohérences et la multiplicité des versions qu'au cours de l'instruction ont li-

vrées les prévenus. Mais cela ne crée pas nécessairement des coupables. Et à l'audience, ces jeunes, avant tout soucieux de préserver leur emploi – brandi comme un point final à leur casier judiciaire –, persistent dans leurs dernières explications selon lesquelles ils seraient tous restés à l'écart, chez eux, ou au pied de leur immeuble, loin en tout cas de l'échauffourée, selon eux, « provoquée par des éléments extérieurs à la cité ».

## D'un côté, des dénégations, de l'autre, la seule foi des dépositions de quelques policiers

Sur ces dénégations opposées à la seule parole des policiers, et sur l'épaisseur des casiers, le substitut Angélique Deville de Perrière réclame de un à deux ans de prison ferme. La représentante du ministère public reconnaît volontiers « l'émotion légitime » qu'a pu engendrer la mort d'Abdelkader Bouziane, mais elle rejette que celle-ci puisse a posteriori justifier les actes reprochés.

Alors, sur une audience presque lisse, expurgée des nombreuses ramifications judiciaires de cette affaire, la défense rebondit. M<sup>e</sup> Fran-

cis Terquem, avocat d'Abdelkrim Belarbi, s'insurge contre une accusation qui fait la part belle aux seules déclarations des policiers engagés dans les événements. Il mentionne que les fonctionnaires de Fontainebleau impliqués dans la mort d'Abdelkader Bouziane, hier poursuivis pour homicide involontaire, viennent récemment d'être mis en examen pour meurtre et tentative de meurtre. Il rappelle qu'une autre fonctionnaire de Dammarie, aujourd'hui mutée aux Antilles, a été mise en examen pour « violences volontaires avec arme » pour avoir tiré, hors service, avec son 357 magnum sur un jeune du quartier lors de cette soirée du 18. Cette policière avait toujours affirmé auparavant qu'on le lui avait dérobé. « Alors, le serment des policiers !... » s'exclame l'avocat.

Puis M<sup>e</sup> Terquem s'en prend au climat particulier qui fut celui du commissariat de Dammarie, dont plusieurs membres, selon lui, étaient proches des idées du Front national. Il fustige de même « la provocation personnelle dans la conduite du commissaire Florentz », mis à la retraite peu de temps après les faits. Comme son confrère M<sup>e</sup> Dominique Tricaud, il estime qu'« on en a choisi quelques-uns [parmi les jeunes] » pour obtenir d'eux des dénégations. En l'absence de preuves », la défense demande la relaxe.

Jugement le 27 septembre.

Jean-Michel Dumay

## Aix-les-Bains manifeste contre le déremboursement des cures thermales

### CHAMBÉRY

de notre correspondant

Dirigée par André Grosjean (RPR), la municipalité d'Aix-les-Bains (Savoie) organisait une journée ville morte, lundi 6 septembre, pour défendre les services de chirurgie et des urgences de l'hôpital, menacés par le schéma régional d'organisation sanitaire (SROS) – qui prévoit de les regrouper avec ceux de Chambéry – et protester contre le projet de déremboursement d'environ 80 % des cures thermales envisagé par la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM). Les commerces de la ville avaient baissé leurs rideaux alors que 1 500 à 2 000 manifestants, parmi lesquels de nombreux élus locaux, toutes

étiquettes confondues, accompagnés de délégations de syndicats FO et CGT, défilaient dans les rues de la ville au son du tocsin de l'église voisine.

« Nous avons organisé cette journée ville morte pour défendre la vie dans le bassin aixois », a déclaré le maire sous les acclamations.

### PRÈS DE 37 000 CURISTES

« Pourquoi l'Etat nous en veut-il à ce point ? », a renchéri le député Dominique Dord (DL), rappelant que l'hôpital et les thêmes, spécialisés dans le traitement des rhumatismes, constituaient les deux piliers de l'activité économique de la ville.

Aix-les-Bains, dont les thêmes nationaux, propriété de l'Etat, cas

unique en France, accueillent chaque année près de 37 000 curistes – dont seulement 2 à 3 % en cure « libre » –, s'apprête à ouvrir, en janvier prochain, un nouvel établissement où l'Etat et les collectivités locales ont investi plus de 300 millions de francs. « Où est la cohérence ? », s'interroge donc les élus, qui ont mis des années à faire aboutir ce projet destiné à donner un nouveau souffle à une activité menacée par le vieillissement des installations actuelles, dont un rapport de la Cour des comptes de 1995 suggérait même la fermeture à la suite de nombreux problèmes sanitaires.

Le département de la Savoie, qui compte quatre stations thermales (Aix-les-Bains, Challes-les-Eaux,

La Léchère et Brides-les-Bains) et accueille 60 000 curistes par an – soit un chiffre d'affaires globalement évalué à 700 millions de francs –, serait par ailleurs touché de plein fouet par la mesure recommandée par la CNAM si elle venait à être entérinée par le gouvernement puis par le Parlement. « Les cures thermales représentent à peine 0,23 % du budget de la Sécurité sociale », rappelle Daniel Jacquier, délégué départemental FO et président de la Caisse primaire d'assurance maladie de Savoie : « Ce projet menace des milliers d'emplois, sans compter que les malades devront bien avoir recours à d'autres traitements remboursés... »

Philippe Révil

## Le joueur de pipeau de « Bonne nuit les petits » devant le tribunal de Paris pour réclamer ses droits

CEUX QUI, chaque soir, ont entendu ces quelques notes avant d'aller se coucher ne les ont pas oubliées. Elles accompagnaient, cristallines, le départ de Nounours, tandis que, sur son nuage, passait le marchand de sable. C'était en 1962, au temps du noir et blanc et de la Radio-Télévision française (RTF). Peu importait alors le tumulte du monde : les marionnettes de « Bonne nuit les petits » veillaient sur le sommeil des enfants.

Lundi 6 septembre, trente-sept ans après la création de l'émission, le tribunal de grande instance de Paris a découvert l'envers du décor. Antoine Berge, architecte de son état, musicien par passion et diplômé de la « Guilde française des faiseurs et joueurs de pipeau », y poursuivait le créateur de l'émission, Claude Laydu, et l'Institut national de l'audiovisuel (INA) pour atteinte au « droit moral ». L'objet du délit : quatre cassettes vidéo, dont la fameuse « Nounours et la roulotte », qui ont rapporté 7 millions de francs et pour lesquelles cet homme de soixante et onze ans, au regard rêveur et au dos voûté, n'a rien touché.

C'est pourtant lui qui, à l'époque, a été contacté pour trouver les indicatifs musicaux. Il propose d'ouvrir l'émission, avec le *Dunmow Flight*, un vieil air traditionnel britannique dont il a retrouvé une partition chez un bouquiniste de Londres. Et pour clore le programme, il suggère de guider Pimprenelle, Nicolas et les jeunes téléspectateurs vers le sommeil grâce à quelques notes de Pergolèse. Marché conclu. L'enregistrement dure une journée. Antoine Berge et ses trois compères du quatuor de pipeau Syrinx, reçoivent chacun 28 francs.

Prévue pour durer dix jours, l'émission quotidienne durera huit ans, sans que M. Berge ne réclame quoi que ce soit. « Il faut dire que mon client a bénéficié d'une certaine notoriété qui lui a permis d'enregistrer de nouveaux disques », souligne son avocate, M<sup>e</sup> Anne Cottinet. Si cette célébrité s'est quelque peu atténuée, celle de la marionnette est demeurée intacte. Si bien qu'en 1989, Claude Laydu

et l'INA décident de rééditer les émissions sous forme de vidéocassettes.

Là commencent les difficultés. « Il n'était pas question que ses droits soient bafoués une seconde fois », explique M<sup>e</sup> Cottinet. Or pour cette nouvelle commercialisation, Antoine Berge n'est pas averti, pas rétribué, son nom ou celui du quatuor Syrinx ne figurent pas sur la jaquette des enregistrements. Mais selon l'avocate, « ce qui l'a le plus touché, c'est que dans les cassettes suivantes, le quatuor de pipeau a été remplacé par un quatuor de flûtes à bec. Là, son sang n'a fait qu'un tour, il a dit : trop, c'est trop. » Pour ce « préjudice moral », il réclame 200 000 francs de dommages et intérêts et 5 % des droits sur les bénéfices tirés de la commercialisation des cassettes.

### CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Des exigences que les parties adverses jugent disproportionnées. M<sup>e</sup> François Morel, l'avocat de Claude Laydu, estime que son client n'est de toute façon « que l'auteur » de l'émission. « Le producteur, c'est l'INA », seul habilité à exploiter les archives de la télévision publique. Pour l'INA, M<sup>e</sup> Yves Baudelot assure, de son côté, que son client a rempli tous ses devoirs. Rien n'impose que soient indiqués les noms de tous les interprètes sur les couvertures d'enregistrements. Quant à l'intervention de M. Berge, elle est demeurée « ponctuelle alors que les marionnettistes travaillaient chaque soir », ce qui explique la faiblesse de son cachet de l'époque. Rappelant que le code de la propriété intellectuelle prévoit que lors d'une réédition, l'interprète reçoit des droits au prorata de ce qu'il avait touché à l'époque, il estime que M. Berge est en droit de réclamer... 642,50 francs pour les quatre cassettes. L'avocat a annoncé que son client, royal, proposait « d'arrondir à 5000 francs ».

Jugement le 13 octobre.

Nathaniel Herzberg

## Le « zéro défaut » n'est pas au rendez-vous de la rentrée scolaire

LA RENTRÉE SCOLAIRE a compté son lot habituel d'ajustements et de mécontentements, loin du « zéro défaut » souhaité par le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre. Des écoles ont été occupées en Moselle, Gironde et Seine-et-Marne, dans le Tarn, la Seine-Maritime, la Manche, le Calvados et l'Aveyron, en raison du manque d'enseignants. Dans les lycées professionnels, 250 professeurs manquaient dans l'académie de Montpellier, 120 dans celle de Rouen, 100 pour Bordeaux, 150 pour Toulouse, 100 pour Lille et 70 pour Nice, selon les chiffres du Snetna, principal syndicat de l'enseignement professionnel. Le SNES, majoritaire dans le second degré, attribue un « zéro pointé pour le ministre » au sujet des remplacements.

Dans l'enseignement agricole, la grève des personnels prévue pour le jour de la rentrée, le 6 septembre, a été suivie à moins de 7 %, selon le ministère de l'agriculture. Le SGEN-CFDT estime en revanche que plus de la moitié des établissements « ont été dans l'action » et continuent à l'être mardi 7 septembre.

## Saisies de champignons radioactifs importés de Bulgarie

LES DOUANES françaises ont saisi quatre cargaisons de champignons contaminés au césium et importés de Bulgarie depuis le début du mois d'août, a révélé *Le Parisien* du 7 septembre. A Strasbourg, les douaniers ont ainsi intercepté un camion transportant huit tonnes de chanterelles, trompettes-de-la-mort et pieds-de-mouton affichant un taux quatre fois supérieur au taux autorisé (600 becquerels par kilo) pour le césium, un élément radioactif provenant notamment de la catastrophe de la centrale ukrainienne de Tchernobyl en 1986. Depuis le 9 août, une directive européenne fait obligation aux importateurs de passer par des centres de contrôle habilités, afin notamment de détecter la radioactivité des champignons qui ont la propriété de fixer les pollutions ambiantes.

## L'auteur d'un quadruple meurtre se rend aux gendarmes en Bretagne

UN HOMME soupçonné d'avoir tué quatre personnes, lundi après-midi 7 septembre dans le village du Verger, près de Rennes (Ille-et-Vilaine), s'est rendu aux gendarmes du GIGN, peu après minuit. Serge Fortin, un soudeur sans emploi, âgé de quarante-cinq ans et originaire de la commune, aurait fait irruption chez ses proches voisins, tuant quatre personnes : un couple d'agriculteurs retraités, une dame âgée et sa fille. L'alerte a été donnée par le fils du couple, qui a réussi à s'enfuir par la fenêtre.

Serge Fortin s'est ensuite réfugié à son domicile, où il est resté barricadé, armé de deux fusils, tirant des coups de feu sans blesser personne. A l'issue de la négociation conduite par les gendarmes, il est sorti sans arme de la maison. Un différend de voisinage serait à l'origine du drame, l'homme entretenant des relations conflictuelles avec le couple de victimes. – (Corresp.)

### DÉPÊCHES

■ **JUSTICE** : Etienne Lovisi a été mis en examen et écroué, lundi 6 septembre à Paris, par le juge d'instruction Jean-Louis Bruguière. Le militant nationaliste de l'ex-MPA (Mouvement pour l'autodétermination) est poursuivi pour « association de malfaiteurs, infraction à la législation sur les armes et explosifs et vol à main armée, en relation avec une entreprise terroriste ». Sa mise en cause s'inscrit dans le cours de l'enquête sur la découverte d'une cache d'armes du MPA à Lupino (Haute-Corse), le 2 avril 1996. M. Lovisi avait été dernièrement expulsé du Nicaragua (*Le Monde* du 3 septembre).

■ **L'ancien adjoint au logement du maire du douzième arrondissement de Paris**, Henri Pozza, qui avait été accusé en 1995 par le quotidien *InfoMatin* de percevoir des pots-de-vin en échange de l'attribution de logements sociaux, a obtenu lundi 6 septembre la condamnation pour diffamation de l'ex-directeur du journal, André Rousselet, et de l'auteur de l'article, Eric Decouty, à des peines d'amende. Poursuivi pour trafic d'influence à la suite de l'article, M. Pozza avait été relaxé par la justice en décembre 1998.

Envolez vous vers Dublin, Cork ou Shannon pour seulement.

Contactez Aer Lingus tél: 01 55 38 38 42, Minitel 3615 Aer Lingus (2,23F/mn.) ou votre agence de voyages. Aer Lingus

\*TAXES COMPRISES. TARIF A/R. VALIDITÉ JUSQU'AU 31 OCTOBRE 1999. ACHAT AU MOINS 7 JOURS AVANT LE DÉPART. VOIR CONDITIONS SPECIALES. VOLS DÉPART PARIS SOUS RÉSERVE D'APPROBATION GOUVERNEMENTALE.

# La Braderie de Lille a battu de nouveaux records d'affluence

Ce rendez-vous de chineurs amateurs ou professionnels ne cesse de prendre de l'ampleur. Tout en gardant une étonnante fidélité à l'esprit des origines, la manifestation a pris une dimension internationale. Des milliers de Britanniques ont passé le week-end dans la capitale des Flandres

**LILLE**  
*de notre correspondant régional*  
Lille s'est réveillée tard, malgré la rentrée scolaire, lundi 6 septembre : lendemains de braderie obligent... La braderie de Lille, dont l'origine remonte au Moyen Age, ne cesse de battre des records d'affluence. Samedi et dimanche jusque dans la nuit, elle a certainement attiré plus de deux millions de personnes.

Le plus impressionnant dans la braderie de Lille est son étonnante fidélité à l'esprit des origines. D'abord, la fête et la grande bouffe, puisque le mot braderie vient du flamand « *bradery* », qui faisait référence à tout ce qui touchait à la pâtisserie. La braderie renvoie aussi à un usage très local de redistribution des produits et des richesses : ce jour-là, chacun pouvait vendre devant sa maison ce qu'il voulait. Dans les riches demeures, ce privilège était étendu aux domestiques, qui mettaient en vente les habits ou objets qu'on voulait bien leur laisser. Enfin, les Lillois de l'époque, en ouvrant leur ville aux étrangers pour ce « franc marché », avaient voulu montrer à leurs concurrents de Flandres ou d'Artois qu'ils étaient prêts à se battre en champ libre.

Rien de tout cela n'a été vraiment entamé par le nouveau et rapide développement dû à la conjonction entre une excellente desserte routière et ferroviaire et un réseau étoffé de transports en commun. Au contraire, l'esprit de la fête ne cesse de se renforcer de-

puis quelques années : 1998 avait enregistré une forte progression, dix mille exposants s'étaient disputés une centaine de kilomètres de linéaire commercial. Les équipes de nettoyage, qui remettent la ville au propre dans la nuit du dimanche au lundi, avaient récolté 345 tonnes de détritus, 15 de plus qu'en 1997. Cette année, les chiffres ont été pulvérisés : 400 tonnes de détritus ont été collectées. Ces indicateurs confirment que le nombre de visiteurs a augmenté. L'ensemble des moyens de transports en commun avait assuré neuf cent cinquante mille voyages en 1998. Lundi midi, la comptabilité était loin d'être terminée mais les responsables de Transpole, la société concessionnaire, s'attendaient à franchir le cap d'un million de voyageurs en deux jours.

Bien au-delà des rues et des axes réservés, la surface de la braderie continue de s'étendre de façon sauvage. En grande partie parce que ceux que les Lillois appellent les « marchands du temple » - soldeurs, saucissonneurs et autres vendeurs - ont envahi le centre-ville. Celui-ci est devenu impénétrable, si long à traverser, tant la foule est dense, qu'il arrive que des néophytes candidats à la chine repartent par le premier train en découvrant cette foire d'empoigne. Au surplus, beaucoup d'habitants des quartiers périphériques ne voient pas pourquoi ils n'auraient pas le droit, eux aussi, de participer à la fête qui consiste à vendre, même à très bas prix, ce dont ils

n'ont plus besoin. Un autre élément à joué : le prolongement de la ligne n° 2 du métro VAL jusqu'à Roubaix et Tourcoing (*Le Monde* du 23 août); pendant la braderie, malgré une cadence maximale, il fallait parfois attendre cinq rames pour pouvoir entrer dans des voitures peu faites pour accueillir des voyageurs encombrés de paquets.

Comme en 1998, la SNCF a mis en place quarante-sept trains supplémentaires sur le réseau express régional, avec une réduction de 50 %, de façon à permettre le re-

tiers de la périphérie, là où l'on ne vous cherche pas noise, même sur les trottoirs. Dès le samedi matin, il était évident que la braderie n'avait jamais été fréquentée par autant d'étrangers : Anglais, Belges, Allemands, Flamands. Ce progrès est comparable à celui enregistré cet été par l'office de tourisme d'une ville qui commence à découvrir qu'elle a des atouts en la matière.

Une bonne partie des anti-quinaires et brocanteurs du quartier de la mairie, qui reste encore le

Le centre-ville est devenu si long à traverser, tant la foule est dense, qu'il arrive que des néophytes repartent par le premier train en découvrant cette foire d'empoigne

tour pendant la nuit. Elle estime avoir transporté samedi entre quinze mille et vingt mille « bradeux », beaucoup plus qu'en 1998, et au moins douze mille dimanche. Samedi matin, deux mille trois cents Anglais sont arrivés par l'Eurostar, deux mille dimanche. La plupart des premiers ont passé le week-end dans la région. Les TGV Paris-Lille ont été renforcés, y compris la nuit; des trains spéciaux sont venus de Dijon et Besançon. Sans compter des dizaines de milliers d'automobilistes stationnés dans les parcs de « dissuasion », mais aussi dans les quar-

centre d'affaires le plus actif, peut-être parce qu'il est le plus accessible, reconnaissaient qu'ils avaient vendu leurs plus belles pièces dès samedi matin, alors que les ventes ne commencent officiellement qu'à 15 heures. Il s'échange beaucoup de billets « *au cul des camions* ». Une partie de la marchandise achetée le samedi matin se retrouve sur le marché dans les heures qui suivent... Quant au milieu de vendeurs de marchés forains, arrivés plusieurs jours à l'avance, ils se disputent les places avec une telle âpreté que la police doit souvent intervenir. Vendredi

et samedi, elle a chassé plusieurs dizaines de jeunes qui avaient entrepris de revendre des surfaces qu'ils occupaient à des prix variant entre 400 et 1 000 francs les deux mètres carrés !

Cela peut donner lieu à de nombreux conflits. La petite communauté d'Indiens équatoriens d'Ottavalo, grands commerçants des Andes - ils sont une soixantaine installés en Belgique pour vendre des lainages -, ne pesait pas lourd face aux Marocains du cru, qui avaient décidé d'occuper des espaces réglementairement réservés aux riverains. Le partage entre occupants d'un même immeuble fut parfois délicat, surtout quand l'un d'eux avait décidé de « prêter » sa surface disponible à un ou plusieurs « amis », avec sono, frites et groupe électrogène. Pourtant, les ventes d'espaces sont totalement interdites. Il n'empêche que ceux-ci s'acquiescent parfois à prix d'or.

Une antiquaire flamande qui venait pour la première fois, effarée par la concurrence pour les emplacements, a cru comprendre qu'il lui faudrait acheter la complaisance d'un riverain. L'offre la plus chère : 15 000 francs devant une maison du boulevard Victor Hugo. « *Mais comment voulez-vous que je prenne un tel risque ? Je n'ai aucune idée de ce que je vais vendre à Lille. Une telle somme pour deux jours !* » Finalement, sur le conseil de la mairie, elle a cherché un espace le long d'un domaine public. La caserne Vandamme lui a donné l'hospita-

lité sans qu'il en coûte un sou. Beaucoup de gens ont subi ces petits rackets mais ne s'en vantent pas. Soit parce qu'ils n'avaient pas le choix soit parce qu'ils connaissent le prix des choses. D'autres ont résisté et rendent hommage à cette ville qui offre, le temps d'un week-end, un immense espace de liberté commerciale.

Car il circule énormément d'argent à Lille en 48 heures. En francs, livres, florins et deutschemarks. On peut même assister à beaucoup de ventes qui échouent faute d'une monnaie commune, ou d'une habitude du change entre acheteurs et vendeurs venus de toute l'Europe.

Tout comme il est impossible d'évaluer les milliers de petits bouillottes qui surgissent le temps d'un week-end; ou la recette des restaurants et débits de boisson, qui ne cherchent pas seulement à édifier le plus haut tas de coquilles de moules mais aussi à défendre une réputation. Difficile d'avoir des chiffres chez les banquiers. On est évasif à la chambre de commerce où l'on vous suggère que, finalement, cette braderie est plutôt une gêne pour la plupart des commerçants sédentaires.

En fait, Lille a inventé ses vendanges à elle. Il n'y a pas de déclaration de récolte. Mais il se dit de plus en plus, à l'extérieur, que le vin est bon et à consommer sur place. C'est ce qui compte pour les Lillois, Pierre Mauroy en tête.

Pierre Cherruau

## Un dimanche en famille

**LILLE**  
*de notre correspondante*

« *C'est ma troisième braderie en tant que "bradeux" et l'année prochaine, c'est sûr, je recommence.* » Sur une petite couverture posée à même le sol, Damien, jeune Lillois de treize ans, casquette de rappeur à l'envers sur la tête, a consciencieusement disposé quelques jeux vidéo « *qui ne [l']intéressent plus* », des vieilles bandes dessinées « *relues cent fois* » et une paire de rollers « *en parfait état* ». « *Je les avais achetés il y a deux ans à un stand voisin à la braderie, mais finalement je ne les ai pas beaucoup utilisés* », précise-t-il. Avec tout cela, Damien espère se faire assez d'argent pour s'acheter une nouvelle paire de baskets de marque. « *Ce n'est pas gagné, parce que mes prix sont très bas et les gens veulent encore marchander, mais c'est le jeu de la braderie* », explique-t-il en souriant. A ses côtés, une toute petite fille, sa sœur cadette, vend ses vieilles poupées Barbie à des prix défiant toute concurrence. « *C'est 15 francs maximum et encore moins si je tombe sur une copine de mon école* », explique-t-elle avec un grand sérieux.

« **C'EST TOUTE UNE CÉRÉMONIE** »

Ici, sur le boulevard Victor-Hugo, qui traverse les quartiers populaires de Lille sud, Moulins et Wazemmes, on brade en famille. Des enfants qui se séparent de leurs vieux jouets aux parents qui vident cave et grenier, on trouve de tout, pour presque rien, et la braderie garde encore des allures de marché aux puces, quand d'autres secteurs de la

ville sont complètement dominés par les antiquaires, brocanteurs et autres commerçants professionnels.

Aujourd'hui, Catherine, la mère des deux jeunes bradeux, est elle aussi de la partie. « *Avant, explique cette Lilloise, depuis quinze ans caissière dans un supermarché de la métropole, je n'aimais pas trop la braderie : trop de monde ! Je fuyais plutôt la ville ces jours-là.* » Depuis que les enfants se sont pris au jeu, elle ne manquerait plus ce rendez-vous. « *C'est toute une cérémonie. Je profite des vacances d'été pour faire le tri des vieilles choses et, la veille de la braderie, j'hésite finalement à m'en séparer* », explique-t-elle, pas peu fière d'avoir réussi cette année à se débarrasser de tout un tas de bibelots qui encombraient le buffet de la salle à manger.

Non loin de là se sont installés Zohra et Elissa, des voisines du quartier. « *Nous, on ne fait que les fringues* », expliquent ces deux lycéennes de seize ans. « *Il y a un tas pour les fripes vendues entre 10 et 30 francs et là, sur la penderie, ce sont quelques vêtements de marque, qui appartiennent surtout à mon frère et c'est plus cher* », précise Zohra. La braderie, c'est avant tout pour elles l'occasion de passer un week-end sympathique entre copines. Quant aux vêtements qu'elles n'auront pas vendus, Zohra et Elissa n'ont pas l'intention de les stocker à nouveau dans leurs armoires. « *On les donne à une dame du quartier, bénévoles au Secours populaire.* »

Nadia Lemaire

### AVIS JURIDIQUE SUIVANT L'ORDONNANCE DU TRIBUNAL

#### AUX VICTIMES DE LA PERSECUTION NAZIE ET LEURS HERITIERS QUI PEUVENT AVOIR DES RECLAMATIONS CONTRE CERTAINES BANQUES AUTRICHIENNES RELATIVEMENT A L'HOLOCAUSTE

Bank Austria et Creditanstalt ont convenu de verser 40 millions de dollars en règlement de réclamations juridiques relativement à l'exploitation de leurs activités avant et durant la Deuxième Guerre mondiale. Vous pouvez être admissible à participer à ce règlement si vous avez été victime du régime nazi et avez subi un préjudice direct ou indirect par ces banques autrichiennes. Le tribunal fédéral de première instance des Etats-Unis pour le district sud de New York (le « tribunal ») tiendra une audition le 1er novembre 1999 afin de décider si le règlement doit recevoir une approbation définitive.

*Ceci est un résumé. Si vous ne savez pas dans quelle mesure vous êtes concerné, vous devez demander qu'on vous expédie par la poste un avis détaillé.*

1. **Personnes concernées par le règlement.** Ce ne sont pas tous les survivants de l'holocauste ou leurs héritiers qui sont concernés par le règlement. Vous êtes concerné uniquement si vous (ou votre parent proche défunt) avez été persécuté par le régime nazi entre 1933 et 1946 en raison de votre race, religion, origine ethnique, citoyenneté, conviction politique, orientation sexuelle ou handicap. En outre, vous devez avoir subi un préjudice direct ou indirect par Bank Austria ou Creditanstalt et appartenir à l'une des catégories suivantes :

- Vous aviez des actifs déposés auprès de ces banques qui ont été confisqués, volés ou non retournés ; ou
- Vous aviez des actifs qui ont été pillés par les Nazis et transférés à ces banques ; ou
- Vous avez envoyé des sommes d'argent à des prisonniers de camps de concentration par l'entremise de ces banques, et ces sommes ont été détournées et n'ont jamais atteint leur destinataire ; ou
- Vous avez fait du travail forcé et ces banques ont tiré profit de votre travail.

2. **Dates et modalités de paiement des réclamations.** Si le tribunal approuve le règlement de façon définitive, un Comité d'examen des réclamations étudiera toutes les réclamations présentées et paiera les réclamations valables dans la mesure de la valeur de la réclamation et des sommes d'argent disponibles dans le cadre du règlement. L'avis détaillé expédié par la poste explique la façon dont vous pouvez recevoir un formulaire de réclamation.

3. **Si vous ne désirez pas participer.** Si vous ne désirez pas participer ni être lié légalement par le règlement, vous devez vous exclure en écrivant une lettre à cet effet à l'adresse donnée ci-après avant le 18 octobre 1999. Si vous n'écrivez pas cette lettre,

vous ne pourrez tenter aucune poursuite contre ces banques relativement aux différends ainsi réglés. Si vous vous excluez, vous NE POUVEZ PAS présenter une réclamation.

4. **Pour faire des commentaires ou vous objecter.** Si vous ne vous excluez pas, vous pouvez faire des commentaires sur les modalités du règlement avant le 18 octobre 1999. L'avis expédié par la poste décrit la façon de présenter des commentaires ou objections. Vous êtes en droit de comparaître à l'audition d'approbation définitive le 1er novembre 1999, soit en personne soit par l'entremise d'un avocat, bien que nous ne soyons pas tenu de le faire.

5. **Personnes qui vous représentent.** Le tribunal a nommé des avocats pour agir comme avocats de la catégorie de règlement et a nommé des représentants de la catégorie de règlement. Vous n'avez à payer personnellement aucun des avocats nommés par le tribunal. Les avocats demanderont une rémunération pour leurs services et un remboursement de leurs frais à une date ultérieure à même le fonds de règlement.

6. **Pour plus de renseignements.** Pour obtenir qu'on vous expédie un avis par la poste, veuillez faire parvenir votre demande à l'adresse ci-après ou visitez le site web : <http://www.austrianbankclaims.com>

Veuillez me faire parvenir par la poste l'avis et le formulaire de réclamation.

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_  
Etat \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_  
Pays \_\_\_\_\_  
Langue préférée \_\_\_\_\_

**Ceci N'EST PAS un formulaire de réclamation.**  
Veuillez expédier ceci par la poste à :

Austrian Bank Holocaust Litigation  
c/o Plaintiffs Class Counsel  
P.O. Box 1650  
Philadelphia, PA 19105-1650 USA

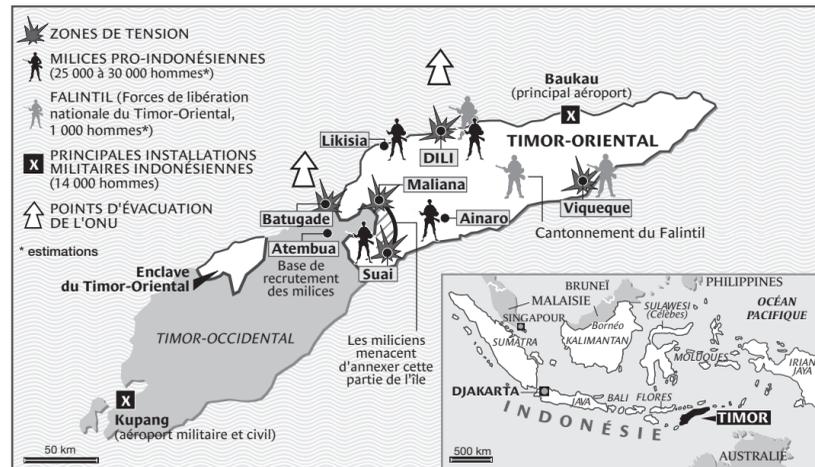
LE PRESENT REGLEMENT N'A AUCUNE RELATION AVEC CELUI DES BANQUES SUISSES

HORIZONS

REPORTAGE

# La liberté confisquée au Timor-Oriental

**L'euphorie de la proclamation des résultats du référendum en faveur de l'indépendance du Timor-Oriental a vite cédé la place à la violence des milices pro-indonésiennes, de connivence avec les forces armées de Djakarta. Selon des observateurs, ces opérations prennent de plus en plus l'allure de « nettoyage ethnique » pour des populations terrorisées entraînés sur le chemin de l'exil**



**ORDRE**  
 Malgré les menaces et les violences des milices pro-indonésiennes, le référendum du lundi 30 août sur l'indépendance s'était déroulé dans le calme. Bravant leur peur, l'écrasante majorité des Timorais se sont rendus aux urnes. La police et l'armée ont maintenu l'ordre. Personnes âgées, réfugiés ayant fui dans les montagnes et même des blessés sont allés voter.



**VIOLENCES**  
 Le jour de la proclamation des résultats du référendum sur l'autodétermination de Timor, samedi 4 septembre, les milices pro-indonésiennes se déchaînent : un milicien pro-indonésien, mécontent du vote pour l'indépendance, tire une grenade contre un hôtel de Dili, la capitale, où se sont réfugiés des journalistes étrangers. La presse internationale et les Nations unies, qui ont organisé le vote, sont accusées d'avoir pris parti pour l'indépendance.

JASON SOUTH/REUTERS



## Vingt-quatre ans d'occupation indonésienne

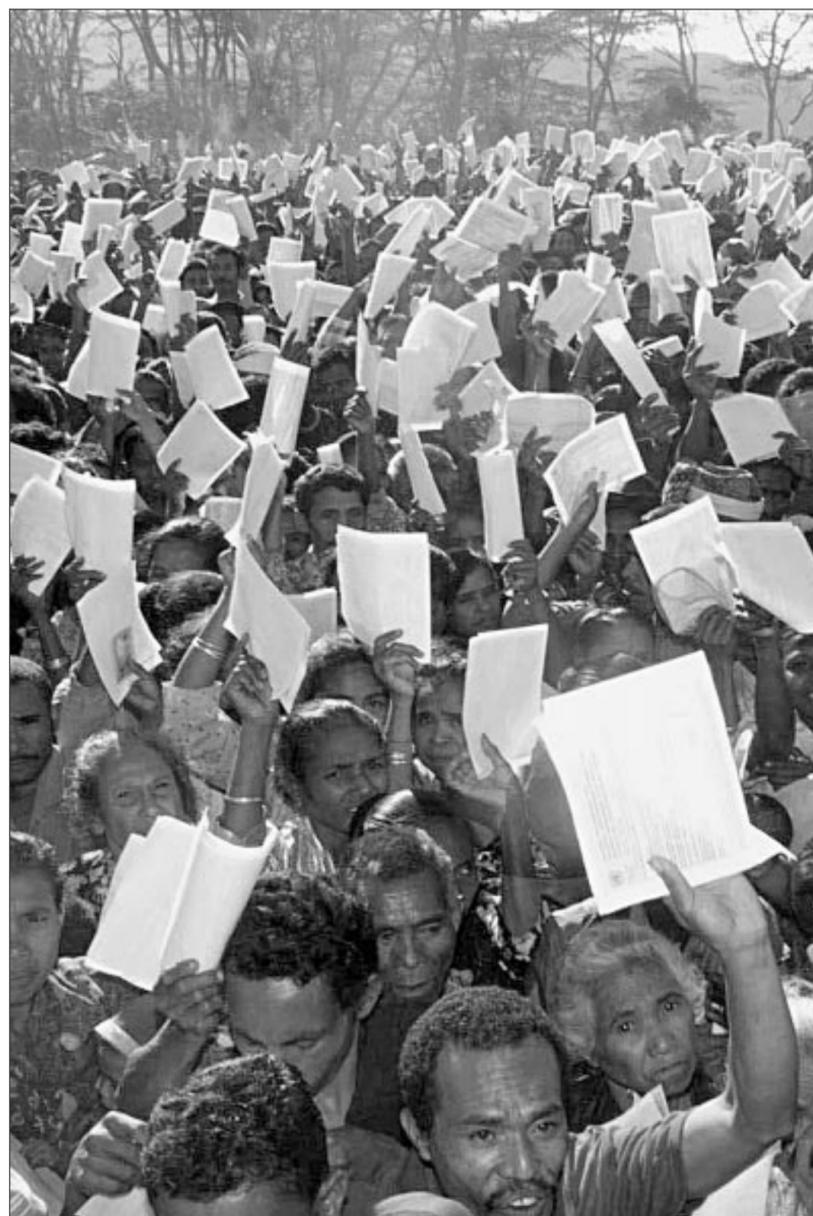
**DÉCOUVERT** en 1520 par les Portugais, le Timor-Oriental est la partie est de l'île de Timor. L'île, au nord de l'Australie, est distante de 2 100 km de la capitale indonésienne, Djakarta. D'une superficie de 14 615 kilomètres carrés, ce territoire, qui a pour capitale Dili, est peuplé d'environ 850 000 habitants. Quatre-vingt-dix pour cent d'entre eux sont catholiques, alors que le reste de l'Indonésie est essentiellement musulman.

- **En 1642**, les conquérants portugais prennent possession du Timor-Oriental et implantent un comptoir qui vit du commerce du bois de santal. Au même moment, les Pays-Bas étendent leur emprise sur le reste de l'archipel indonésien. Un traité, daté de 1859, accorde la partie orientale de l'île aux Portugais et la partie occidentale aux Hollandais. En 1945, avec l'indépendance de l'Indonésie, la partie occidentale et néerlandaise de Timor revient à l'Indonésie.
- **En avril 1975**, la « révolution aux œillets » renverse la dictature de Salazar au Portugal, qui administre le Timor-Oriental. En août 1975, l'administration portugaise se retire de Dili, dans la débâcle de la décolonisation qui suit la révolution.
- **Le 5 décembre 1975**, dix jours après la proclamation d'une République démocratique du Timor-Oriental par le Front révolutionnaire pour l'indépendance du Timor-Oriental (Fretilin), l'armée indonésienne envahit le territoire. Son annexion l'année suivante par l'Indonésie, qui en fait sa 27<sup>e</sup> province, n'a jamais été reconnue par l'ONU. En plus de vingt ans, la répression de l'insurrection armée et les famines ont fait quelque 200 000 morts, selon les estimations de sources humanitaires et religieuses. L'Australie a reconnu l'annexion en 1978 et reste à ce jour le seul grand pays à l'avoir fait.
- **En 1983**, les Nations unies lancent des pourparlers entre Djakarta et Lisbonne, huit ans après la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays, mais sans succès.
- **En 1991**, le Timor-Oriental attire les regards du monde entier lorsque l'armée indonésienne tire sur une foule pacifique de manifestants pro-indépendantistes, le 12 novembre à Dili. Le bilan

officiel est de 50 morts, mais approche les 200 morts selon des informations non confirmées.

- **En 1992**, la guérilla, reléguée dans les montagnes, est sérieusement mise à mal par l'armée indonésienne et la maladie. Elle change de tactique, donnant la priorité à la propagande sur la lutte armée après la capture de son chef historique, Xanana Gusmao.
- **En 1994**, des négociations de paix entre l'armée et les guérilleros tournent court.
- **En 1996**, la reconnaissance tant attendue arrive finalement avec l'attribution du prix Nobel de la paix au militant indépendantiste José Ramos-Horta et à l'évêque catholique de Dili, Carlos Felipe Ximenes Belo.
- **En 1998**, la démission, le 21 mai, du général-président indonésien Suharto précipite les choses. Le successeur de Suharto, Jusuf Habibie, ordonne la libération de prisonniers politiques est-timorais, à l'exception notable de Xanana Gusmao, ordonne le retrait de troupes du Timor-Oriental et invite M<sup>re</sup> Belo à Djakarta. Les étudiants timorais se rassemblent à Dili pour réclamer l'indépendance, mais Djakarta n'offre que l'autonomie.
- **En 1999**, le 27 janvier, à la surprise générale, le ministre indonésien des affaires étrangères, Ali Alatas, annonce que le gouvernement a demandé au Parlement d'envisager l'indépendance pour le Timor-Oriental si une offre d'autonomie devait être rejetée.
- **Le 5 mai**, le Portugal et l'Indonésie se mettent d'accord à New York pour laisser à l'ONU le soin d'organiser un scrutin d'autodétermination, dont la date est fixée au 30 août.
- **Le 14 août**, la campagne pour le référendum commence, marquée par des violences des milices pro-indonésiennes, qui menacent de rejeter le résultat du scrutin s'il est favorable à l'indépendance.
- **Annoncé le samedi 4 septembre** par le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, le résultat est un non massif à l'autonomie proposée par Djakarta (78,5 % contre). Les milices pro-indonésiennes plongent alors le territoire dans le chaos et la terreur, avec la complicité de plus en plus évidente des forces armées de Djakarta.

**ENTHOUSIASME**  
 L'écrasante majorité des Timorais (98,6 %) se sont rendus, lundi 30 août, dans les bureaux de vote dans l'enthousiasme. Ils se sont prononcés massivement pour l'indépendance (78,5 %), rejetant la proposition d'autonomie de l'Indonésie. Malgré les menaçantes milices anti-indépendantistes, le vote s'est déroulé dans le calme. Mais dès la clôture du scrutin, trois membres des Nations unies étaient tués par des miliciens. Alors, après avoir glissé leur bulletin dans l'urne, les Timorais ont repris le chemin des collines pour échapper aux exactions des milices.



JOHN FEDERER/REUTERS



DARREN WHITESIDE/REUTERS

**TERREUR**

Les miliciens pro-indonésiens ouvrent le feu, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, près de la mission de l'ONU au Timor-Oriental. Des manifestants timorais, partisans de l'indépendance, prennent la fuite. Les miliciens sèment la terreur, incendient des villages. Censées rétablir l'ordre, les forces armées indonésiennes les laissent faire, voire les encouragent.

DARREN WHITESIDE/REUTERS



**MILICES**  
Les miliciens pro-indonésiens, quelques milliers d'hommes, parfois des repris de justice, sèment la mort au Timor-Oriental. Ils sont équipés d'armes artisanales mais aussi de fusils d'assaut. Ils sont les instruments d'une stratégie de la terreur et seraient dirigés en sous-main par les forces armées indonésiennes.

DARREN WHITESIDE/REUTERS



**GUÉRILLEROS**

Décimés par vingt-quatre ans de combats contre l'armée indonésienne et les maladies, les guérilleros du Front de libération de Timor-Oriental ne sont plus que quelques centaines d'hommes, repoussés dans les montagnes. A la veille du référendum, ils avaient cessé toute activité militaire et organisé des parades dans les collines. Ils veulent aujourd'hui reprendre le combat mais sont encerclés par l'armée indonésienne.

**FUITE ET EXPULSION**

Pour échapper aux exactions des milices, craignant un « second génocide », les Timorais prennent la fuite. Certains se sont réfugiés dans les écoles, les églises, les montagnes. D'autres tentent de quitter le pays, ici, dimanche 5 septembre, par le port de Dili. Les miliciens, qui seraient appuyés par les forces indonésiennes, ont commencé à expulser, lundi 6 septembre, une partie de la population jugée favorable à l'indépendance. Près de deux cents civils auraient été tués depuis la proclamation des résultats du référendum.



DARREN WHITESIDE/REUTERS

**INDÉSIRABLES**

Les exactions se multiplient : les journalistes étrangers deviennent des témoins indésirables. La police indonésienne empêche, samedi 4 septembre, un caméraman de filmer du toit d'un hôtel où la presse internationale s'est regroupée. Le bâtiment est attaqué par des miliciens pro-indonésiens, des voitures sont mitraillées, certains correspondants frappés. La plupart des journalistes devront quitter Dili.

DAVID GRAY/REUTERS



# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Téléc. : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

## Occasion manquée en Corse

L'OCCLUSION a été manquée de nouer enfin le dialogue entre l'Etat et les nationalistes corses, et ceux-ci en sont les principaux responsables : face aux ouvertures de Lionel Jospin, qui s'est dit prêt à « préparer l'avenir que les Corses réclament » et à engager une discussion sur le futur statut de l'île, les élus se sont refusés à inflexiblement leur discours pour tenir compte des avancées du premier ministre. Contrairement au nouveau cours qu'avait laissé espérer leur porte-parole à la veille des journées de Corte, il y a un mois, ils sont restés fidèles à leur rhétorique traditionnelle, faite de méfiance obstinée à l'égard de l'Etat et d'affirmation répétée de leurs objectifs permanents.

Certes Lionel Jospin a peut-être eu tort de présenter la renonciation à la violence comme un préalable au dialogue. Ou de ne pas préciser plus clairement ce qu'il entendait par là. Il y a plusieurs façons, en effet, d'obtenir qu'il soit mis fin à la violence. Soit en exigeant des nationalistes qu'ils proclament une trêve de longue durée, soit en ordonnant le démantèlement des organisations clandestines et le désarmement des groupes paramilitaires. Autant la première de ces exigences est raisonnable, autant la seconde n'a de chances de succès qu'au terme des négociations, comme l'a montré, entre autres, l'exemple de l'Irlande du Nord.

Il reste que, dans les circonstances présentes, moins de deux ans après l'assassinat du préfet Erignac, Lionel Jospin ne pouvait faire moins de de

condamner fermement le recours à la violence et d'attendre de ses interlocuteurs qu'ils s'associent à cette condamnation. Ils ne l'ont pas fait, pour des raisons qui tiennent principalement à leurs dissensions internes et aux surenchères qui les opposent entre eux, mais il est clair que leur refus ne peut que bloquer la mise en œuvre d'un dialogue constructif.

Il est vrai aussi que l'affaire Bonnet a porté une atteinte sérieuse au crédit du gouvernement, justifiant pour une part l'attitude des nationalistes, qui tirent argument de cette bavure pour mettre en cause la sincérité des ouvertures du premier ministre. Mais aujourd'hui cet argument apparaît plutôt comme un prétexte, qui ne saurait masquer les attermolements et les contradictions des élus corses. En se rendant en Corse sans son ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, et en reconnaissant publiquement une « dérive grave » contraire à l'Etat de droit, Lionel Jospin a montré qu'il entendait tourner la page afin de contribuer au retour de la paix civile.

Les nationalistes n'ont pas voulu le comprendre. Ils n'ont pas encore achevé la difficile mutation qu'ils ont tardivement entreprise. S'ils tentent un pas en avant, c'est encore trop souvent pour faire aussitôt un pas en arrière. On peut concevoir qu'ils hésitent à rompre définitivement avec vingt-cinq ans d'une lutte dont la légitimité, à leurs yeux, ne saurait être contestée. Mais en persistant dans leur attitude de refus ils ne nuisent pas seulement à leur cause. C'est à la Corse elle-même qu'ils portent tort.

**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE  
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Aldy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint  
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Fenenci, Pierre Georges, Jean-Yves Lhometou  
Directeur artistique : Dominique Royquette  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment  
Rédacteurs en chef : Alain Frachon, Erik Izraelewicz (Editoriaux et analyses) ; Laurent Greilsamer (Suppléments et cahiers spéciaux) ; Michel Kajman (Débats) ; Eric Fottorino (Enquêtes) ; Eric Le Boucher (International) ; Patrick Jareau (France) ; Franck Nouchi (Société) ; Claire Blandin (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Josyane Savigneau (Culture) ; Christian Massol (Secrétariat de rédaction)  
Rédacteur en chef technique : Eric Azan  
Médiateur : Robert Solé  
Directeur exécutif : Eric Pillaou ; directeur délégué : Anne Chaussebourg  
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ; partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)  
**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE  
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.  
Capital social : 1 003 500 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### La rentrée des écoles primaires

LE CHOIX d'un établissement scolaire est cette année encore pour beaucoup de chefs de famille un problème extrêmement préoccupant. Le temps n'est plus où l'on pouvait se montrer difficile. Il faut découvrir maintenant l'institution où il reste de la place. Il y a partout si grande affluence d'élèves que les portes se ferment devant les derniers venus. Dès le 15 septembre, date officielle d'ouverture des inscriptions, les mairies sont assaillies de demandes.

Les causes de cet afflux de la population scolaire ont été maintes fois analysées. Elles tiennent au remarquable accroissement de la natalité française depuis la guerre. Les enfants nés au lendemain des hostilités arrivent maintenant à l'âge de la scolarité ; ils encomrent les écoles maternelles et aussi – mais de façon plus atténuée – les cours préparatoires.

En face de tels besoins, les efforts entrepris sont dérisoires faute de crédits. Ceux que l'on consacre aux constructions scolaires s'accroissent cependant chaque année : de 1 548 millions en 1946, ils se sont élevés à 5 130 millions en 1947, et à 16 639 millions en 1949. Le plafond des subventions accordées aux communes a été porté de 70 à 85 %.

On a pu ainsi bâtir en 1948 140 classes, soit au moins une école par département, et faire place à 24 000 élèves ; 314 locaux seront construits ou aménagés à la fin de cette année, soit une moyenne de 5 écoles par département, avec la possibilité d'abriter 115 000 enfants. On est encore loin du compte.

Jean Planchais  
(8 septembre 1949.)

## Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE  
Documentation sur Minitel : 3616 code LMDOC  
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60  
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

## Radiateur contre Brutus par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

SOUVENT, la classe s'achevait aux abris, pour cause d'alerte aérienne. Des ampoules bleutées pendaient des voûtes. Les lycéens s'asseyaient en tailleur à même la terre battue. Le professeur éclairait à la bougie son édition Budée de Brutus. Il se balançait d'un pied sur l'autre ; à cause du froid de tombeau, mais plutôt sous l'effet d'une jubilation rougissante. Devant les remarques de Cicéron sur l'art oratoire, comme chaque fois qu'un texte présentait des subtilités, il lui prenait un balancement d'enfant timide déclarant sa flamme dans un bal costumé. Sa révérence gagnait toute la classe. Plus rien ne comptait, ni les bombes proches, ni, un matin, l'annonce du « débarquement ». La quête du mot juste éclipsait toutes les attentes, tous les privilèges. Suspendant le Temps, la culture reléguait l'Histoire, quitte à ignorer la barbarie.

Trente ans plus tard, l'esprit de sérieux restait une valeur. L'audiovisuel nous traitait toujours en élèves prolongés, pas encore en clients. Les éditions du Rocher en fournissent la preuve en publiant certaines « Radioscopies » mémorables des années 80 sur France-Inter. Jacques Chancel posait les questions, parfois relayé par des confrères critiques. Une semaine durant, Marguerite Yourcenar, Jorge Luis Borges et Albert Cohen nous accueillait

quotidiennement dans les coulisses de leur création.

Sur le moment, il était de bon ton d'ironiser. Les puristes trouvaient à l'invitant trop de ferveur, d'empressement. On le soupçonnait d'en venir immanquablement à la mort et à Dieu. La relecture des entretiens confirme que ces sujets n'étaient pas une idée de lui mais de ses hôtes. L'émission passait à la nuit tombante, d'où une intimité de veillée à l'ancienne. On se sentait admis dans une confiance de luxe. Le lendemain, on cherchait en librairie les titres cités à l'antenne. Le goût pour ce que les cuistres nommeraient le *péritexte* ou le *para-texte* des grands auteurs était apparu au sortir de la guerre, avec les débuts du transistor. Les « passeurs » de Gide, Claudel, Léautaud avaient nom Jean Amrouche, Robert Mallet.

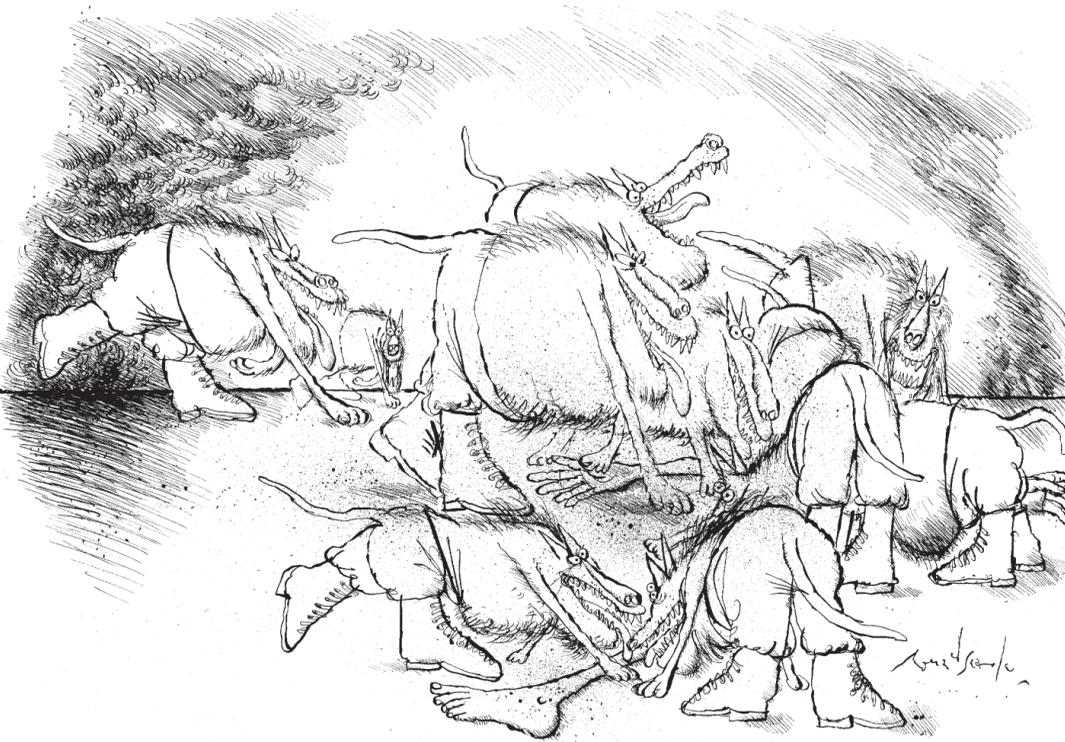
La dictature de l'Audimat a eu raison de ces rendez-vous bénis. A part France-Culture, à part Pivot et Rapp, programmés de plus en plus tard, c'en est fini du partage, grâce aux ondes, des secrets et bonheurs de la lecture. Le peu qui restait du culte rendu à Cicéron dans les catacombes de 1944 a cédé à la surenchère du tout-mariolé. Tandis que l'Ecole mettait en crise la religion du savoir exact, les médias sonores poussaient leur vocation de distraction jusqu'au dénigrement de l'excellence et à

l'exaltation de l'esprit cancre. On ne compte plus les émissions dominées, dès l'aube et y compris au milieu des informations, par l'idéologie du radiateur – l'endroit d'où jaillissaient, en classe, la boule puante et le fluide glacial.

Politiques et saltimbanques, de plus en plus confondus, se sont pliés sans rechigner aux exigences nouvelles de la galéjade systématique. Si Paris valait une messe, réélections et lancements de spectacles valent bien quelques assauts de ragots et de calembours. Aujourd'hui, les champions de la rigolade inviteraient Cohen, Borges et Yourcenar à répondre en quelques secondes, entre deux top-modèles, à des questions comme : « Alors, comme ça, c'est vous, le futur Nobel ? C'est quoi, votre livre ? La haute couture, vous en pensez quoi, hihhi ? »... Pas de génie reconnu, de nos jours, sans don pour la repartie de cabaret.

Les classes sont rentrées, mais l'amour de la connaissance est de sortie. La non-culture du radiateur en a ruiné les attraits et volé les prestiges. Sans que les profs, ni les élèves, ni les parents y soient pour rien, l'envie et la fierté d'accéder aux trésors de la pensée humaine se sont évanouies en trois générations. Fini, le soufflé qui faisait se dandiner Adrien Cart, et se pâmer ses loustics de seconde ; appelons-le l'esprit de Brutus.

## Epuration ethnique par Ronald Searle



## La renaissance des terroirs

Suite de la première page

Toulouse assoit désormais sa réputation comme capitale des Airbus et non plus comme celle du cassoulet.

Cette prédominance économique et culturelle des activités de pointe, qui, mieux que toute autre, marque le changement d'époque, est incontestable. A y regarder de plus près cependant, elle n'offre qu'une vue partielle du champ économique et, si elle continue de faire le vide autour d'elle, l'avenir s'annonce lourd de déséquilibres sociaux. D'ores et déjà, on s'aperçoit que les activités à haute valeur ajoutée intellectuelle ne sont pas créatrices d'emplois autant qu'il le faudrait, c'est-à-dire à la mesure de l'accroissement naturel de la population et, surtout, de celui du mouvement migratoire vers les villes.

Des agglomérations comme Toulouse ou Montpellier offrent l'essentiel des emplois nouveaux mais, en même temps, ce sont ces villes qui détiennent le record du chômage dans leur région respective (trois à quatre points au-dessus de la moyenne nationale). Les terroirs exportent leurs chômeurs, dont le profil professionnel est souvent inadapté. Un granitier du Sidobre ou un éleveur de porc noir gascon ne trouvent pas spontanément place dans les activités de recherche et développement de Siemens, Motorola ou Matra. Car l'activité industrielle aujourd'hui n'est plus à base de main-d'œuvre abondante mais de matière grise

sélectionnée. Sauf à envisager des mégapoles surpeuplées abritant comme autant de bombes à retardement une cohabitation conflictuelle entre des secteurs riches et dynamiques et des zones de non-activité et de désespérance, la vitalité économique des terroirs et l'offre d'emploi qu'ils seraient susceptibles d'offrir s'avèrent donc essentielles pour la stabilité de la société française.

Avec plus de 100 000 emplois, l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire restent le premier employeur de Midi-Pyrénées (par comparaison, l'aéronautique et l'espace, fleuron économique régional, emploient moins de 40 000 personnes, sous-traitants compris). Le chiffre d'affaires de l'agro-alimentaire est deux fois supérieur à celui du secteur électronique. C'est dire que les activités propres à l'espace rural sont loin d'être obsolètes.

### AGRICULTURE « HORS PAC »

Autre caractéristique : à la différence de la situation qui prévaut désormais dans le bassin parisien ainsi que dans le nord et l'ouest de la France, les grandes cultures céréalières ou les élevages industriels ne dominent pas le secteur agricole en Aquitaine, Midi-Pyrénées ou Languedoc-Roussillon. 40 % de l'agriculture régionale sont « hors PAC », c'est-à-dire ne dépendent pas des systèmes de fixation des prix ou de soutien des marchés.

Ce sont les « petites productions fermières » – fruits et légumes, vache allaitante, viande rouge, saisons, volailles de plein air, lait de brebis, fromages au lait cru, vins de terroirs, spécialités locales – qui tissent encore l'essentiel des activités rurales, générant commerces, artisans et petites entreprises de

transformation. Conscients de cette prégnance des activités agricoles traditionnelles, les responsables politiques et économiques régionaux s'affichent de plus en plus partisans du concept de « renouveau rural ».

Le discours n'est pas nouveau mais l'orientation proposée décrit, elle, un changement de cap radical. Plutôt que d'endiguer le déclin ou de s'efforcer de le rendre moins douloureux, l'objectif consiste à inverser la tendance en trouvant, au sein des terroirs, les ressources propres à la renaissance de leurs traditions et de leurs savoir-faire. Le discours sur le devoir de solidarité nationale cède la place à celui sur la responsabilité et l'initiative locale. La créativité endogène l'emporte sur la manne exogène. C'est, selon l'expression de la ministre de l'aménagement du territoire, Dominique Voynet, qui milite pour cette dynamique, substituer « une logique de projets à une logique de guichet ».

C'est là que les produits agricoles traditionnels – mais aussi ceux de l'artisanat – peuvent trouver un second souffle et reconquérir une place de moteur économique, garantissant un développement équilibré du territoire. Pour au moins deux raisons. D'abord parce que la demande est forte sur le marché. Les consommateurs d'aujourd'hui, accablés d'informations désastreuses sur les modes de production et la « sale bouffe », exigent de plus en plus de qualité et d'authenticité, d'AOC, de labels rouges, de certifications d'origine ou d'identifications garanties du produit.

Ensuite parce que l'image de qualité et d'authenticité est décisive dans l'apport touristique dont, aujourd'hui, la plupart des

départements ruraux dépendent. De ce point de vue, l'action de José Bové et de tous les acteurs minuscules du renouveau rural trouve sa signification. La valorisation du terroir ne participe pas à une geste nostalgique ou à un refus de la modernité. Au contraire, elle porte l'ambition de constituer des « terres d'excellence », compétitives, fortes de leurs « avantages comparatifs ». Assistera-t-on à la naissance de « rurapoles » comme, ailleurs, sont apparues les technopoles ?

Jean-Paul Besset

### RECTIFICATIF

#### GILBERT MITTERRAND

Dans l'article que nous avons consacré aux réactions de Jean-Christophe Mitterrand sur les propos de François Mitterrand quant à « l'influence puissante et nocive du lobby juif en France » (*Le Monde* du 31 août), nous avons indiqué que Gilbert Mitterrand, député de Gironde, qui refusait de se prononcer sur des polémiques relatives à son père, avait pourtant répondu à Michel Rocard, fin 1998, lorsque celui-ci avait déclaré que l'ancien chef de l'Etat n'était pas un « honnête homme ».

Contrairement à ce que nous indiquions, Gilbert Mitterrand n'avait pas répondu à ces déclarations. Mais il avait réagi, en février 1998, à des propos de M. Rocard mettant en cause Roland Dumas et des « gens un peu à la limite » qui entouraient, selon lui, l'ancien chef de l'Etat. Le député de Gironde avait qualifié cette déclaration de M. Rocard de « mesquine, injuste et un peu limitée » (*Le Monde* du 4 février 1998).

# Modèle américain d'édition ? Modèle français ?

par Morgan Sportès

**O**LIVIER BÉTOURNÉ, vice-président directeur général de Fayard, auparavant au Seuil, nous met en garde (*Le Monde* du 31 août) contre le « modèle américain » en matière d'édition et de librairie. Concentration extrême du capital, prise en main des responsabilités par des « managers » ne visant qu'à un taux de profit maximum, grande distribution coulant le petit commerce du livre. Le livre, enfin, devenu marchandise pure et simple.

Il n'y a rien là d'américain. Cela s'appelle tout bonnement « capitalisme » (mot désuet), en matière de culture.

Que l'Amérique, en ce domaine, nous précède n'a rien de surprenant. Elle nous précède en bien d'autres domaines, en bien d'autres naufrages. La domination de la valeur d'échange sur la valeur d'usage, Marx en avait causé déjà il y a bien longtemps. Les *best-sellers* que nous fabrique l'Amérique, de Mary Higgins Clark à Nicholas Evans, en passant par nombre de pseudo-grands-écrivains devant lesquels s'agenouille notre snobisme-masochisme national, relèvent de techniques d'écriture archi-connues, pavloviennes dirons-nous, ramassés de ficelles qui fait rire n'importe quel lecteur de quelque culture, de quelque raffinement.

Or, bien entendu, c'est la culture et le raffinement (« esprit de

*finesse* », disait-on jadis) qu'on est en train de liquider. Désormais, c'est chose de rigueur, la marquise, devenue attachée de presse ou *business woman*, DOIT sortir à cinq heures, et, si tant est qu'elle s'envoie en l'air, c'est selon des codes bien limités, bien « soft », où règne le politiquement correct. Nous autres, Français, avons su dès longtemps que la véritable obscénité, ça n'est pas Sade, mais la culture de masse. Mary Higgins Clark est obscène.

**Les tares de la République des lettres françaises, fort connues, sont impensables dans un pays comme les Etats-Unis, où règne la logique de l'argent (qui, du moins, a sa logique)**

Cette littérature industrielle basse-gamme, Tocqueville en son temps l'avait dénoncée, l'opposant à un art aristocratique... Aujourd'hui, elle tend à triompher partout, et pas seulement aux Etats-Unis. Nous aussi nous y essayons. Et si nous y réussissons moins, ça n'est pas faute de le vouloir, mais tout vulgairement parce que la machine économique qui nous pousse est moins puissante...

En désespoir de cause, nous avons élevé, « contre l'Amérique », et pour la protection de notre pe-

tite boutique culturelle hexagonale, des barrières : quotas, subventions diverses, prix unique du livre, etc. Elles se justifient, pour sûr. On se défend comme on peut. Mais au demeurant le « modèle français », s'il en est un, est-il à ce point enviable ? Qui protège qui, qui protège quoi ? Ne sommes-nous pas tout simplement en train de fabriquer, ou plutôt de maintenir en survie, de vieilles féodalités, de poussiéres bureaucraties ? Peut-être est-ce un moindre mal...

Les tares de la République des lettres françaises, fort connues, sont impensables dans un pays comme les Etats-Unis où règne la logique de l'argent (qui du moins a sa logique). Comment peut-on imaginer qu'en cette fin de XX<sup>e</sup> siècle encore, le salarié d'une maison d'édition puisse cumuler des fonctions de critique littéraire, de juré de prix littéraire (à vie !), de romancier et autres. Juges et parties, une trentaine de caciques, sur la place de Paris, font la loi, en amont et en aval de la publication

d'un livre, mettant à profit leur position sociale stratégique pour percevoir ce que les économistes appellent une « rente de situation ». Où est l'art là-dedans ? Par ailleurs, l'interpénétration des milieux intellectuels et politiques étant fort connue, on peut apprécier les dangers de ce type de système en ce qui concerne la « liberté de penser » et de « créer ». Mme de Staël, à cet égard, aurait toujours beaucoup à dire aujourd'hui...

Après le massacre de la belle envolée des avant-gardes russes, on sait quelle réponse le stalinisme a trouvée à la « littérature bourgeoise » : le réalisme socialiste. Il est intéressant de noter que la littérature de masse de la société marchande est étrangement en train de retrouver (ô ironie de l'histoire) les critères esthétiques de ce réalisme-là, version non socialiste cette fois. Mêmes formes stéréotypées dans lesquelles on injecte la sauce idéologique voulue.

L'art est singularité. C'est elle qu'il faut protéger en ces temps où toute singularité est honnie. Toutes nos barrières, toutes nos techniques de défense, tous nos quotas sont bienvenus. Mais ils seront inutiles tant qu'un minimum d'élégance éthique et esthétique ne régnera pas dans le milieu intellectuel. En matière d'élégance, il est vrai, on ne légifère pas.

Morgan Sportès est romancier.

## AU COURRIER DU « MONDE »

### BAISSE DU CHÔMAGE

L'ensemble de vos articles bien documentés sur la baisse du chômage fait assurément la part belle aux déclarations d'autosatisfaction des membres du gouvernement, mais pêche à mon avis par insuffisance d'esprit d'analyse, à défaut d'esprit critique, de la part de ses rédacteurs.

Dans l'imposant lot de chiffres publiés, quatre sont à mettre en perspective pour tempérer de manière raisonnée cette autosatisfaction : par rapport à la baisse de 367 100 chômeurs sur deux ans, les emplois fortement ou partiellement « administrés » – emplois jeunes (186 000) et emplois liés aux 35 heures (118 443) – pèsent plus de 80 %, ce qui, en démontrant le peu d'effet induit d'une croissance soutenue depuis deux ans sur le niveau de l'emploi, pose clairement le problème du modèle à la française dont on voit mal comment il va pouvoir se sortir d'un taux de chômage encore largement supérieur à 10 % de la population active, surtout quand le quatrième chiffre annonce une dépense publique de 365 milliards de francs pour parvenir à ce résultat. (...)

Philippe Rouquier, Ermont (Val-d'Oise)

### HISTOIRE DE LOUP

Suite à l'article paru dans *Le Monde* du 28 août et intitulé « Le loup est réapparu dans les Pyrénées », indiquant que les analyses génétiques montraient l'origine italienne du prédateur, je voudrais rappeler la bataille menée par la chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes et sa contre-enquête menée auprès des services officiels et scientifiques italiens, montrant l'inanité de la thèse du retour « naturel » du loup dans le Sud-Est...

Le ministère de l'environnement essaie de nous faire croire que le loup a survolé plusieurs centaines de kilomètres particulièrement giboyeux dans le Piémont sans jamais y avoir laissé aucune trace, avant d'apparaître miraculeusement en plein cœur du parc national du Mercantour (première observation officielle à Mollières en 1992, puis diffusion par taches concentriques... jusqu'à sa réapparition en Italie en 1996 !).

Dans le cas du loup des Pyrénées, c'est encore plus fort ! Comment peut-on imaginer qu'un « exclu » puisse traverser toute la France sans jamais causer de prédation, sans jamais laisser aucune trace ? De qui se moque-t-on ? (...)

Gérard Chevalier, Belvédère (Alpes-Maritimes)

# La mort des PUF n'est pas fatale

par Gérard Desseigne

**I**L n'y a pas que les banques, les assurances, les grands distributeurs, les entreprises du pétrole, de la chimie, de la défense ou de l'aéronautique qui sont emportés par le tourbillon des fusions, des concentrations, des prises de participation et autres OPA, amicales ou férocelement hostiles. Les médias, la culture et l'édition sont aussi dans la ligne de mire de la rentabilité à tout prix... surtout si le coût est uniquement social et les bénéfices réservés aux actionnaires.

Désormais, pour employer le jargon anglo-économique, *small* n'est plus *beautiful*... et vive les conglomérats éditant ! Si la course folle à la taille « optimale » (?), aux « économies d'échelle » et au « recentrage sur les métiers de base » ne frappait que le management défilant, passe encore. Car il s'adonne volontiers à l'égoïsme et au psychodrame pour mieux faire oublier ses erreurs de gestion.

Mais ces bouleversements, chacun le sait ou le pressent, ne font pas que des vainqueurs. Il y a aussi des vaincus. Dans tous les secteurs, essentiellement et d'abord les salariés, promis aux licenciements et aux plans dits sociaux. Ensuite, les consommateurs et les usagers, dont les choix se restreignent, la concurrence (présentée comme le nec plus ultra en économie de marché) étant dans les faits de plus en plus limitée. Les producteurs agricoles qui font face aux centrales d'achat en savent quelque chose.

Dans le secteur intellectuel de l'édition, en sus des salariés, les auteurs voient leurs possibilités d'être publiés se restreindre comme peau de chagrin et leurs droits d'auteur bafoués, réduits à la portion congrue, voire au bénévolat (sauf pour les stars du système, bien sûr), payés en « titres de notoriété » (nouveaux assignats). Si leurs œuvres sont enfin publiées.

Le lecteur de base, lui, est guidé dans ses choix par le marketing et la promotion des ventes vers les espaces nouveautés et *best-sellers* des grandes surfaces médiatiques ou des rayons culture des hypermarchés. Les livres-interviews des « notoriétés » tirent désormais les résultats des maisons d'édition réputées les plus sérieuses. Et les grands groupes multimédias contrôlent de plus en plus l'ensemble de la profession, même si les titres et les collections continuent de servir de façade.

Sous prétexte de qualité (ou de

projets éditoriaux), on écarte des livres dont on subodore qu'ils auront du mal à engendrer rapidement un lectorat rémunérateur. C'est la « censure du marché », le plus souvent implicite, que stigmatise l'éditeur André Schiffrin dans son excellent petit pamphlet *L'Édition sans éditeurs*, souvent cité mais rarement entendu.

Car il ne suffit pas de dire « Non au modèle américain », comme Olivier Bétourné (*Le Monde* du 31 août), et de se réfugier sous l'aile protectrice du prix unique du livre (mesure de précaution) pour croire que l'économie de marché, en cours de mondialisation accélérée, va s'accommoder longtemps de cette exception culturelle française, elle aussi dans la ligne de mire.

Il convient de ne pas fermer les yeux sur les dégâts sociaux d'une gestion archaïque, frappant un personnel fidèle mais vulnérable, alors même que l'édition numérique via Internet est à portée de main de l'auteur-chercheur, si celui-ci n'est pas amoureux de l'invention de Gutenberg.

**Désormais, pour employer le jargon anglo-économique, « small » n'est plus « beautiful »... et vive les conglomérats éditant !**

Pour obtenir un résultat à deux chiffres (10-15 %), il faut peut-être écouter les personnels et leurs élus, qui entendent quotidiennement les doléances des auteurs, des libraires et des lecteurs et assistent, comme aux Presses universitaires de France, impuissants, à la dégradation de leur outil de travail, de leur emploi et de leur éditeur de référence.

Peut-on sauver la librairie des PUF, place de la Sorbonne, accusée de tous les maux financiers ? Et, au-delà, l'ensemble des PUF, promises au démantèlement ? Ou s'accommoder, en lieu et place, d'un repeneur s'ajoutant à la liste des *serial killers*, boîtes de fringues ou de chausures ? Il en faut, certes, mais pas

forcément à cet endroit. Il n'y a pas si longtemps que la salle de l'Olympia et l'Hôtel du Nord ont été promus « lieux de mémoire » et sauvés de la spéculation immobilière. Qu'attend la ministre socialiste – donc sociale – de la culture pour continuer l'action de son illustre prédécesseur et faire de même avec la librairie du boulevard Saint-Michel, emblème des PUF, où se côtoyaient des générations d'universitaires, d'auteurs de renom, d'étudiants et de simples lecteurs français et étrangers avides de culture ?

Le coût probable du plan social est estimé à 15 millions de francs. La rénovation de la librairie en demanderait moitié moins. Et 70 emplois pourraient être sauvés en signant un accord de diminution du temps de travail à 35 heures. Est-ce hors de portée ?

Les salariés des PUF ont passé un mauvais été dans l'attente d'un plan social dévastateur, refusé par deux fois par l'administration du travail. Quant à la famille fondatrice de la coopérative gestionnaire des PUF, elle fut remerciée sans élégance à la fin du printemps.

Les pétitions pour sauver les PUF et la librairie ont mobilisé de nombreux intellectuels (mais pas tous) juste avant la période estivale. Il faut désormais que les auteurs et les sociétaires des PUF se réveillent et effectuent leur rentrée, dans le débat et l'action. A moins qu'ils préfèrent que l'on déniche demain leurs œuvres dans les cartons-présentoirs du « hard discount » ?

Les PUF méritent un vrai plan de redressement avec un management ad hoc, et non une simple subvention du ministère de la culture qui ressemble à un faire-part d'enterrement. Le « rapprochement » esquissé avec Gallimard, sans être exclu, demanderait à être publiquement précisé, avec des engagements fermes vis-à-vis du personnel en termes de maintien de l'emploi et de contribution à la réduction du chômage.

Gageons que Claude Allègre, ministre de tutelle des universités, s'il intervenait en faveur d'un sauvetage de la coopérative des PUF, pourrait trouver là l'occasion de redorer son blason chez les enseignants et les syndicalistes, qui lui en sauraient gré, une fois n'est pas coutume.

Gérard Desseigne est expert désigné par le comité d'entreprise des Presses universitaires de France.



commedesassociés



# Grands groupes cherchent start-up pour innovation... et plus si affinités

Pour acquérir des technologies ou des compétences, les multinationales prennent le contrôle de jeunes sociétés innovantes. L'intégration de ces petites structures est délicate. Il faut éviter de nuire à leur fonctionnement et de faire fuir leurs équipes

Les grandes entreprises reconnaissent que l'enjeu de la prochaine décennie réside dans leur capacité à innover. Dans les pays émergents, des entreprises produisent souvent des produits comparables à meilleurs coûts. Pour

acquérir des idées, des technologies ou des compétences nouvelles, Cisco, Alcatel, LVMH, AT & T, entre autres, achètent des start-up, des petites sociétés innovantes qui ont réussi à développer un produit ou une technologie

qui peut servir le grand groupe. Ces acquisitions ne sont pas sans risque. La grande entreprise doit trouver une bonne distance : utiliser la technologie et le savoir-faire de la start-up, lui apporter une assise financière et

un réseau de distribution mondial pour ses produits... sans trop l'utiliser, ni l'éteuffer. Certaines entreprises tentent d'insuffler l'esprit start-up en interne et créent des équipes indépendantes autour d'un projet.

« **NOTRE PROBLÈME** pour innover est réel, raconte le directeur de la stratégie d'un grand groupe industriel étranger. Si nous engageons quelqu'un de vraiment innovant, il a de grandes chances d'être absorbé par notre lourde structure. Ou alors il s'en va. De plus, je ne sais pas vraiment si une personne au profil innovant et atypique serait recrutée de prime abord par nos services. » Cet aveu d'impuissance est rarement exprimé de façon si ouverte par une multinationale. Pourtant le problème est partagé par de nombreuses entreprises.

Les plus grands groupes savent que l'enjeu de la prochaine décennie réside dans leur capacité à innover. Dans les pays émergents, des entreprises produisent souvent des produits comparables à meilleurs coûts. Les grandes sociétés occidentales doivent apporter une autre valeur ajoutée : trouver de nouveaux produits, de nouvelles technologies. En clair, se différencier pour produire de la croissance et... justifier leur différence de prix. De plus, « dans certains secteurs, comme les télécommunications ou Internet, analyse Jérôme Moitry, associé chez Mercer, nous sommes dans une course de vitesse. Le problème est de pouvoir, en interne, générer cette innovation ».

Pour acquérir des idées, des technologies ou des compétences nouvelles, les entreprises regardent désormais vers l'extérieur. Elles achètent des start-up, petites sociétés innovantes de création récente qui ont développé un produit ou une technologie utile à un grand groupe. La tendance est apparue

aux Etats-Unis dans le courant des années 90. L'américain Cisco, numéro un mondial des équipements de connexion pour l'Internet, est féru de cette approche : en un peu moins de six ans, il a fait l'acquisition de quarante petites entreprises. Le rythme de ses achats s'est même accéléré ces derniers mois : quatre en avril, deux en juin, quatre en août... Au point que, désormais, « 30 % des innovations du groupe proviennent des start-up dont nous faisons l'acquisition », explique Thierry Labbé, directeur général de Cisco France. Nous ne parlons plus de politique de recherche et développement mais de politique d'acquisition et de développement ».

« On achète autant les hommes que les produits et il s'agit de ne pas casser le mécanisme d'innovation »

Cette tendance s'est répandue dans le secteur de l'électronique : AT & T, Nortel, IBM, Compaq, Lucent, Ericsson, entre autres, procèdent à des acquisitions similaires. En France, Alcatel a, depuis mars 1999, racheté trois start-up aux Etats-Unis. Le groupe Pinault-Printemps-Redoute (PPR) a fait l'acquisition, en mai, de Mobile Planet dans le commerce électronique et

déclare : « Il n'est pas exclu que cela puisse nous donner des idées pour l'avenir. » LVMH, pour sa part, a acheté la petite firme de cosmétiques Hard Candy.

Ces acquisitions ne sont cependant pas sans risque. Les grands groupes pharmaceutiques Zeneca, Bayer, Novartis ont, il y a quelques années, cherché à acquérir des compétences par des acquisitions de start-up dans les biotechnologies. Ils privilégient désormais, en grande majorité, les alliances, considérées comme moins risquées. Pourquoi ? Le problème réside dans la manière d'intégrer ces petites structures : « Autant la constitution d'une équipe de recherche et développement dans un groupe peut prendre du temps, autant, en deux mois, on peut vider une start-up de sa substance et se retrouver avec une structure vide », explique Yves Pelle, spécialiste des start-up chez PricewaterhouseCoopers. « Dans ces achats, on achète autant les hommes que les produits et il s'agit de ne pas casser le mécanisme d'innovation. »

La grande entreprise doit trouver une bonne distance : utiliser la technologie et le savoir-faire de la start-up, lui apporter une assise financière et un réseau de distribution mondial pour ses produits... sans trop l'éteuffer. Les start-up ont « une souplesse, une créativité, une liberté de travail », explique-t-il. Ce sont de petites équipes, souvent jeunes, sans management, qui fonctionnent sur une approche « projet » : chacun sait ce qu'il a à faire, travaille à des rythmes qui peuvent dépasser les 70 heures par

semaine. Des conditions de travail souvent extrêmes que ces personnes acceptent par goût du risque : elles ont la perspective de gains futurs importants, lorsque les stock-options possédées seront transformées en rentrée d'argent. « Pour ces structures, une acquisition est un choc, la fin d'une histoire », explique M. Pelle. « Le problème, résume un des salariés de Assured Access, qui vient d'être racheté par Alcatel, c'est qu'une start-up est faite pour entrer en Bourse ou être rachetée. Nous venons de nous faire racheter. Pour rester, il faut trouver un autre défi. »

Cisco a mis en place une véritable méthode pour conserver les équipes en place, avec un certain succès : la rotation des employés qui proviennent des start-up acquises serait identique à celle de ses propres salariés, entre 4 % et 6 %. Pour obtenir ce résultat, l'entreprise met en avant deux grands principes. Tout d'abord, « choisir des start-up dont les dirigeants peuvent devenir des managers ». Cisco veut éviter au maximum leur départ après l'acquisition. Pour ce faire, une équipe d'une dizaine de personnes identifie, évalue techniquement et humainement puis valorise la structure convoitée. Ensuite, Cisco laisse à la start-up la plus forte autonomie possible, même si un responsable informatique et un responsable ressources humaines sont chargés de son intégration. La start-up devient un centre de profit, faisant partie d'une ligne de produits, avec un compte d'exploitation à part. « Elle possède une autonomie de développement et de conception,

explique M. Labbé. Nous voulons qu'elle grandisse et que ses dirigeants puissent s'occuper mondialement de leurs produits. »

Le succès de ces intégrations s'explique également par une évidence : Cisco, créée en 1984, n'a jamais perdu l'esprit start-up. Ce qui est loin d'être le cas de toutes les entreprises acheteuses. Les 19 000 salariés de Cisco possèdent tous des stock-options, comme ceux des entreprises acquises. Un montage financier permet aux nouveaux entrants d'intégrer ce programme d'intéressement. De plus, « au départ », précise M. Labbé, pour éviter tout « choc culturel, nous acquérons uniquement des start-up de la Silicon Valley ». Pour la première fois, son entreprise a réalisé un achat éloigné, en Israël. « Nous avons assez de savoir-faire pour prendre ce risque. »

Pour éviter ce danger, certaines entreprises tentent d'insuffler l'esprit start-up en interne. Pour innover, elles créent des équipes indépendantes, salariées de l'entreprise, autour d'un projet. C'est ainsi que le groupe Pinault-Printemps-Redoute a créé Made in Sport, une filiale à 100 % qui commercialise des articles et produits dérivés autour du sport. L'américain Pfizer instille l'innovation en créant de petits groupes autonomes de recherche sur des projets très ciblés. Ce compromis ne permet sûrement pas de retrouver la folie et la prise de risque des start-up, mais cherche, autant que faire se peut, à en conserver l'esprit.

Laure Belot

## LVMH s'acoquine avec Hard Candy et ses cosmétiques branchés

BEVERLY HILLS (Etats-Unis) de notre envoyée spéciale

Une brune Lolita, moulée dans un minishort en skaï bleu layette, est allongée sur une moquette mauve. Arborant un T-shirt Porno Hard Candy, elle s'applique sur les doigts de pied un vernis à ongles assorti à son short : ce poster publicitaire, qui accueille le visiteur au siège de la société de cosmétiques Hard Candy, donne le ton ! L'entreprise californienne, située à Beverly Hills, la banlieue huppée de Los Angeles, joue depuis sa création en 1995 la provocation chic.

Hard Candy commercialise, à des prix haut de gamme, une ligne de vernis, rouges à lèvres et ombres à paupières dorés à paillettes, mauves, verts. Leurs noms ? Exxtasy, Sex pistol, Porno, Soupe de pois... Des produits qui oscillent entre le décalé et le franchement kitsch. Courtney Love, Pamela Anderson, Naomi Campbell, Madonna - bref, la jet-set californienne - s'en sont entichées... Les adolescentes ont suivi. Depuis, la marque s'emballa ! Cet engouement n'a pas échappé à Louis Vuitton Moët-Hennessy (LVMH), le groupe de Bernard Arnault. Il en a fait l'acquisition en mai 1999.

POINT D'ANCRAGE

Pour la multinationale française du luxe, qui avait dans son escarcelle des marques aussi classiques que Dior, Guerlain et Givenchy, le choc des cultures est impressionnant. L'entreprise évoque une « complémentarité de clientèle ». LVMH entend, par ce rachat, trouver un point d'ancrage aux Etats-Unis pour toucher une nouvelle clientèle adolescente. Il n'empêche : pour l'instant, au siège californien de Hard Candy, les deux hommes en costume sombre et cravate parachutés par LVMH aux postes de PDG et de directeur financier semblent appartenir à un autre monde.

Dineh Mohajer, une jeune femme branchée de vingt-six ans, est la fondatrice et l'âme de l'entreprise. Longs cheveux bruns, talons compensés, corsaire et petit haut moulant : son look et son attitude font plus penser à une adolescente qu'à une business woman. Son his-

toire est une *success story* telle que les Américains les affectionnent : un soir de 1995, cette étudiante en médecine - elle veut alors devenir chirurgien plasticien - ne trouve pas de vernis à ongles assorti à sa robe bleu layette. Elle mélange du jaune, du bleu foncé et du blanc. Sa trouvaille fait merveille : « En me promenant, des dizaines de personnes m'ont demandé où je l'avais acheté. »

TROIS PDG SUCCESSIFS

Elle se met à en fabriquer, artisanalement, pour des amies, « en mélangeant les vernis sur le sol de ma chambre dans des bouteilles de *ket-chup* ». Elle en envoie au magazine *Vogue*, qui en parle : la marque est lancée. Dineh Mohajer abandonne ses études et embarque sa sœur, sa mère et son petit ami dans l'aventure. Depuis, le siège de l'entreprise est passé de sa chambre au garage de la maison familiale, puis au... très chic quartier de Beverly Hills.

Très vite, cependant, la jeune créatrice s'est rendu compte « qu'elle ne pourrait pas gérer cela seule ». Depuis ses débuts, l'entreprise s'est étoffée, sans pour autant trouver une stabilité : en quatre ans, trois PDG se sont succédé à la tête de l'entreprise. LVMH, qui a lancé ses magasins de produits de beauté Séphora aux Etats-Unis, s'est aperçu des difficultés de Hard Candy : les produits de la marque « étaient les deuxièmes ventes cosmétiques du magasin, mais il y avait des problèmes d'approvisionnement ». D'où la proposition de rachat faite par le groupe français, pour une valeur que l'on dit inférieure à 10 millions de dollars.

Le défi pour le géant du luxe est délicat : imposer des méthodes à cette entreprise sans tuer la créativité liée à une jeune personne au mode de fonctionnement très informel et qui ne semble pas avoir d'affinité particulière avec le monde des affaires. « Nous savons que la principale valeur de l'entreprise réside en Dineh », assure Joe Nitti, le nouveau PDG. L'approche nécessitera, de la part des golden boys de Bernard Arnault, une certaine dose de subtilité.

L. Be.

## Assured Access dans le giron d'Alcatel

MILPITAS (Etats-Unis)

de notre envoyée spéciale

Dans la mythique Silicon Valley, en Californie, le long d'une grande rue arborée de la ville de Milpitas, Assured Access est une start-up typique : un siège qui ressemble à une grande maison, 80 salariés, d'une moyenne d'âge de trente ans, des rythmes de travail d'environ « 80 à 90 heures par semaine ». A l'intérieur, une fourmilière concentrée : seuls quelques bureaux sont fermés, la grande majorité des salariés travaillant dans des box de quatre mètres carrés.

Créée en septembre 1996, l'entreprise commercialise un « remote access server », un produit qui contribue à la mise en réseau d'une entreprise. Cependant, Assured Access n'est plus tout à fait une start-up comme une autre : depuis le mois de mars, elle est entrée dans le giron du français Alcatel, devenu son propriétaire pour 350 millions de dollars (330 millions d'euros).

Parmi les salariés, Bruce Barton, la trentaine, directeur du marketing, en est à sa deuxième start-up. Arrivé alors que l'entreprise ne comptait que 20 salariés, il explique sa présence chez Assured Access « tout d'abord pour les stock-options et l'aspect financier ; deuxièmement, pour l'environnement informel » ; enfin, parce qu'il a l'impression que son action « a un impact sur la totalité de l'entreprise ». Des aspirations typiques

d'un salarié de start-up, et... a priori bien éloignées de celle de la majorité des salariés de sa maison mère.

Comment voit-il l'arrivée d'Alcatel ? « Il y a des choses très positives. Alcatel nous donne une crédibilité pour aller vendre notre produit auprès de grandes compagnies, cela est extrêmement important. De plus, leur niveau technologique est vraiment intéressant. Cependant, s'empressent-t-il d'ajouter, ce serait une erreur dramatique de penser que nous acceptons de travailler sept jours sur sept, parfois pendant quatre ou cinq semaines d'affilée, loin de notre famille, sans compensation financière. »

CHASSEURS DE TÊTE

Le ton est donné. Car la menace n'est pas loin. A quelques kilomètres, les sièges de Cisco ou de 3M en sont le symbole. « Nous recevons, en moyenne, deux à trois appels de chasseurs de tête par semaine, raconte Raghu Batta, du marketing. Après l'annonce du rachat, ces appels ont doublé. » Pour recruter les meilleurs, « Cisco paye environ 15 % de plus ».

« Alcatel et nous-mêmes avons beaucoup travaillé sur la question », explique Mike Harmon, vice-président de la start-up : « Il était important de remobiliser les troupes autour d'une histoire. » Un nouveau projet en cinq étapes a été programmé. Chaque étape réussie donne lieu à un intéressement financier : « Dans deux ou trois ans,

nous verrons si cette histoire a marché. » Alcatel réfléchit également à un système de rémunération en actions du groupe.

Le défi, pour le groupe français, est de profiter de cette présence sans trop accaparer cette nouvelle énergie venue d'outre-Atlantique. « Nous devons rester concentrés sur notre travail, raconte un des salariés. Après l'acquisition, de nombreuses réunions avec Alcatel ont été organisées. Il était difficile de se motiver pour y participer. Alcatel a compris, cela s'est arrêté. » Alcatel cherche désormais à trouver la bonne distance : les trois start-up américaines acquises récemment vont être regroupées dans une entité à part qui dépendra de sa filiale américaine. Histoire de conforter leur autonomie.

L. Be.

Dominique Gallois

## Premier semestre 1999

CHIFFRE D'AFFAIRES ET RESULTATS RECORDS

	1 <sup>er</sup> semestre 1999		1 <sup>er</sup> semestre 1998		Variation en %
	£	€	£	€	
Millions					
C.A. consolidé	669	996,2	534	801,6	+ 25
Profit avant impôts	38,5	57,4	28,5	42,9	+ 35
Profit après impôts	28,5	42,5	21,5	32,2	+ 33
Bénéfice par action	6,11 p	9,1 €	4,70 p	7,1 €	+ 30
Trésorerie	59	89,2	(18,5)	(27,8)	

■ **Opérations** : La croissance de Sema Group a été particulièrement significative au Royaume-Uni (+ 34 %), en Espagne (+ 70 %), en Suède (+ 19 %) et en France (+ 19 %). Les secteurs de la Finance, du Secteur Public et des Transports ont enregistré une forte progression. Le Groupe a également effectué une percée dans le domaine du Commerce Electronique. Dans les Télécommunications, le lancement de SemaVision™ est réussi : 6 contrats ont déjà été signés pour cette nouvelle gamme de produits. Enfin, Sema Group a procédé à deux acquisitions stratégiques : DS Telematica en Italie et ITS en Argentine.

■ **Perspectives** : Le Groupe continue à enregistrer de grands contrats sur tous ses marchés. Le book-to-bill ratio de 1,12 du premier semestre 1999 et le carnet de commandes qui atteint un niveau record de 1,8 milliard de £ permettront à Sema Group de maintenir un taux de croissance élevé au cours du deuxième semestre.

SEMA GROUP

http://www.semagroup.com

## Le foot installe une concurrence à trois dans la télé à péage

Sur fond de progression généralisée des abonnements, dopée par le nouveau partage des droits du football français, TPS se pose en rival de Canal+, et CanalSatellite développe une politique d'autonomie par rapport à la chaîne cryptée

**LES OPÉRATEURS** de télévision à péage ont retrouvé le sourire. Douchés par une campagne de recrutement atone au printemps, certains appréhendaient une fin d'année difficile. « L'effet foot » est venu balayer toutes les craintes. Depuis le partage des droits de retransmission du championnat de France, début juillet, entre Canal Plus et Télévision par satellite (TPS), c'est l'embellie (*Le Monde* daté 27-28 juin).

En juillet et août, les abonnements à CanalSatellite et TPS sont fortement repartis à la hausse, même si ce rebond doit être tempéré par la faiblesse traditionnelle des recrutements en cette période. Selon Olivier Gérolami, directeur général de CanalSatellite, « la progression a été de plus de 30 % par rapport à 1998 ».

TPS a suivi la même tendance avec 25 % de hausse. Pour le seul mois d'août, les recrutements de TPS ont bondi de 41 %. CanalSatellite est aussi « au-dessus de ses prévisions », confirme M. Gérolami, et le début de septembre reste bien orienté. Toutefois, le patron de CanalSatellite ne veut « pas encore parler d'emballage ». Selon lui : « il faut encore un peu de recul » même si « le marché est réactif ».

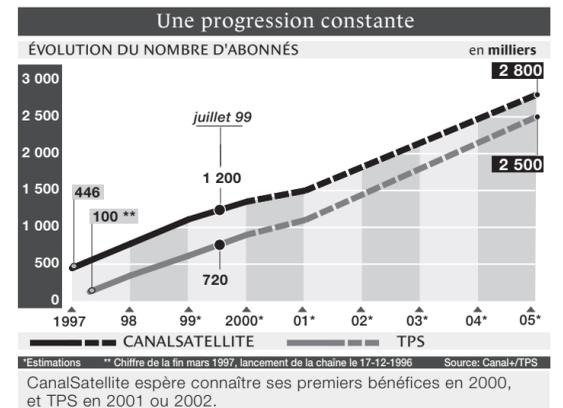
L'influence du football se fait sentir sur les pratiques commerciales et le marketing des offres en concurrence. En posant un pied sur le ballon rond, TPS pense avoir changé de statut. Pour Christian de Pennart, directeur commercial du bouquet, « TPS est une offre

premium ». Désormais, le bouquet présidé par Patrick Le Lay se place en concurrence frontale avec Canal+.

« L'obtention du foot a provoqué un changement de positionnement de TPS auprès des revendeurs d'abonnements », observe M. de Pennart. Maintenant que nous avons du foot, nous allons bénéficier d'un rapport qualité-prix supérieur à Canal+ ». Ainsi, l'offre Super TPS, qui ajoute le foot au cinéma, aux thématiques et aux chaînes nationales, est actuellement commercialisée 175 francs, au lieu de 225 francs. Un tarif placé juste sous les 184 francs de Canal+.

Cette démarche rompt avec le marketing de TPS depuis ses débuts. A l'origine, le bouquet avait misé son succès sur une offre clairement découpée et commercialisée à prix modique. A terme, cette augmentation tarifaire pourrait certes dérouter une partie des abonnés, mais Jacques Espinasse, directeur général de TPS, se veut « confiant ». Il estime le potentiel du marché à 5 millions de foyers, dont TPS espère bien séduire la moitié à l'horizon 2004-2005. Cette offensive ne devrait pas ébranler Canal+. A la fin de 1999, la chaîne cryptée devrait compter au moins 100 000 souscripteurs supplémentaires. « Les déplacements d'abonnés de Canal+ vers TPS n'ont lieu qu'à la marge », reconnaît M. Espinasse.

Dans ce combat, CanalSatellite prend toute sa place. Deux ans et demi après le lancement de TPS, le



bouquet semble avoir écarté tous risques de cannibalisation avec la chaîne cryptée. « Il n'y a pas de cannibalisation mais de l'enrichissement car nous gagnons tous ensemble », remarque Alexandre Michelin, directeur général des programmes de CanalSatellite. Mieux, la rudesse de la compétition semble renforcer l'autonomie du bouquet.

### ÉQUILIBRE EN VUE

« Je considère que CanalSatellite n'a pas à rougir face à TPS tant sur le cinéma que sur le football, pointe Olivier Gérolami. Le bouquet est un produit fini, autonome et se suffisant à lui-même. » Pour preuve, sur cent abonnés recrutés,

soixante sont des nouveaux qui n'ont pas souscrit à Canal+. Cette tendance devrait s'accroître. D'ici deux à trois ans, 80 % des abonnés ne viendront plus de Canal+.

Pour continuer à séduire, CanalSatellite mise encore plus sur la qualité et la quantité de ses programmes. « Par rapport à TPS, nous avons une formidable position, car sur chaque thème nous proposons plusieurs chaînes », analyse Alexandre Michelin. Ainsi, les enfants ont le choix entre Canal J, Fox Kids, Disney Channel et Cartoon Network.

De même, le secteur de l'information, déjà couvert par LCI, Euronews, Bloomberg, BBC World, CNN ou CNBC sera enrichi, début

novembre, avec l'arrivée de 1 Télévision. Pour le directeur général des programmes : « CanalSatellite n'est pas un distributeur comme les autres car il offre une véritable valeur ajoutée. »

Cet enrichissement devrait se poursuivre. Après le lancement par TPS d'une nouvelle chaîne de cinéma baptisée Cinéfaz, CanalSatellite prépare TCM, version francophone de la défunte TNT, renforcée par l'ajout des catalogues de films de la RKO, de la Warner et de la MGM. Cette politique devrait porter ses fruits. Dès 2000, CanalSatellite pourrait connaître le premier résultat positif de son histoire démarrée en 1992. TPS devrait l'imiter, un peu plus tard, en 2001 ou 2002.

TPS, annoncé à son lancement en décembre 1996 comme le bouquet de trop, a dopé et ouvert le marché. Mieux, la concurrence, tant décriée par certains il y a encore peu de temps, n'a plus seulement lieu entre deux opérateurs mais entre trois offres – Canal Plus, TPS et CanalSatellite – désormais bien identifiées par la clientèle.

La France ne fait pas exception en Europe. La Grande-Bretagne voit s'affronter On Digital, sur le numérique hertzien, et BskyB, sur le satellite. En Italie, Stream essaie toujours de concurrencer Telepiù tandis qu'en Espagne Canal Satellite doit faire face aux visées de Via Digital.

Guy Duthéil

## Les exportations de programmes télévisuels français ont augmenté de 35 % en 1998

### SAINT-TROPEZ

de notre envoyé spécial  
Les petits Anglais ont un nouveau héros télévisé. Il s'appelle Archibald le Koala, et il est français. Diffusé pour la première fois à l'automne 1998 sur la chaîne privée ITV, le dessin animé a réalisé des scores d'audience compris entre 30 et 48 % chez les quatorze ans. Triomphant sur un marché réputé fermé aux programmes français, « Archibald le Koala » symbolise l'internationalisation d'une production audiovisuelle hexagonale qui passe de mieux en mieux les frontières.

D'après l'étude annuelle rendue publique, mardi 7 septembre, lors

du marché des exportations de Saint-Tropez (du 6 au 10 septembre), les ventes à l'étranger ont atteint 716 millions de francs en 1998 (109 millions d'euros). Ce chiffre représente un bond de 23 % par rapport à l'année précédente, qui avait déjà enregistré une hausse de 18 %. Coproductions et préventes comprises, les exportations françaises ont augmenté de 35 % en 1998 pour approcher les 2 milliards de francs (environ 305 millions d'euros).

« Les programmes français sont mieux produits et mieux financés. Ils ont changé de monde. Près de 20 % d'entre eux se financent désormais sur le marché international »,

constate Olivier-René Veillon, délégué général de TV France International (TVFI), l'organisme de promotion des exportations françaises qui organise le rendez-vous de Saint-Tropez.

### HONNEUR DU PRIME-TIME

Longtemps handicapée par des formats trop spécifiques, la production française accuse un retard important sur un marché international encore largement dominé par les Américains. Mais, grâce à des programmes mieux adaptés aux exigences des chaînes étrangères, elle commence à percer en dehors de ses marchés traditionnels comme l'Europe de l'Ouest.

Signe d'une internationalisation croissante, la part des voisins européens dans les exportations ne cesse de baisser. Elle est passée de 70 % en 1996 à 55 % en 1998. Parallèlement, les programmes français se vendent de mieux en mieux en Europe centrale (13 % des exportations) et en Amérique latine (9 %), chasse gardée des productions américaines. Environ 10 % des programmes diffusés par Canal 11, une chaîne publique mexicaine, sont désormais d'origine française, et pour sa première diffusion en Argentine, en juillet, « Fort Boyard » a battu tous les records d'audience.

L'animation demeure le produit

français qui se vend le mieux à l'étranger. En 1998, ce secteur a représenté 40,1 % des exportations, loin devant la fiction (28,8 %) et le documentaire-magazine (19,1 %). Fer de lance de ce succès, « Archibald le Koala » sera bientôt diffusé dans quatre-vingts pays comprenant notamment l'Australie et la Thaïlande. Dans le genre documentaire, « L'Odyssée bleue » – qui met en scène Stéfania le Dauphin – s'apprête à conquérir Porto Rico et Hongkong. La série a déjà été diffusée sur Animal Planet, la chaîne anglaise de référence en matière de documentaire. Première pour une production française, *Le Comte de Monte-Cristo* a eu l'honneur d'une diffusion en prime-time et en version originale sous-titrée sur Bravo, un important réseau câblé américain.

Même s'ils demeurent isolés, les succès des programmes français sur les écrans anglais et américains témoignent de la reconnaissance du marché international. « Quand les produits français se frottent à la concurrence internationale en s'en donnant les moyens, ils sortent gagnants », souligne M. Veillon.

Symbole de ce succès, pour la première fois cette année, les Anglais ont daigné faire le déplacement jusqu'à Saint-Tropez. Après quatre années d'invitations infructueuses, leur présence est un signe qui ne trompe pas, estime le délégué général de TVFI : « Cela prouve que l'on a fait nos preuves sur le marché international. Les Anglais ne viennent pas pour nous faire plaisir, mais parce que nous avons désormais des produits dont ils ont besoin dans leurs grilles de programmes. »

Frédéric Chambon

## REPRODUCTION INTERDITE

### OFFRES

WDS à Londres recherche EXPERTS D'ALIAS ET 3D, 3 à 5 ans d'exp. Anglais courant. Localisation : les USA et la Scandinavie. Salaires attractifs. Merci env. CV par e-mail: WSEURUK@Globalnet.co.uk / WDSNAZUK@AOL.COM Tél. : + 44 181 423 9900. Fax : + 44 181 423 9971. www.internet-solutions.com/wdsauto.

telecommunications, andsoftware-NT, SQL, LotusNotes/Domino. English essential, French or Spanish highly desirable. Good salary, benefits including travel-details on: "http://www.unfcc.de". Deadline for application : 20 september 1999.

### DEMANDE

United Nations Framework Convention on Climate Change Secretariat in Bonn is seeking a motivated computer officer to join innovative IT Team providing computer and Internet services to small organisation. Should have knowledge of PC hardware,

HOMME 32 ans, 3 ans d'expér. en tant que chef de pub presse, 2 ans d'expér. en agence de publicité et service marketing, recherche poste en agence ou chef de l'informatique (Word, Excel...) disponible rapidement. Ecrire no 9950 Le Monde pub. 21 bis, rue Claude-Bernard, 75226 Paris Cedex 05.

**Spécialistes des systèmes d'information, de la production, de la fabrication, de la qualité, électroniciens, chimistes ...,**

**prenez rendez-vous avec notre opération**

**"SPECIAL INGÉNIEURS"**

Le Monde **INTERACTIF**

**d'aujourd'hui (mardi 7 daté 8 septembre),**

**et sur notre site Internet : http://www.lemonde.fr**

### Le soutien d'Hubert Védrine

Pour sa cinquième édition, le rendez-vous des exportations audiovisuelles françaises réunit, à Saint-Tropez, les représentants de près d'une centaine de chaînes étrangères, venus de quarante-trois pays différents. Organisés par TV France International (TVFI), les « French TV screenings » présentent 500 programmes dont 70 % dévoilés pour la première fois aux acheteurs étrangers.

Un mois avant le marché international du Mipcom, Saint-Tropez permet aux producteurs français de présenter leurs programmes dans des conditions privilégiées. En 1998, les ventes sur place avaient atteint 40 millions de francs. Cette année, Hubert Védrine, le ministre des affaires étrangères, sera présent pour manifester le soutien du gouvernement à l'exportation de la création audiovisuelle française.



<http://www.lemonde.fr>

**Les nouvelles technologies : les Hommes, les entreprises, les produits pour entrer et vivre dans le XXI<sup>e</sup> siècle.**

Avec **Le Monde INTERACTIF**

## Lancement perturbé du nouveau « Parisien »

**LE LANCEMENT** de la nouvelle formule du *Parisien*, mardi 7 septembre, a été perturbé par des difficultés techniques à l'origine d'importants retards dans l'impression et la diffusion du quotidien. Malgré des incidents persistants dans la mise en route de la nouvelle imprimerie, l'opération de relance du quotidien du groupe Amaury avait été maintenue, deux jours avant que *France-Soir* ne tente son opération de la dernière chance, jeudi 9 septembre.

Pour Christian de Villeneuve, directeur de la rédaction, la transformation du *Parisien* est « une évolution et surtout pas une révolution », qui se justifie par la nécessaire modernisation d'une maquette ayant atteint ses limites au bout de quatre ans. Elaborée avec un designer américain, Vincent Winter, de l'agence WB Associés, qui a travaillé pour le *New York Times* et *Rolling Stone*, la nouvelle édition a été conçue pour « faciliter la lisibilité et accentuer la hiérarchie des choix rédactionnels » avec des titres courts, une présence renforcée de l'image et de l'infographie, un changement de typographie.

L'apport majeur de cette transformation provient de l'arrivée de la couleur dans les pages intérieures du journal. Outre l'attractivité de la formule, notamment pour les pages sports et service (météo), cet investissement offre de meilleures perspectives d'accès au marché publicitaire, un des points faibles actuels du *Parisien-Aujourd'hui*. Toutefois, la mise au point des rotatives de la nouvelle imprimerie nécessite des réglages techniques qui ne sont pas encore totalement achevés. La rénovation de la maquette du *Parisien*, dès le début du mois de septembre, peut dès lors être considérée comme un test de réglage avant le lancement, annoncé pour le 17 octobre, du *Parisien-Dimanche*.

Ces deux échéances s'inscrivent dans le plan de développement présenté en février par le directeur général, Jacques Guérin (*Le Monde* du 19 février). Peu après son arrivée, ce dernier avait fixé pour objectif le redressement des ventes afin de parvenir, d'ici à 2004, à 400 000 exemplaires pour *Le Parisien* en Ile-de-France, et 200 000 pour l'édition nationale. Aujourd'hui, leur diffusion stagne avec, respectivement, 360 099 exemplaires et 111 310 exemplaires en 1998. Surtout, le journal a enregistré l'an dernier une perte évaluée entre 30 et 40 millions de francs, que les dirigeants du groupe espèrent enrayer partiellement en 1999, avant de parvenir à l'équilibre dès l'an 2000.

Michel Delberghe

### DÉPÊCHES

■ **PRESSE : le prix de vente de France-Soir devrait augmenter de 4 francs à 5 francs** après le lancement de la nouvelle formule prévue jeudi 9 septembre. Exceptionnellement ce jour-là, le quotidien, tiré à un million d'exemplaires, sera vendu au prix de 1 franc, le coût symbolique du rachat du journal, en mars, par Georges Ghosn au groupe Hersant.

■ **INTERNET : l'AFP a obtenu du juge des référés, lundi 6 septembre, l'interdiction d'utilisation** illicite de ses services rédactionnels et photographiques sur le site Internet d'une société dont le contrat avait été résilié pour défaut de paiement.



VALEURS EUROPÉENNES

Les valeurs européennes des sociétés du secteur de la distribution étaient toujours en pleine ébullition, lundi 6 septembre, après le feu vert du Conseil des marchés financiers pour le rapprochement de Carrefour et Promodès. Le marché spéculant sur une nouvelle concentration dans le secteur, le leader allemand Metro a progressé de 4,5 % pour finir la séance à 55,5 euros. A Londres, l'action du groupe de supermarchés Tesco a pris 2,47 %, à 197 pence.

La valeur Deutsche Telekom s'est appréciée de près de 3 %, lundi, à la suite d'un article paru dans le magazine allemand Der Spiegel, selon lequel la banque allemande Deutsche Bank aurait offert 3 milliards de marks pour acquérir la filiale berlinoise de réseaux câblés de Deutsche Telekom.

Le titre de l'opérateur de télécommunications britannique Vodafone a enregistré un gain, lundi, de 3,62 %, après avoir confirmé être en pourparlers avec Bell Atlantic.

Le groupe d'électricité allemand RWE a reculé de 0,36 %, à 41,15 euros, lundi. RWE Energie a démenti des informations de presse, selon lesquelles sa filiale RWE Energie et l'espagnol Iberdrola seraient parvenus à un accord pour collaborer dans la production d'électricité et la vente de services en Europe.

CLARIANT N CH 466,27 -0,40
DEGUSSA-HUELS DE + 36,5 -0,54
DYNO NO 20,89 -1,14
EMS-CHEM HOLD A CH 4700,21 -1,01

HERMES INTL FR + 104 -0,48
HPI IT + 0,6 +3,45
HUNTER DOUGLAS NL + 28,9 -0,34

KLM NL + 25,7 +0,98
HEDON GROUP GB 3,57 -2,88
MOULINEX/RM FR + 9,7 +2,11

NL HDLC NO 3,05
PACHE/RM FR + 109,1 -0,91
PENTLAND GRP GB 2,16

PERSIMMON PLC GB 4,09
PREUSSAG AG DE + 54,2 -0,46
RANK GROUP GB 3,87

SAIRGROUP N CH 211,85 +2,58
SAS DANMARK AS DK 10,82 +2,80
SEB FR + 72 +0,42

THE SWATCH GRP CH 716,61 +1,96
THE SWATCH CRP CH 155,21 +1,64
WILLIAM BAIRO GB 1,77

WILSON BOWEN GB 11,22
WOLFFORD AG AT + 49,2 +1,86
WWW UK UNITS GB 0,98

DJ E STOXX CYC GO P 165,34 +2,19

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: AUTOMOBILE. Includes entries for AUTOLIV SDR, BASF AG, BMW, etc.

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: BANQUES. Includes entries for ABSEY NATIONAL, ABN AMRO HOLDING, ALLIED IRISH BA, etc.

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: BANQUES (continued). Includes entries for BANCREDIT BA, ARGENTARIA R, BANCOSI R, etc.

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: BANQUES (continued). Includes entries for BANCREDIT BA, ARGENTARIA R, BANCOSI R, etc.

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: BANQUES (continued). Includes entries for BANCREDIT BA, ARGENTARIA R, BANCOSI R, etc.

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: BANQUES (continued). Includes entries for BANCREDIT BA, ARGENTARIA R, BANCOSI R, etc.

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: BANQUES (continued). Includes entries for BANCREDIT BA, ARGENTARIA R, BANCOSI R, etc.

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: CONGLOMÉRATS. Includes entries for AKER RCI -A, CGIP/RM, CIR, etc.

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: CONGLOMÉRATS (continued). Includes entries for DIETEREN SA, GAZ ET EAUX/RM, GBL, etc.

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: CONGLOMÉRATS (continued). Includes entries for GENL ELECTR CO, GEVAERT, HAGEMEYER NV, etc.

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: CONGLOMÉRATS (continued). Includes entries for INCHCAPE, INVESTOR -A, INVESTOR -B, etc.

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: CONGLOMÉRATS (continued). Includes entries for KVAERNER -A, LVMH/RM, MYTILINEOS HOLD, etc.

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: CONGLOMÉRATS (continued). Includes entries for NORSK HYDRO, OERLIKON-BUEHRL, ORKLA -A, etc.

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: CONGLOMÉRATS (continued). Includes entries for ORKLA -B, SONAE INVESTIME, VEGA AG, etc.

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: CONGLOMÉRATS (continued). Includes entries for BRITISH TELECOM, CABLE & WIRELES, CABLE & WIRELES, etc.

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: CONGLOMÉRATS (continued). Includes entries for TELECOM ITALIA, TELECOM ITALIA, TELEFONICA, etc.

Table with columns: Code pays, Cours en euros, % Var. veille. Section: CONGLOMÉRATS (continued). Includes entries for TELECOM ITALIA, TELECOM ITALIA, TELEFONICA, etc.

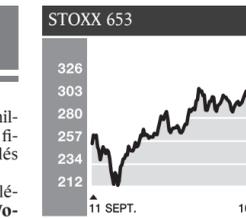


Table of stock prices for various companies in the STOXX 653 index, including Granada Group, Hermes Intl, HPI, etc.

Table of stock prices for various companies in the STOXX 653 index, including Diageo, Elais Oleaginou, Erid.Begh.Say, etc.

Table of stock prices for various companies in the STOXX 653 index, including AstraZeneca, Elan Corp, Glaxo Wellcome, etc.

Table of stock prices for various companies in the STOXX 653 index, including Akker Maritime, BP Amoco, Burmah Castrol, etc.

Table of stock prices for various companies in the STOXX 653 index, including Akker Maritime, BP Amoco, Burmah Castrol, etc.

Table of stock prices for various companies in the STOXX 653 index, including Akker Maritime, BP Amoco, Burmah Castrol, etc.

Table of stock prices for various companies in the STOXX 653 index, including Akker Maritime, BP Amoco, Burmah Castrol, etc.

Table of stock prices for various companies in the STOXX 653 index, including Akker Maritime, BP Amoco, Burmah Castrol, etc.

Table of stock prices for various companies in the STOXX 653 index, including Akker Maritime, BP Amoco, Burmah Castrol, etc.

Table of stock prices for various companies in the STOXX 653 index, including Akker Maritime, BP Amoco, Burmah Castrol, etc.

Table of stock prices for various companies in the STOXX 653 index, including Akker Maritime, BP Amoco, Burmah Castrol, etc.

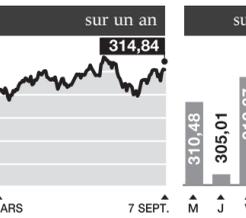


Table of stock prices for various companies in the STOXX 653 index, including Diageo, Elais Oleaginou, Erid.Begh.Say, etc.

Table of stock prices for various companies in the STOXX 653 index, including AstraZeneca, Elan Corp, Glaxo Wellcome, etc.

Table of stock prices for various companies in the STOXX 653 index, including Akker Maritime, BP Amoco, Burmah Castrol, etc.

Table of stock prices for various companies in the STOXX 653 index, including Akker Maritime, BP Amoco, Burmah Castrol, etc.

Table of stock prices for various companies in the STOXX 653 index, including Akker Maritime, BP Amoco, Burmah Castrol, etc.

Table of stock prices for various companies in the STOXX 653 index, including Akker Maritime, BP Amoco, Burmah Castrol, etc.

Table of stock prices for various companies in the STOXX 653 index, including Akker Maritime, BP Amoco, Burmah Castrol, etc.

Table of stock prices for various companies in the STOXX 653 index, including Akker Maritime, BP Amoco, Burmah Castrol, etc.

Table of stock prices for various companies in the STOXX 653 index, including Akker Maritime, BP Amoco, Burmah Castrol, etc.

Table of stock prices for various companies in the STOXX 653 index, including Akker Maritime, BP Amoco, Burmah Castrol, etc.

Table of stock prices for various companies in the STOXX 653 index, including Akker Maritime, BP Amoco, Burmah Castrol, etc.

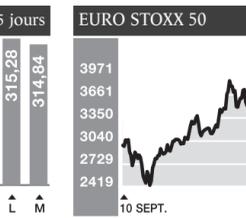


Table of stock prices for various companies in the EURO STOXX 50 index, including AXA/RM, CGU, CNP Assurances, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO STOXX 50 index, including AXA/RM, CGU, CNP Assurances, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO STOXX 50 index, including AXA/RM, CGU, CNP Assurances, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO STOXX 50 index, including AXA/RM, CGU, CNP Assurances, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO STOXX 50 index, including AXA/RM, CGU, CNP Assurances, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO STOXX 50 index, including AXA/RM, CGU, CNP Assurances, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO STOXX 50 index, including AXA/RM, CGU, CNP Assurances, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO STOXX 50 index, including AXA/RM, CGU, CNP Assurances, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO STOXX 50 index, including AXA/RM, CGU, CNP Assurances, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO STOXX 50 index, including AXA/RM, CGU, CNP Assurances, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO STOXX 50 index, including AXA/RM, CGU, CNP Assurances, etc.

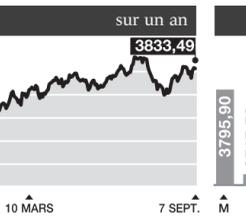


Table of stock prices for various companies in the EURO STOXX 50 index, including AXA/RM, CGU, CNP Assurances, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO STOXX 50 index, including AXA/RM, CGU, CNP Assurances, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO STOXX 50 index, including AXA/RM, CGU, CNP Assurances, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO STOXX 50 index, including AXA/RM, CGU, CNP Assurances, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO STOXX 50 index, including AXA/RM, CGU, CNP Assurances, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO STOXX 50 index, including AXA/RM, CGU, CNP Assurances, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO STOXX 50 index, including AXA/RM, CGU, CNP Assurances, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO STOXX 50 index, including AXA/RM, CGU, CNP Assurances, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO STOXX 50 index, including AXA/RM, CGU, CNP Assurances, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO STOXX 50 index, including AXA/RM, CGU, CNP Assurances, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO STOXX 50 index, including AXA/RM, CGU, CNP Assurances, etc.

Table of stock prices for various companies in the SERVICES COLLECTIFS index, including Anglian Water, British Energy, Centrica, etc.

Table of stock prices for various companies in the SERVICES COLLECTIFS index, including Anglian Water, British Energy, Centrica, etc.

Table of stock prices for various companies in the SERVICES COLLECTIFS index, including Anglian Water, British Energy, Centrica, etc.

Table of stock prices for various companies in the SERVICES COLLECTIFS index, including Anglian Water, British Energy, Centrica, etc.

Table of stock prices for various companies in the SERVICES COLLECTIFS index, including Anglian Water, British Energy, Centrica, etc.

Table of stock prices for various companies in the SERVICES COLLECTIFS index, including Anglian Water, British Energy, Centrica, etc.

Table of stock prices for various companies in the SERVICES COLLECTIFS index, including Anglian Water, British Energy, Centrica, etc.

Table of stock prices for various companies in the SERVICES COLLECTIFS index, including Anglian Water, British Energy, Centrica, etc.

Table of stock prices for various companies in the SERVICES COLLECTIFS index, including Anglian Water, British Energy, Centrica, etc.

EURO NOUVEAU MARCHÉ

Table of stock prices for various companies in the EURO NOUVEAU MARCHÉ index, including Airspray NV, Antonov, C/AC, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO NOUVEAU MARCHÉ index, including Airspray NV, Antonov, C/AC, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO NOUVEAU MARCHÉ index, including Airspray NV, Antonov, C/AC, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO NOUVEAU MARCHÉ index, including Airspray NV, Antonov, C/AC, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO NOUVEAU MARCHÉ index, including Airspray NV, Antonov, C/AC, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO NOUVEAU MARCHÉ index, including Airspray NV, Antonov, C/AC, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO NOUVEAU MARCHÉ index, including Airspray NV, Antonov, C/AC, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO NOUVEAU MARCHÉ index, including Airspray NV, Antonov, C/AC, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO NOUVEAU MARCHÉ index, including Airspray NV, Antonov, C/AC, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO NOUVEAU MARCHÉ index, including Airspray NV, Antonov, C/AC, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO NOUVEAU MARCHÉ index, including Airspray NV, Antonov, C/AC, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO NOUVEAU MARCHÉ index, including Airspray NV, Antonov, C/AC, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO NOUVEAU MARCHÉ index, including Airspray NV, Antonov, C/AC, etc.

Table of stock prices for various companies in the EURO NOUVEAU MARCHÉ index, including Airspray NV, Antonov, C/AC, etc.

CODES PAYS ZONE EURO

FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO

CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark
GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède.

Certificats & Warrants Paribas. Investir dans les Technologies ? Cette année l'indice Technologie Stoxx a gagné plus de 30%. Les Certificats Paribas sectoriels Stoxx cotés en bourse de Paris répliquent la performance boursière de 19 secteurs d'activités européens sans frais de gestion.

Table of stock prices for various companies in the STOXX 653 index, including Lasmo, Petrochem, Primagaz, etc.

Table of stock prices for various companies in the STOXX 653 index, including Lasmo, Petrochem, Primagaz, etc.

Table of stock prices for various companies in the STOXX 653 index, including Lasmo, Petrochem, Primagaz, etc.

Table of stock prices for various companies in the STOXX 653 index, including Lasmo, Petrochem, Primagaz, etc.

Table of stock prices for various companies in the STOXX 653 index, including Lasmo, Petrochem, Primagaz, etc.

Table of stock prices for various companies in the STOXX 653 index, including Lasmo, Petrochem, Primagaz, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOMMATION index, including Ahold, Asda Group, Athens Medical, etc.

Table of stock prices for various companies in the BIENS DE CONSOM

FINANCES ET MARCHÉS

VALEURS FRANÇAISES

Le cours de l'action Elf perdait mardi 7 septembre dans les premiers échanges 0,24 %, à 169,60 euros, tandis que celui de TotalFina prenait 0,32 %, à 124,50 euros. Le président d'Elf a réaffirmé qu'il n'accepterait de discuter avec TotalFina que sur la base de son propre projet. Le cours de la Compagnie parisienne de rées-compte ouvrait mardi en chute de 1,62 %, à 46,05 euros. La CPR a accusé une perte nette de 12 millions d'euros au premier semestre. L'action Crédit Lyonnais était stable mardi à 30,30 euros. Elle a fait, ce jour là, son entrée dans le Cac 40 à la place de Paribas. Le titre Groupe André gagnait 0,14 %, à 139 euros, mardi matin. Le groupe a l'intention de fusionner ses chaînes de discount la Halle aux vêtements et Spot afin de créer le numéro un de la distribution de vêtements à petits budgets. La valeur LVMH cédaït mardi matin 0,25 %, à 281 euros. Shiseido, la société de cosmétiques japonaise, pourrait envisager de passer sous le contrôle du groupe de luxe français. Le titre Faurecia progressait de 1,61 %, à 107,10 euros, mardi matin. L'équipementier automobile a enregistré au premier semestre un bénéfice net par titre du groupe stable à 30,8 millions d'euros.

RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 7 SEPTEMBRE Cours relevés à 10h 15 Liquidation : 23 septembre

Table of stock market movements for France, showing previous and current prices in euros and francs, along with percentage changes and coupon yields.

Main table of stock market movements for various companies, including BIC, B.N.P., BOLLORE, BONGRAIN, BOUYGUES, etc., with columns for price, change, and volume.

Table of international stock market movements, listing companies like American Express, A.T.T., Barrick Gold, etc., with their respective prices and changes.

Table of international stock market movements (continued), listing companies like Ito Yokado, Matsushita, McDonald's, etc., with their respective prices and changes.

Table of international stock market movements (continued), listing companies like Procter Gamble, Merck, etc., with their respective prices and changes.

NOUVEAU MARCHÉ

LUNDI 6 SEPTEMBRE Une sélection. Cours relevés à 17h 35

Table of new market movements, listing companies like ADL Partner, AB Soft, Alphamedia, etc., with their respective prices and changes.

SECOND MARCHÉ

MARDI 7 SEPTEMBRE Une sélection. Cours relevés à 10h 15

Table of second market movements, listing companies like Dapta Mallin, Groupe J.C.D., Dauphin, etc., with their respective prices and changes.

ABRÉVIATIONS B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes. SYMBOLES 1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; ○ contrat d'animation; + ou offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; ♦ cours précédent.

DERNIÈRE COLONNE R (1): Lundi daté mardi; % variation 31/12; Mardi daté mercredi; montant du coupon en euros; Mercredi daté jeudi; paiement dernier coupon; Jeudi daté vendredi; compensation; Vendredi daté samedi; nominal.

SICAV FCP

Une sélection. Cours de clôture le 6 septembre

Table of SICAV and FCP funds, listing various investment vehicles like Écur. Act. Fut.D. PEA, Écur. Actions Europ., etc., with their respective values and dates.

CAISSE D'ÉPARGNE

Sicav en ligne: 0836680900 (2,23 F/mn)

Table of Caisse d'Épargne funds, listing various investment vehicles like Révenu-Vert, Sévéa, Synthésis, etc., with their respective values and dates.

CIC BANQUES

CIC PARIS

Table of CIC banks and Paris-based funds, listing various investment vehicles like Actilion Equilibre, Actilion Europe, etc., with their respective values and dates.

CDC Asset Management

LIVRET B. INV.D. PEA, NORD SUD DÉVELOP. C, NORD SUD DÉVELOP. D

MULTI-PROMOTEURS CCBP-CDC PATRIMOINE RETRAITE C, PATRIMOINE RETRAITE D

CREDIT LYONNAIS

ASSET MANAGEMENT 0836685655 (2,23 F/mn)

ATOUT AMÉRIQUE, ATOUT ASIÉ, ATOUT ASSURANCE, ATOUT FONCIER, ATOUT FRANCE EUROPE, ATOUT FRANCE MONDE, ATOUT FUTUR C, ATOUT FUTUR D, COEUS, EURO DYN, INDICIA EUROLAND, INDICIA FRANCE, INDOCAM CONVERT. C, INDOCAM CONVERT. D, INDOCAM EUR. NOUV., INDOCAM HOR. EUR., INDOCAM HOR. EUR. D, INDOCAM MULTI OBLIG., INDOCAM ORIENT. C, INDOCAM ORIENT. D, INDOCAM ONIJAPO, INDOCAM STR. 5-7 C, INDOCAM STR. 5-7 D, MONÉDY, MONÉJ C, MONÉJ D, OBLIFUTUR C, OBLIFUTUR D, ORACTION

LEGAL & GENERAL BANK

LA POSTE 0836685010 (2,23 F/mn)

AMPLITUDE AMÉRIQUE C, AMPLITUDE AMÉRIQUE D, AMPLITUDE EUROPE C, AMPLITUDE EUROPE D, AMPLITUDE MONDE C, AMPLITUDE MONDE D, AMPLITUDE PACIFIQUE C, AMPLITUDE PACIFIQUE D, ÉLANCIEL EUROPE D PEA, ÉLANCIEL EUROPE D PEA, ÉMÉRGENCE E.P.O.S.T.D. PEA, GÉOBILYS C, GÉOBILYS D, INTENSIV C, INTENSIV D, KALEIS DYNAMISME C, KALEIS DYNAMISME D, KALEIS ÉQUILIBRE C, KALEIS ÉQUILIBRE D

★ Hors frais. ★★ A titre indicatif. \* Part div. par 10 au 5/99. ★ Légende

# AUJOURD'HUI

LE MONDE / MERCREDI 8 SEPTEMBRE 1999

**SPORTS** Le projet de loi sur le sport, en souffrance depuis six mois, devrait repasser devant le conseil des ministres, le 29 septembre, mais il aura du mal à s'insérer dans un ca-

lendrier parlementaire surchargé. ● **LE SPORT AMATEUR** attend pourtant beaucoup de ce texte, notamment des moyens pour accueillir l'afflux de jeunes licenciés. ● **LE**

**FOOTBALL** est très concerné, après le titre de champion du monde gagné par les Bleus, le 12 juillet 1998, mais le basket, le cyclisme ou le rugby souffrent également d'une pénurie

de bénévoles. ● **EN BANLIEUE** parisienne, les violences survenues au printemps témoignent d'un climat de malaise. ● **A TOURCOING**, au club de lutte, les éducateurs bouclent les

budgets avec de maigres subventions. « *On fait d'abord ça par amour du sport et parce qu'on a peur que tout ce qu'on a construit s'écroule* », déclare un bénévole.

## La crise du bénévolat frappe le sport amateur

Dans le football, mais aussi dans d'autres disciplines, la pénurie d'éducateurs ne permet pas d'accueillir l'afflux de nouveaux licenciés, ce qui menace un peu plus l'équilibre social dans les quartiers sensibles

**LA SCÈNE** remonte au printemps. Confronté au grand embouteillage parlementaire, Lionel Jospin se voyait contraint d'établir des priorités dans les projets de loi en souffrance. Vint le tour de celui sur le sport, une somme de plusieurs dizaines de pages réorganisant en profondeur ce secteur. Devant le volume de papier déposé sur son bureau, le premier ministre a levé les bras au ciel. Le désespoir était éloquent et l'affaire entendue : l'examen était repoussé aux calendes grecques.

Six mois plus tard, le projet est toujours en souffrance. Remodelé, il devrait repasser en conseil des ministres, le 29 septembre. Il faudra encore lui trouver une place dans le calendrier parlementaire. Une partie, cependant, du contenu, qui concernait le sport professionnel et notamment la possibilité pour les grands clubs de se constituer en société anonyme, a fait l'objet d'une proposition de loi expresse, adoptée en mai par l'Assemblée. Le sport amateur, lui, attend toujours que la représentation nationale songe à se pencher sur ses états d'âme.

Les problèmes sont pourtant sérieux et pressants. Plusieurs articles du projet de loi concernent le bénévolat, notamment en prévoyant l'octroi de moyens supplémentaires au mouvement amateur par une mutualisation d'une partie des droits télévisés. Or, avec la reprise des championnats locaux en ce début du mois de septembre, se confirme une véritable crise du bénévolat en France. Le football est particulièrement concerné et l'enthousiasme de la Coupe du monde n'aura guère eu de prolongation sur

les terrains des banlieues ou des campagnes. La Fédération française de football (FFF) se targue aujourd'hui de compter 2,5 millions de licenciés. Ses effectifs ont encore augmenté de 12 % durant la saison 1998-1999. Mais son développement est aujourd'hui bridé par la pénurie d'encadrement. Aimé Jacquet a dû monter au créneau dans une campagne publicitaire, amorcée au mois d'avril. « *Les champions de demain, c'est vous qui les ferez* », a martelé à longueur de spots télévisés le héros national. Mais son charisme n'aura pas suffi : les dix à quinze mille recrues espérées par la FFF ne combleront pas l'hémorragie constatée chaque dimanche sur le terrain.

### ÉCÈUREMENT

L'US Montfermeil (Seine-Saint-Denis) est ainsi passée de 400 licenciés en 1978 à 300 aujourd'hui, faute de dirigeants. Dans le district de la Seine-Saint-Denis, 15 % des demandes de nouvelle inscription n'ont pu être honorées à ce motif. Au Perreux (Val-de-Marne), Bernard Pasqualini, le vice-président du club, ne cache pas son écœurement. « *Depuis cinq ans, nous avons perdu 50 % des dirigeants*, explique-t-il. *Nous sommes aujourd'hui obligés d'établir des roulements chez les jeunes afin que tout le monde puisse jouer.* » A Bagneux (Hauts-de-Seine), la section féminine est passée de trois à cinq équipes en une saison, mais ne compte toujours qu'une seule éducatrice.

Le marasme n'est pas seulement parisien. En Dordogne, Patrick Matenet, vice-président du club d'Agonac, a également perdu la moitié de



« *Les champions de demain, c'est vous qui les ferez* », a martelé Aimé Jacquet dans des spots publicitaires. Mais son charisme ne suffira pas à combler la pénurie d'encadrement.

son effectif de bénévoles depuis cinq ans. « *C'est un problème qui va aller en s'aggravant*, assure-t-il. *L'encadrement a plus de cinquante ans. Il n'y a aucun renouvellement. Le seul rayon de soleil est l'arrivée des femmes dans les équipes dirigeantes : c'est un phénomène nouveau et réconfortant.* »

Les raisons de ces désertions sont multiples. Le manque de disponibilité est en une. La peur en est une autre : les violences survenues la saison passée en Seine-Saint-Denis ont

été révélatrices d'un environnement de plus en plus difficile. Dans les quartiers sensibles et les autres, le rôle de bénévole s'apparente à celui d'éducateur social, une fonction pour laquelle les intéressés ne se sentent pas formés. « *Je dois aller régulièrement dans les commissariats chercher des gamins de mon club qui ont eu des histoires* », explique Christian Poirot, président d'un club au Plessis-Robinson (Hauts-de-Seine).

Le ras-le-bol provient également du sentiment d'inégalité. Que le

football, sport le plus nanti, soit également celui qui connaît le plus d'abandons n'est pas un hasard. Le transfert record de Nicolas Anelka au Real Madrid a douché la motivation de ceux qui doivent organiser des tombolas pour boucler leur exercice. « *Quand on voit les sommes faramineuses qui circulent dans notre sport aujourd'hui et que nous devons ergoter sur nos frais d'essence, cela me désole* », explique M. Matenet. Ainsi, les 300 millions de francs de bénéfices de la Coupe du monde

avaient été promis aux amateurs : un juste retour, puisque l'abnégation des 12 000 bénévoles du comité d'organisation avait largement contribué à la réussite financière de l'entreprise. Mais plus d'un an après, les clubs attendent sans grand espoir le premier centime.

### 1 000 EMPLOIS-JEUNES

Dans ces conditions, le militantisme n'est plus en vogue dans le monde du ballon rond. L'ensemble du football français ne compte que 7 000 salariés pour 350 000 bénévoles, statistique officielle de la FFF. La création de 1 000 emplois-jeunes dans le cadre d'un accord entre l'Etat et la FFF n'a pas renversé le rapport de forces. Mais ces chiffres sont quelque peu factices. « *Pour retenir les gens, nous devons les payer* », admet M. Pasqualini. Les clubs doivent donc jongler avec leur budget et parfois biaiser avec la loi pour offrir des défraiements qui avoisinent, pour les éducateurs, 5 000 francs par mois.

Le football connaît une crise des vocations, mais d'autres sports sont gangrenés, comme le basket ou le cyclisme. Le rugby de clocher vit également des heures difficiles : le nombre de clubs est passé de 1 791 en 1985 à 1 698 aujourd'hui, et le tassement se poursuit. En fait, le sport reste le dernier secteur éducatif qui repose sur le bénévolat. Depuis des décennies, des ascètes anonymes pallient en France les défaillances du système scolaire en matière d'éducation physique. A défaut d'argent, ces hommes de bonne volonté souhaiteraient un peu de considération.

**Benoît Hopquin**

### Le FNDS pourrait être supprimé

Créé en 1978, le **Fonds national pour le développement du sport (FNDS)** est un compte spécial du Trésor, alimenté par un prélèvement sur les recettes de La Française des jeux. Sa gestion est assurée en commun par l'Etat et le mouvement sportif. En 1999, il atteignait 1,014 milliard de francs. Le FNDS comprend deux sections : « sport de haut niveau » et « sport de masse ». Or le projet de loi de finances 2000, qui doit être discuté au Parlement, a intégré dans le budget général du ministère de la jeunesse et des sports les sommes jusqu'alors détachées sur ce compte spécial. Le Comité national olympique et sportif français s'oppose fermement à cette budgétisation, estimant que le mouvement sportif perd ainsi son autonomie financière. Le ministère de la jeunesse et des sports ne cache pas son embarras, affirmant dans un communiqué que « *la concertation se poursuit* ».

### TOURCOING

de notre envoyé spécial  
La pièce fait moins de quatre mètres carrés. Une petite table, une chaise et une vieille photocopieuse en constituent le

### REPORTAGE

25 bénévoles encadrent la troupe. Avec, pour seul salaire, un apéritif pris en commun une fois par mois aux frais du club

pauvre ameublement. De ce placard, Claude Picavet a pourtant fait son royaume depuis vingt-cinq ans. Le bénévole du Lutteur club de Tourcoing passe près de vingt heures par semaine dans ce réduit. A côté, dans une vilaine salle de classe réaménagée en gymnase, une trentaine de filles, âgées de quatre à dix-sept ans, répètent sur des tapis de mousse des techniques de combat issues de l'antiquité.

Les 140 licenciées de la section féminine se relayent chaque jour dans ces locaux vétustes, mis à disposition par la mairie dans une école désaffectée. La section masculine de 150 membres s'entraîne un peu plus loin,

dans des conditions guère plus avenantes.

Vingt-cinq bénévoles encadrent cette troupe. Il y a Claude Picavet, le retraité de la Sécurité sociale, Evelyne Fremineur, l'employée municipale, Gilbert Schaub, le courtier en fleurs, et les autres, qui ne comptent ni heure ni salaire. Avec, pour unique salaire, un apéritif pris en commun une fois par mois aux frais du club.

Sur le mur du couloir sont punaisées des coupures de la *Voix du Nord*, tableau d'honneur qui raconte les exploits de celles qui s'échinent là. Depuis 1983 que des championnats du monde sont organisés chez les dames, le club a glané onze titres. Des enfants des environs comme Anna Gomis ou Zora Chelmsowski ont ainsi atteint la consécration internationale. Elles continuent pourtant à habiter ici et viennent entraîner les jeunes pousses, rendant un peu de ce qu'elles ont reçu.

Autour, s'étendent les quartiers de la Bourgogne, du Flocon, de la Croix-Rouge ou du Pont rompu. Autant d'îlots où le taux de chômage avoisine les 30 %. « *Ici, il y a des gens qui ont beaucoup de misères* », explique Claude, sans souhaiter s'appesantir. « *Nous sommes obligés de nous arranger pour les cotisations qui oscillent entre 150 et 200 francs,*

raconte Evelyne Fremineur. *Moins de la moitié peut payer en une seule fois. Les autres enfants arrivent avec dix francs par ci, dix francs par là. Pour certains, nous fermons les yeux.* »

L'équipement de lutte étant souvent inaccessible, les entraîneurs demandent simplement un short, un tee-shirt sans bouton et une paire de ballerines. Pour les compétitions, le club vend 100 francs les justaucorps qui valent le triple dans le commerce. Michel Mouton, le trésorier, trente ans de bénévolat à son actif, a le rôle le plus ingrat, contraint de boucler l'année avec 273 000 francs de subventions municipales.

### FAIRE DEUX FRANCS AVEC UN

Quand le club se déplace en Allemagne, en Suède, en Pologne ou en Tunisie pour un stage ou une compétition, les bénévoles doivent donc faire deux francs avec un. Ils conduisent eux-mêmes le mini-bus, achètent avant de partir le maximum de choses. La colonie mange dans des pizzas, dort dans les gymnases, à même les tapis de mousse où elle luttera le lendemain. « *Nous ne cherchons pas à faire de l'insertion, mais nous en faisons quand même*, explique Gilbert Schaub. *C'est vrai que nous*

permettons à pas mal de jeunes de ne pas rester dans la rue. » Le sport ne saurait cependant tout résoudre. Récemment, le club a fait une démonstration à la prison de Loos. « *Pour ne pas mentir, on y a retrouvé certains de nos anciens lutteurs* », admet Gilbert.

« *On nous prend parfois pour une garderie, s'énervent Claude Picavet. On nous ramène à l'entraînement des enfants malades ou blessés et les parents s'étonnent qu'on ne refuse : ils avaient prévu de faire les courses.* » Les moments de lassitude ne manquent pas, mais chacun continue pour ne pas laisser tomber les autres. « *Quand il en manque un, c'est qu'il est mort* », plaisante Gilbert Schaub, le président, paraphrasant fort justement Georges Brassens : il a remplacé Gilbert Delberghes, décédé il y a quatre ans, après 45 ans de bénévolat sportif.

« *Bien sûr, on fait d'abord ça par amour du sport et parce qu'on a peur que tout ce qu'on a patiemment construit s'écroule*, explique Claude Picavet. *Mais il y a autre chose, quelque chose de plus profond.* » L'homme hésite et c'est Gilbert Schaub qui reprend : « *Oui, en fait, on a tout bêtement le sentiment d'être utile à quelque chose.* »

**B. H.**

## A l'US Open, Evgueni Kafelnikov parie sur une victoire improbable

### NEW YORK

de notre envoyée spéciale  
C'est souvent le destin des têtes de série : Evgueni Kafelnikov, troisième joueur mondial, a eu sa part de bonne fortune lors des premiers tours, il s'est vu progresser et a senti qu'il pouvait espérer mieux qu'une première semaine à New York. Il avait raison. Vainqueur, lundi 6 septembre, d'Andreï Medvedev (7-6 [7-5], 6-1, 6-0), le joueur russe s'est lancé dans un pari audacieux. « *Trois joueurs peuvent gagner cette année, Andre Agassi, Richard Krajicek et moi* », ne cesse-t-il de clamer depuis quelques jours.

Pour lui, pourtant, les probabilités sont faibles. Quand le haut du tableau a été allégé par le forfait de Pete Sampras, numéro un mondial, et par l'abandon de Patrick Rafter, tête de série numéro quatre et tenant du titre, la donne des Internationaux des Etats-Unis 1999 a

été déséquilibrée : le Russe évolue dans la partie de tableau relevée avec Richard Krajicek et Andre Agassi dans le rôle des favoris incontestés. En quart de finale, il rencontrera le premier nommé, facile vainqueur de l'Américain Vince Spadea (6-2, 7-6 [7-3], 6-2). Mauvais présage, il a perdu ses trois dernières rencontres face au Néerlandais.

### ÉPHÉMÈRE NUMÉRO UN

Contre cette mauvaise fortune, Kafelnikov ne fait pas bon cœur. Il grince un peu, mais il reconnaît que si l'été américain ne le gêne pas, l'été australien lui avait été favorable : « *C'est vrai, on ne peut pas être chanceux à tous les coups.* » Il ne cache pas que l'absence de Pete Sampras aux Internationaux d'Australie l'avait un peu aidé dans sa quête vers le titre. Il avait évolué presque trop facilement, exception faite d'un huitième de finale tei-

gneux contre le Roumain Andreï Pavel. La finale contre Thomas Enqvist avait semblé une formalité.

Avec Carlos Moya et Patrick Rafter, le Russe a même fait partie des éphémères numéros un qui ont émergé dans la saison avant que Pete Sampras ne revienne et que

son duel avec Andre Agassi ne reprenne ses droits. A l'US Open, il peut encore espérer reprendre cette place. Il est ici pour y croire et assure qu'il peut gagner grâce à son expérience. Kafelnikov a emporté son premier tournoi du Grand Chelem, à Roland-Garros,

### Nicolas Escudé défie Andre Agassi

Le Français Nicolas Escudé est devenu, lundi 6 septembre, le premier quart-finaliste de l'US Open à être passé par les qualifications, après avoir éliminé le Chilien Marcelo Rios, tête de série n° 10 (6-2, 6-3, 7-5). Demi-finaliste des Internationaux d'Australie en 1998, le Balois a ensuite rétrogradé à la 136<sup>e</sup> place mondiale en raison de blessures. En quart de finale, il sera opposé à Andre Agassi (n° 2), qui a encore impressionné en dominant le Français Arnaud Clément (6-4, 6-4, 6-3). « *Il va falloir que je lui rentre dedans, sinon...* », a déclaré Nicolas Escudé, très éprouvé par ses sept matches déjà disputés. Mary Pierce est la seule Française encore en course dans le tableau féminin. La tête de série n° 5 s'est qualifiée pour les quarts de finale en disposant de la Belge Sabine Appelmans (6-3, 7-6 [8-6]). Elle rencontrera l'Américaine Lindsay Davenport, tenante du titre, qui a surclassé Julie Halard en moins d'une heure (6-1, 6-2).

en 1996, et il estime avoir digéré sa deuxième victoire majeure. « *Je sais comment m'extirper de la deuxième semaine* », dit-il.

La calamiteuse saison 1999 de terre battue, au cours de laquelle il a été éliminé quatre fois au premier tour, est désormais derrière lui. Son moral est monté en flèche lors des deux victoires en Coupe Davis qui ont l'ont mené à une demi-finale contre l'Australie. Il a été deux fois finaliste, à Montréal et à Washington. Au Canada, il avait battu Andre Agassi en demi-finale avant de s'incliner devant le même adversaire aux Etats-Unis en finale.

Très à l'aise sur le ciment de Flushing Meadow, Evgueni Kafelnikov aborde les quarts de finale avec un physique intact. Il a, en effet, été battu en double, dès le premier tour, aux côtés du Tchèque Daniel Vacek. Cette surprenante défaite l'a empêché de poursuivre le rythme stakhanoviste qu'il s'im-

pose depuis son arrivée sur le circuit, en 1993. Détenteur du record du nombre de matches joués en 1998 (150), le Russe a enfin pris le temps de vivre en dehors des courts de tennis.

Alors que la liste des abandons pour blessures s'allonge jour après jour, Kafelnikov détonne par sa fraîcheur. Les défaites prématurées du milieu de saison auront eu au moins le mérite de le préserver d'un ennui musculaire. Il en oublie même sa déconvenue au deuxième tour de Roland-Garros et son abandon face à Cédric Pioline à Wimbledon. Il dit surtout qu'il ne peut plus plaisanter, que l'US Open est le dernier tournoi du Grand Chelem de l'année. Et, si le pari de la victoire semble présomptueux, il ne manque pas d'allure, témoin, si besoin était, que le Russe a retrouvé sa fierté.

**Bénédicte Mathieu**



# Bon genre, beau cadre

## Douceurs gourmandes dans un été bourgeois et finissant

**MALGRÉ** la consommation soutenue qu'en fait la gauche, il en reste cependant encore suffisamment pour reconforter cette pauvre droite qui navigue dans les embarras que l'on sait. Le caviar. On a certainement le droit de ne jamais s'en approcher, mais fâcheusement aussi le souci de toujours y revenir. Poison violent.

Depuis 1920, Paris salive et se tourmente au seul nom de Petrossian. Là, au 18 du boulevard de La tour-Maubourg, est serré le meilleur des coups de filet de la Caspienne et de la mer Noire. Boutique discrète et dangereusement confidentielle, où l'on entre avec de faux airs de conspirateur et que l'on quitte atterré par ce que l'on vient d'y commettre. Moins de raison désormais d'avoir peur, puisque l'on peut aujourd'hui légalement investir le sanctuaire comme banal fréquenteur du restaurant qui vient de s'ouvrir à l'étage.

Comment pouvait se présenter l'extension d'une maison à l'enseigne aussi radicale? Taverne de nuit pour anciens boyards ou bouddoir doré avec argenterie d'époque? Il fallait craindre le pire. Non, nous voilà dans un décor minimaliste à l'austère distinction. L'ensemble est gris bétuga; le plus cher. Clientèle locale et service d'une authenticité fraîcheur de bon vouloir.

La cuisine est préparée à l'attentive, marque de la présence de Philippe Conticini, qui quitte la Table d'Anvers en apportant à Armen Petrossian sa science de pâtissier d'avant-garde, reconverti dans la surveillance du saumon fumé et du mille-feuille d'esturgeon. A 185 francs, et en sept miniplats, une assiette de spécialités donnera l'esprit et l'ambiance générale de cette nouvelle entente cordiale franco-russe, ce qui pourra utilement éviter de se lancer dans la présentation des trois caviars, dite du « Tsar

gourmet », et facturée à 6 230 francs. Toasts compris.

Sur un moins grand pied, mais toujours dans le même genre bon genre, quartier à l'aise et été finissant, La Tonnelle saintongeaise, sur l'île de la Jatte, à Neuilly, peut très certainement servir de cadre à un dîner au cours duquel l'on n'aurait rien de grave à entreprendre, sinon s'engager à parier sur le prix du mètre carré des pastiches de maisons de caractère que l'on continue à construire dans la principauté.

### PETITS-GRIS

La Saintonge, les Charentes : les petits-gris, que l'on nomme « cagouilles », la soupe aux huîtres, la morue des vendanges, les anguilles, la tête de veau farcie, les tripes... et la daube charentaise, les chaudières saintongeaises. Riche, tout ça. L'endroit reste fidèle à sa province et sa clientèle depuis très longtemps fidèle à l'endroit. Accueil aimable et d'inspiration tout ce qu'il y a de plus serviable.

Ainsi, ne voilà-t-il pas, la commande déjà très largement passée, que l'on s'aperçoit que la carte recelait une mouclade; plat inconnu à Paris, très particulier de la région de La Rochelle. Sitôt quémandé, sitôt accepté. Il nous suffisait de patienter. Rapidement dit, ce sont des moules, désencombrées de l'une de leurs coquilles, préparées sur une base de roux blanc, de jaune d'œuf et additionnées - astuce remarquable - d'une touche de curry. On peut aussi les faire à la crème. Régat rustique, ici présenté un peu trop à la parisienne, mais effort méritoire.

Bourgeois des villes, bourgeois des champs. D'allure campagnard classe, voici un autre restaurant qui fait honneur à sa réputation. De tout le grand Ouest français, il est l'un des plus remarquablement taillés pour redonner confiance à ces banlieusards de standing, toujours vaguement inquiets de ne pas



DESSINS DESCLAUZEUX

habiter place des Vosges ou rue du Dragon. les *intra-muros*, eux, s'en servent comme but d'échappée aventureuse, fiévreux déjà saoules de plein air dès franchi l'octroi de la porte Maillot.

### COMMUN ÉLAN

Son nom résonne comme pouvait sonner l'appel d'offre des propriétaires de régiment sous l'Ancien Régime : Cazaudehore! Situé en lisière profonde de la forêt domaniale de Saint-Germain-en-Laye, non loin d'un golf classé parmi les plus anciens et les mieux tondu de France, il fait office de courtoise Jérusalem pour toute une population de jardiniers du dimanche et de soucieux en Bourse le reste de la semaine. Il est aussi Relais et Châteaux, garantie d'un sommeil profond et mérité.

On y admet une gastronomie profuse et épaisse en sauce, un peu à l'image de cette reprise qui s'annonce considérable pour ceux qui ne manquent déjà de rien.

Le succès trop manifeste de l'endroit, son décor si commode pour se croire enfin réunis entre gens du même monde, signale très tôt à l'étranger qu'il s'est trompé d'adresse, mais qu'il sera comme les autres dévoré à la même croque-au-sel. C'est quelquefois aussi au client à faire l'éducation du chef. Ici, rassemblée sous l'ar-

ceau unique d'une unique discipline du plaisir, d'un commun élan l'assistance obtempère à tout. Malheur à celui qui s'étonnerait seulement d'une telle unanimité.

Jean-Pierre Quélin

★ Petrossian restaurant, 18, boulevard de La tour-Maubourg 75007 Paris. Tél. : 01-44-11-32-32. Menu : 320 F, 48,78 €. Carte : 300-450 F, 45,73-68,60 €.

★ La Tonnelle saintongeaise, 32, boulevard Vital-Bouhot 92200 Neuilly-sur-Seine. Tél. : 01-46-24-43-15. Menu-carte : 160-190F, 24,39-28,96 €.

★ Cazaudehore, 1, avenue du Président-Kennedy 78100 Saint-Germain-en-Laye. Tél. : 01-39-10-38-38. Menu : 370 F, 56,40 €. Carte : 350-500 F, 53,35-76,22 €.



où elles seront cette fois cuites et conditionnées, elles aussi, en barquettes. La crevette d'élevage est-elle aussi bonne que la sauvage? « Impossible, répond Ronan Gicquel, de la société Royal Greenland, une crevette sauvage arrive à maturité en quatre à six ans, les élevages vont infiniment plus vite et le goût s'en ressent. »

Sauvages ou domestiquées? Aux Etats-Unis on n'en est plus là. Depuis 1983, on y vend de la crevette restructurée. Quand elle n'est pas assez présentable pour être vendue tel quel, on hache sa chair, on l'injecte à haute pression dans des moules que l'on chauffe pour en fabriquer ainsi des dizaines de milliers par heure.

Guillaume Cruzet

★ Crevettes grises décortiquées Heiploeg, 20 F, 3,04 €, environ les 100 g.

## La crevette

L'arbre généalogique de la crevette est vaste. Il en existe neuf familles principales et cent soixante espèces différentes. Point commun entre tous ces crustacés à la carapace souple? Cinq paires de pattes et deux longues antennes. Pour le reste, c'est comme dans chaque dynastie, on cousine sans forcément se ressembler. Les crevettes font en effet entre 4 et 30 centimètres de long et certaines d'entre elles ont des existences bien singulières, puisqu'elles naissent mâles pour devenir femelles après avoir vécu un ou deux ans en tant que sexuellement actif. Transformiste, la crevette? De plus en plus. Si la version nature, entière et précuite est celle que l'on trouve encore le plus couramment à l'étal du poissonnier, la crevette ne fait toutefois plus forcément équipe avec le rince-doigts, car

on l'achète désormais en version décortiquée. Sans queue ni tête. Dans ce cas, c'est le plus souvent au rayon libre-service des grandes surfaces qu'elles sont vendues.

Emballées dans des barquettes sous atmosphère contrôlée, ces crevettes se conservent pendant vingt-trois jours, quatre fois plus que celles que l'on trouve classiquement à l'étal du poissonnier, sur un lit de glace. Beatrix, reine des Pays-Bas, a honoré de sa visite le 25 août l'usine de Heiploeg à Zoutkamp, le plus important fournisseur de crevettes en Europe et l'initiateur en France, en 1993, de ces fameuses crevettes décortiquées et emballées.

Avant d'arriver dans nos rayonnages, ces crustacés décapodes vivent un véritable périple comme le raconte Roul Soldaat, qui en assure l'importation chez nous. « Les petits calibres qui se vendent très bien ici sont de deux provenances. Les crevettes

grises sont pêchées en mer du Nord, cuites en quelques minutes dans de l'eau de mer sur le chalutier, débarquées sur les côtes hollandaises, puis chargées dans des camions frigorifiques qui les emportent jusqu'au Maroc. C'est là, dans notre unité de production de Tanger que des femmes les décortiquent minutieusement à la main, faisant ainsi perdre à chaque crevette les deux tiers de son poids initial ». Les crustacés décortiqués sont congelés puis réexpédiés en Hollande où ils seront cette fois-ci décongelés et conditionnés en barquettes.

Quant aux crevettes roses, elles sont d'une tout autre origine. Elles proviennent des fermes aquacoles de l'Asie du Sud-Est (un tiers de crevettes vendues dans le monde sont issues de la crevetticulture) et sont décortiquées sans avoir été cuites préalablement. Congelées par blocs de 2 kilos, elles sont expédiées aux Pays-Bas,

# GASTRONOMIE

Publicités

### PARIS 1<sup>er</sup>

## L'Epi d'Or

Un des derniers bistros des Halles  
Cadre authentique, Cuisine du terroir  
Menu 105 F - Carte 220 F environ  
25 rue J-J Rousseau 1er - 01 42 36 38 12

## Le Père Claude

RESTAURANT

01.47.34.03.05 Fax: 01.40.56.97.84  
51, Av. de la Motte Piquet 75015 PARIS  
Ouvert tous les jours de l'année

### PARIS 5<sup>e</sup>

## TOUTOUNE

Un décor ensoleillé, tout le charme de la Provence... "Simple avec des produits frais et raisonnables" JC Ribaut.  
Chef de cuisine : Christophe DARNEY  
Menu 138 F au déjeuner en semaine  
Carte menu à 188 F avec la souprière de Saison d'office (198 F le dimanche)  
5, rue de Pontoise - Tél. 01.43.26.56.81

### PARIS 6<sup>e</sup>

## La Chope d'Alsace

Repas d'affaires  
Menu 169 F  
4, Carrefour de l'Odéon PARIS 6<sup>e</sup>  
Rés : 01 43 26 67 76  
Ouvert jusqu'à 2 h du matin  
Parking rue de l'Ecole de Médecine

### PARIS 7<sup>e</sup>

## Choumieux

SPECIALITE DE CASSOULET et CONFIT DE CANARD  
Tous les jours jusqu'à minuit.  
Dimanche service continu de 12 h. à minuit.  
Banquet de 10 à 110 pers. Salons climatisés.  
79, rue St-Dominique (7<sup>e</sup>) Tél. 0147.05.48.75

### PARIS 7<sup>e</sup>

## LE BOURBON

"Ses confits, magrets, poissons marinés, carpaccio, poissons fumés..."  
Menu 164 F, Menu Gastro 189 F et Carte 1 place du Palais Bourbon.  
Tél. : 01.45.51.58.27 - Jusqu'à 23h30

### PARIS 9<sup>e</sup>

## TY COZ

01.48.78.42.95 / 34.61.35, rue St Georges  
PLATEAU de FRUITS de MER 195 F  
POISSONS - CRUSTACES  
Menu de la "Mer" le soir : 170 F  
F/dim., lundi soir - Climatisé

### PARIS 14<sup>e</sup>

## Bistrot Montsouris

Une bonne table dans un cadre chaleureux  
"La Carte s'est gentiment encanaillée" JC Ribaut.  
Œufs en meurette, terrine de queue de bœuf, tête de veau ravigote, morue poêlée, huîtres (en direct).  
Suggestion du marché à l'ardoise. Formule 108 F. Carte 200 F  
27, av. Rellie - 01.45.89.17.05 - Fermé Dim./Lundi

### PARIS 14<sup>e</sup>

## LA CREOLE

Ouvert tous les jours - 01.43.20.62.12  
Spécialités des îles, dans une luxuriance de verdure et de sourires. Le rendez-vous du show-bizz, des arts et des lettres. L'un des plus anciens restaurants antillais de la capitale. Carte 220 F env.  
122, boulevard du Montparnasse

### 77 SEINE ET MARNE

## LA MARE AU DIABLE

le restaurant romantique de George Sand  
Un havre de paix, dans un cadre de verdure de 17 ha, pour déjeuner ou dîner sur une terrasse fleurie, au milieu d'un concert de chants d'oiseaux. Cuisine très fine de Frédéric Cornillou. Menu d'affaires à 215 F vin et café compris. Superbes menus découverts à 285 F. Salons pour réceptions, mariages, communiions, baptêmes...  
(35 km de Paris) Accès direct autoroute A5a, sortie 12 - RN 6 - 77550 Metun Sénart  
01.64.10.20.90 - Séminaires. Hélicoptère

## Les Frères Blancs

RESTAURATEURS A PARIS

### En septembre, "Menu Etoilé" par Michel Lorain

228 F

"Entrée" 34,76 €  
**Foie gras de canard pressé aux cèpes**  
gelée au parfum de Livèche

"Plat"  
**Tronçon de turbot laqué aux petits gris**  
oignons glacés et champignons des bois

"Dessert"  
**Figues rôties au jasmin**  
glace au pain d'épices grillé

L'ALSACE 39, Champs-Élysées - 01 53 93 97 00  
CHARLOT 12, place de Clichy - 01 53 20 48 00  
LA LORRAINE 2, place des Ternes - 01 42 27 80 04  
LE PETIT ZINC 11, rue Saint Benoît - 01 42 61 20 60  
LE GRAND CAFE 4, bd des Capucines - 01 43 12 19 00  
LA FERMETTE MARBEUF 5, rue Marbeuf - 01 53 23 08 00  
AU PIED DE COCHON 6, rue Coquillière - 01 40 13 77 00  
LE PROCOPE 13, rue de l'Ancienne Comédie - 01 40 46 79 00

# Retrouvez chaque semaine la rubrique "GASTRONOMIE", renseignements : 01.42.17.39.40 - Fax : 01.42.17.39.25





# Meshell Ndegeocello, « comme l'oiseau »

La chanteuse américaine, qui a choisi de s'appeler « libre », publie son troisième album

**LOS ANGELES**  
correspondance

« Noire et consciente... » : ainsi s'est définie Meshell Ndegeocello, qui chante son homosexualité et ses rébellions avec une voix et un talent si singuliers qu'elle a d'emblée été accueillie comme un phénomène de la chanson américaine. Aujourd'hui, à trente ans, la bassiste, parolière et interprète noire publie *Bitter*, un troisième album qui se démarque du deuxième, *Peace Beyond Passion*, et plus encore du premier, le très remarqué *Plantation Lullabies*, qui lui valut plusieurs nominations aux Grammys en 1994.

De passage à Los Angeles, où elle enregistrait son apparition au fameux talk-show du soir de Jay Leno, l'artiste se livre à une rare interview, exercice qu'elle redoute. Mais elle répond avec une éloquence et une franchise très personnelles, semblant toujours plus pressée de débattre de politique, de sa communauté ou des grands problèmes mondiaux que de vendre sa musique. Née Michelle Johnson, elle a choisi le patronyme de Ndegeocello à l'âge de seize ans, d'après un mot qui veut dire « libre comme l'oiseau » en langue swahili.

« L'évolution de mon dernier album vient du temps, de mes expériences et des musiciens qui m'influencent », explique Meshell, de sa voix grave et mélodieuse. Je voulais faire quelque chose d'autre, et ne pas enregistrer presque tous les instruments moi-même, comme dans

*Plantation. Bitter a un son d'orchestre car j'ai travaillé avec d'autres musiciens, rien n'a changé sur le plan émotionnel, mais mon approche de la voix est différente. »* Dans cet album produit par Craig Street, on retrouve Wendy Melvoin et Lisa Coleman (qui ont accompagné Prince) aux guitares et claviers.

Dans *Plantation Lullabies*, Meshell rappait merveilleusement et on regrette presque qu'elle revienne au chant dans *Bitter*, plus proche d'un blues méditatif à la Nina Simone. « Je ne suis pas une rappeuse, c'est certain, dit-elle. Disons que j'épouse la tradition des mots parlés en rythme, mais j'évolue. Dans *Bitter*, j'ai voulu m'exprimer autrement. »

## MÉLANGE DES GENRES

Quand elle a commencé à se faire remarquer dans les clubs new-yorkais au début des années 90, les maisons de disques ont aligné leurs offres, et Meshell a accordé sa préférence au label de Madonna, Maverick Records, « parce qu'ils se lançaient, j'étais une des premiers artistes qu'ils signaient ». Le nom du label veut dire « récalcitrant » ou « non conformiste », une idée faite pour plaire à la rebelle Meshell, laquelle précise que la pop star ne gère pas son entreprise au quotidien mais que « sa présence se fait sentir ». Ndegeocello convient que son parcours musical n'a jamais été calibré en fonction des demandes ou tendances du marché, ce qui peut représenter un problème pour sa maison de disques.



Meshell Ndegeocello : « Je tombe amoureuse de gens qui sont politiques. »

Elle donne, spontanément, dans le mélange des genres, et choisit de qualifier ses compositions de « musique d'amour ». Dans *Bitter*, elle s'éloigne de ses premiers textes au contenu pessimiste, où elle citait *L'Éclésiaste* et se lançait dans des méditations sur le racisme, et revient à des ballades romantiques, fussent-elles amères, comme la chanson titre de l'album. Mais les émotions introspectives de Meshell ignorent la mièvrerie et la ramènent toujours aux mêmes idées fixes. « Je tombe amoureuse de gens qui sont politiques. Je déconstruis tout, ce que veut dire le mot funk, le mot noir... Est-ce mon vécu, est-ce la couleur de ma peau, ou juste l'héritage américain du racisme et de l'esclavage ? Je suis certaine qu'en Afrique leur idée de la négritude est différente de la nôtre. Ma petite amie est aussi juive que noire. Et moi, je suis noire et musulmane, même si je n'approuve pas forcée-

ment l'attitude des talibans, ou la façon dont l'Islam traite les femmes. Je ne peux vraiment pas percevoir le monde en noir et blanc. »

« C'est quoi d'ailleurs, la qualité de la vie ? ajoute Meshell. Pourquoi est-ce que ça coûte plus cher d'acheter des produits organiques que de la nourriture bourrée de produits chimiques ? Voilà les questions qui m'obsèdent. Et comprendre le monde m'intéresse plus qu'être numéro un au hit-parade. »

Elle qui a commencé par s'adonner à la sculpture avant d'opter pour la musique cite aussi facilement l'artiste-vidéo Bill Viola que Prince, Miles Davis ou Herbie Hancock. Et son prochain album, promet-elle, sera « une collaboration, du jazz, absolument... »

Claudine Mulard

★ *Bitter*, 1 CD Maverick Records, distribué par Warner.

## A Toulouse, Piano aux Jacobins associe vétérans et artistes à découvrir

LE FESTIVAL Piano aux Jacobins fête sa vingtième édition, du 7 au 24 septembre, dans le cloître toulousain qui lui a donné son nom. Fondé par deux amoureux du piano - Catherine d'Argoubet et Paul Arnaud Péjouan -, ce festival s'est immédiatement ingénié à associer gloires reconnues et artistes à découvrir : des jeunes bien sûr, à qui il faut donner leur chance d'être entendu dans les mêmes conditions que leurs collègues célèbres, et des anciens, parfois sur le pont depuis des décennies, mais méconnus du public français.

La réussite est venue tout de suite, malgré quelques « erreurs » de programmation qui n'en sont pas réellement : il est des artistes qu'il faut faire entendre au public ne serait-ce que pour qu'il se rende compte par lui-même du talent réel de certaines gloires discographiques. Allant un peu plus loin, Piano aux Jacobins s'est offert, depuis dix ans, le luxe de confier chaque année à un plasticien le soin de dessiner l'affiche du festival, l'illustration de son programme et d'organiser une exposition. A Claude Viallat, Georges Rousse, Damien Cabannes, Shirley Jaffe, succède Vincent Biouès pour l'édition 1999. Les amateurs pourront

donc voir une exposition de cette personnalité majeure du mouvement Supports-Surfaces, dans la salle capitulaire du cloître.

Piano aux Jacobins, comme le Festival de La Roque-d'Anthéron - né un an après -, a eu une grande importance dans la lutte contre les idées reçues qui envahissaient la vie musicale à la fin des années 70. Imaginées et dirigées par des amateurs au sens noble du terme, ces deux manifestations ne se sont pas embarrassées du discours dominant, des diktats qui allaient avec.

## À LA RECHERCHE DE L'ÉMOTION

On pourrait résumer ces diktats à quelques sanctions beaucoup lues à l'époque : les jeunes jouent tous de la même façon, ils sont hantés par un souci de perfection technique provoqué par le disque, la technique pianistique a fait des progrès, le public ne supporterait plus les fausses notes des anciens, les transcriptions sont d'un mauvais goût insupportable, etc. Se fiant à leur seule envie d'entendre et de faire entendre, Catherine d'Argoubet et Paul Arnaud Péjouan ont su faire partager leurs admirations, leurs attentes à un public dont on sait qu'il cherche depuis toujours l'émotion quand il va

au concert. Quand elle n'est pas au rendez-vous, il finit par désertier.

En vingt ans, le visage mondial du piano a été bouleversé. Des artistes sont morts, d'autres, hier célèbres, ont disparu des salles bien qu'ils soient vivants, d'autres sont apparus qui témoignent d'une individualité de ton réjouissante que personne ne songe à leur reprocher... puisqu'il est entendu que plus personne non plus ne songe à dire qu'ils jouent tous de la même façon. Des jeunes Olli Mustonen (le 9 septembre) à Hélène Grimaud (le 23), de Leif Ove Andsnes (le 18) à Piotr Anderszewski (le 21), des vétérans Alain Planès (le 10), à Elisabeth Leonskaja (le 24), de Murray Perahia (le 13), à la Halle aux grains, à Paul Badura Skoda (qui devait ouvrir le festival le 7), sont là rassemblés les ingrédients d'une recette dont ce festival ne s'est jamais éloigné.

Alain Lompech

★ Piano aux Jacobins, récitals au cloître des Jacobins à 20 h 30, de 60 à 180 F (sauf le 13 à la Halle aux grains, 60 à 220 F). Réservations : 05-61-22-40-05.

## CORRESPONDANCE

### Une lettre de l'Adami

A la suite de notre article intitulé « La gestion des droits des artistes par l'Adami est à nouveau mise en cause » (Le Monde du 11 août), nous avons reçu de Pierre Santini, président de l'Adami, et de Jean-Claude Walter, directeur général général, la mise au point suivante :

Une fois de plus, il est fait état dans la presse des propos visant à discréditer l'Adami tenus par le président de l'association Protection des ayants droit, qui, faut-il le rappeler, ne représente qu'une in-

fime minorité d'artistes. La procédure par laquelle M. Jean-Claude Walter a été nommé directeur général général de l'Adami s'est inscrite dans le respect des dispositions statutaires, cette nomination ayant été formellement approuvée par le conseil d'administration du 31 mai 1999 qui avait au préalable mis fin au mandat du précédent gérant.

Par ailleurs, dès sa nomination, et ainsi qu'il l'a confirmé lors de l'assemblée générale du 14 juin,

M. Walter a démissionné de la présidence du Festival off d'Avignon, alors qu'il n'y était pas tenu juridiquement. L'enregistrement de cette démission auprès de la préfecture a été effectué dans les délais légaux.

Concernant les règles appliquées pour le reversement aux artistes interprètes des rémunérations perçues par l'Adami, elles sont décidées par le conseil d'administration, validées en assemblée générale et soumises au ministère de la culture. Aucune de ces règles n'a fait l'objet d'une quelconque contestation. Ainsi, les rémunérations réparties entre 1997 et 1998 entre les artistes du doublage correspondant à la part fixée par le conseil d'administration revenant à ces catégories d'interprètes sur les rémunérations perçues au titre de la copie privée audiovisuelle de 1987 à 1993. La mise en répartition de ces sommes n'est en aucun cas contradictoire avec les dispositions de la loi du 27 mars 1997, relative au délai de prescription des rémunérations et à l'affectation à l'action artistique des sommes ainsi prescrites. Le texte précise bien que ces dispositions concernent les rémunérations individuelles issues de la mise en répartition des sommes perçues. Les dispositions de la loi de 1997 ne s'appliquent donc pas aux sommes en attente de répartition. D'autre part, l'assertion selon laquelle les rémunérations seraient

affectées sur la base de déclarations sur l'honneur signées par les artistes est totalement fantaisiste. En effet, afin de percevoir les rémunérations leur revenant individuellement, les artistes de doublage doivent présenter les bulletins de salaire justifiant de leur participation aux films ou fictions dont ils se déclarent interprètes.

Concernant les intérêts produits par les placements sur le marché monétaire des rémunérations en attente de répartition, nous ne voyons pas en quoi la décision du conseil d'administration de faire bénéficier les artistes de ces sommes serait contestable.

Enfin, en totale conformité avec la position du ministère de la culture, l'utilisation des sommes non répartissables de la rémunération équitable n'étant pas prévue par la loi du 27 mars 1997, il en découle que les sociétés de perception sont libres de l'emploi de ces sommes.

A un moment où les droits des artistes interprètes sont menacés par les conséquences des évolutions technologiques, les actions de quelques individus, regroupés ou non dans des associations d'ayants droit, n'ont d'autre effet que de fragiliser et diviser les artistes, alors qu'un nouveau conseil d'administration, un nouveau président et un nouveau directeur général s'engagent sur la voie d'une gestion le plus transparente et le plus efficace possible.

## LE 8 SEPTEMBRE

un chef-d'œuvre de compagnon...  
plaisir des yeux, joie d'apprendre,  
le film est hautement recommandable.

PREMIÈRE

HUMBERT BALSAN présente

# REMBRANDT

Un film de CHARLES MATTON

KLAUS MARIA BRANDAUER  
ROMANE BOHRINGER  
JEAN ROCHEFORT  
JOHANNA TER STEEGE  
JEAN-PHILIPPE ECOFFEY  
RICHARD BOHRINGER  
et CAROLINE SIHOL

Scénario Sylvie MATTON - Dialogues Charles MATTON - Décors Philippe CHIFFRE  
Montage François GEDIGIER - Création Costumes Eve-Marie ARNAULT  
Directeur de la Photographie Pierre DUPOUEY - Musique Nicolas MATTON  
Son Bernard BATS - Patrice GRISOLET - Dominique HENNEQUIN  
Coproducteurs Vibeke WINDELÖV - Pater van VOGELPOEL - Erik SCHUT  
Réalisé par Charles MATTON - Produit par Humbert BALSAN  
Producteur associé Christopher GRANIER-DEFERRE  
Une coproduction Ognon Pictures-France 2 Cinéma / Pain Unlimited  
Filmstiftung Nordrhein-Westfalen - WDR / Argus Film Produktie  
Tros Television - Cobo Fund - avec la participation de Canal+ - du C N C  
Cofimages 10- Gimages 2- Procrep - Dutch Film Fund

www.rembrandt-lefilm.com

LA BANDE SON  
Musique originale du film composée par Nicolas Matton sur CD

PYRAMIDE DISTRIBUTION  
Bande originale du film en écoute à la FNAC

Le mercredi 8 septembre la séance de 20h30 sera suivie d'un débat en présence de l'équipe du film au cinéma L'ARLEQUIN : 76, rue de Rennes 75006 Paris

**1<sup>er</sup> Prix Lucien Barrière**  
"De l'écrit... à l'écran et à la scène"

décerné par le jury présidé par Jean-Loup Dabadie :  
Jean-Marie Besset, Jean-Michel Boris, Michel Drucker, Blandine Harmelin, Pascal Légitimus, Claude Lemesle, Jean-Michel Ribes, Smaïn

**THEATRE LE RANELAGH**  
LOC. 01 42 88 64 44

Compagnie Les mots-dits

## Fragment d'Alex \*

\* extrait de "Ma Solange, comment l'écrire mon désastre, Alex Roux"

de Noëlle Renaude mise en scène Philippe Calvario

Jusqu'au 26 septembre

# Un « Macbeth » sans reproche mais sans accroche

A Edimbourg, Luc Bondy ouvre l'imaginaire avec un « Macbeth » dirigé par Richard Armstrong

**MACBETH**, de Giuseppe Verdi, avec Richard Zeller (Macbeth), Carsten Stabell (Banquo), Kathleen Broderick (Lady Macbeth), Marco Berti (Macduff), Chœur et Orchestre de l'Opéra d'Écosse, Richard Armstrong (direction), Luc Bondy (mise en scène), Rolf Glittenberg (décors), Rudy Samboungi (costumes), Lucinda Childs (chorégraphie), Dominique Bruguère (lumière), THÉÂTRE DU FESTIVAL D'EDIMBOURG (SCOTTISH OPERA), le 4 septembre. [www.eif.co.uk/](http://www.eif.co.uk/) Reprise aux Wiener Festwochen en mai 2000. Tél. : 00-43-1-589-220. [www.festwochen.or.at/](http://www.festwochen.or.at/)

## EDIMBOURG

de notre envoyé spécial  
C'est une particularité de cette fin de siècle : on se déplace volontiers à l'opéra pour une mise en scène plutôt que pour une distribution. Soyons honnêtes : ce ne sont pas les noms de Richard Zeller, Carsten Stabell et Kathleen Broderick qui nous ont attiré en ce cas, mais bien celui de Luc Bondy, metteur en scène n'ayant pas pour habitude de traiter par-dessous la jambe les spectacles lyriques qu'il met en scène, une activité régulière au sein d'une carrière majoritairement au théâtre. Ce *Macbeth* terminait la saison 1999 du Festival d'Edimbourg et sera repris, en mai 2000, dans le cadre du Festival de Vienne (Autriche), dont Bondy est le directeur artistique.

La première impression, visuelle, est décevante : encore une conque semi-circulaire, certes favorable au son, mais comme on en a peut-être trop vu cet été (dans *La Belle Hélène* à Aix-en-Provence, dans *Les Boréades* à Salzbourg...), gamie de corniches et de galeries ; encore ces

teintes sinistres ; encore cette dé-cantation qu'il semble bon d'appliquer à toute chose lyrique de nos jours, quels que soient le sujet ou l'époque. La deuxième impression, auditive, n'est pas vraiment meilleure : des voix sans reproche mais sans accroche. Ainsi que la plupart des chanteuses actuelles chantant Lady Macbeth, Kathleen Broderick a la voix qui bouge et savonne les vocalises et se tire tout juste des aigus, notamment du ré bémol de sa scène de somnambulisme – plus au bord de la voix qu'au fil de la voix, ainsi que le demande Verdi. Le *Macbeth* de Richard Zeller a cette particularité d'être irréprochable mais de ne jamais marquer. Il n'est pas en dehors du rôle, la voix passe bien, mais son interprétation vocale et dramatique semble comme une superposition transparente à ce qu'est supposé être *Macbeth* plutôt qu'une véritable incarnation du personnage. Le reste de la distribution ne pose pas le moindre problème mais, quelques heures après le spectacle, laisse une étrange impression de vide. On en dira autant de la direction sans problèmes et sans génie du chef d'orchestre britannique Richard Armstrong, habile ordonnateur, aux commandes d'un orchestre dont les cordes sont banales mais les vents de grande qualité.

## GRAND GUIGNOL

Et, pourtant, ce spectacle est beau. On a dit d'emblée la retenue des décors, la simplicité de ce qui est donné à voir. Cette décision semble avoir été prise afin de mettre en avant le jeu et ses fantaisies. A cet égard, le traitement des scènes de sorcellerie sort du symbolisme pour initiés dans lequel la plupart des metteurs en scène se complaisent, par peur d'en faire trop. Bondy, lui, en fait consciencieusement trop. Ces jeunes femmes girondes et pas-



Kathleen Broderick, remarquablement dirigée dans « Macbeth ».

sablement excitées lèvent la jambe au premier acte et... des filets de viande humaine au troisième. Le dépeçage, l'éviscération frénétiques d'un cadavre sur un brancard de morgue saisit un peu mais fait surtout rire. Bondy fait du grand guignol et il a raison : ce contraste outré ne rend que plus fortes encore les scènes dramatiques.

Kathleen Broderick, remarquablement dirigée par le metteur en scène, est parvenue à composer une scène d'hallucination sans prendre les traits d'une folle aux allures de lit défait. Une partie de son récit somnambulique est jouée assis, en tailleur. Et cette folie concentrée, comme renvoyée sur elle-même par

la paroi où semblent se cogner les conflits, ramper les esprits malins et surgir les fantômes, convainc davantage que ces errances échevelées et hagardes qu'on connaît trop. On aura aimé aussi cette béance au centre du plateau, effondrement du sol, où se tient le lit, se cachent les armes, s'entassent les cadavres. On prend souvent l'économie d'un décor unique et multiusage pour une ascèse exigeante alors qu'il est, pour beaucoup de metteurs en scène, un lieu commun facile et commode. Chez Bondy, cette figure obligée dégage à l'infini les limites de l'imaginaire.

Renaud Machart

## INSTANTANÉ

### LES TALENTS TROP IGNORÉS DE LUCKY DUBE

Pourquoi un artiste de la trempe de Lucky Dube n'est-il pas encore perçu comme une star en France, alors qu'elle n'en finit pas de s'emballer pour le reggae ? Cette année encore, en juin, le reggae a rempli Bercy. Pourtant, le 6 septembre à Paris, alors qu'il vient tout juste de sortir un nouvel album (*The Way It Is*, chez Mélodie), Lucky Dube passe presque en catimini, même si le *New Morning* jouit d'un prestige certain.

Dix ans après son premier passage en France, avec la caravane « Franchement Zoulou », plateau itinérant monté pour présenter différentes facettes de la musique sud-africaine, Lucky Dube ne déplace toujours pas les grandes foules chez nous, contrairement à ce qui se passe en Allemagne ou en Hollande. On a bien failli d'ailleurs ne pas le voir par ici cette fois. La tournée européenne avait tout simplement « oublié » Paris. Une date a été rajoutée *in extremis* au calendrier, comme pour boucher un trou. Formidable chanteur, toujours époustoufflant sur scène, épaulé ce soir par huit musiciens exemplaires et trois pétillantes choristes-danseuses, Lucky Dube est sans conteste la figure la plus excitante du reggae africain. En mélangeant des rythmiques et chorégraphies zouloues aux traits du reggae jamais, il a su se trouver une identité originale et passionnante. Comme si cela ne suffisait pas à le distinguer du lot des serveurs zélés du reggae, il glisse dans sa musique quelques touches de soul music, de rock (citation de *Smoke on the Water*), ou de jazz (notamment sur *Different Colours / One People*, complètement métamorphosé sur scène par rapport à l'original, paru sur l'album *Victims*, en 1993).

Chanteur à la voix souple et douce (évoquant souvent celle de Peter Tosh), fin mélodiste, Lucky Dube est aussi un vrai guerrier. De ceux qui ne baissent jamais les armes. Hier militant contre l'apartheid, puis pour le vote des Noirs, il fustige aujourd'hui la corruption minant son pays et incarne les désillusions d'une Afrique du Sud désenchantée.

Patrick Labesse

## SORTIR

### PARIS

#### A torts et à raisons

Cette pièce de Ronald Harwood retrace l'instruction du procès de Wilhelm Furtwängler, le grand chef d'orchestre allemand qui, pour ne pas avoir choisi l'exil, a été accusé, après la seconde guerre mondiale, d'avoir cautionné par sa seule présence le régime nazi. Jouant sur l'opposition dramatique entre cet artiste et un commandant américain, l'œuvre pose la délicate question de la position de l'artiste face à l'histoire. Les deux protagonistes sont ici Michel Bouquet et Claude Brasseur, réunis pour la première fois sous la direction de Marcel Bluwal. *Théâtre Montparnasse, 31, rue de la Gaîté, Paris 14<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Edgar-Quinet. A partir du 7 septembre. Du mardi au*

*vendredi, à 21 heures ; le samedi, à 17 heures et 21 heures ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 01-43-22-77-74. Jusqu'au 31 décembre.*

#### Casa de la Trova

A force d'écouter les musiciens célébrant le son, on avait oublié que dans l'histoire de la musique cubaine il y avait aussi, entre autres, la *trova*. Née au siècle dernier à Santiago, dans l'est de l'île, cette chanson perlée de romantisme nourrit l'élan de vie des sœurs Faez, délicieuses vieilles dames au cœur léger, et du Trio Miraflores, qui reviennent pour la seconde fois à Paris (CD *Casa de la Trova/Détour-Erato ! Harmonia Mundi*). *Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Bastille. Les 7 et 8, à 20 heures. Tél. : 01-47-00-57-59. 120 F.*

(Publicité)

**SAISON 1999/2000 GRAND THÉÂTRE**

**CROISADE SANS CROIX**  
Arthur Koestler/Jean-Paul Wenzel

**PULSION**  
Franz Xaver Kroetz/André Wilms

**QUATORZE ISBAS ROUGES**  
André Platonov/Christophe Perton

**LA VIE DE GALILÉE**  
Bertolt Brecht/Jacques Lassalle

**CAFÉ**  
Edward Bond/Alain Françon

**Pour les lecteurs du Monde, jusqu'au 15/09, tarif exceptionnel sur les cartes colline : 10 spectacles 600 F - 8 spectacles 500 F**

**Théâtre National de la Colline - 01 44 62 52 52**

## GUIDE

### REPRISES CINÉMA

**Mourir à trente ans** de Romain Goupil. Français, 1982, noir et blanc (1 h 35).  
**Diagonal Europa** (ex-Europa Pantheon), Paris 5<sup>e</sup> (01-43-54-15-04).  
**Du riffi chez les hommes** de Jules Dassin, avec Jean Servais, Carl Möhner, Robert Manuel. Français, 1954, noir et blanc (1 h 56).  
**Reflet Médicis**, salle Louis-Jouvet, Paris 5<sup>e</sup> (01-43-54-42-34).

**Le Procès** d'Orson Welles, avec Anthony Perkins, Jeanne Moreau, Romy Schneider. Franco-italo-allemand, 1962, noir et blanc (2 h).  
**Reflet Médicis**, salle Louis-Jouvet, Paris 5<sup>e</sup> (01-43-54-42-34).

**Le Malin** de John Huston, avec Brad Dourif, Ned Beatty, Harry Dean Stanton. Américain, 1979 (1 h 50).  
**Reflet Médicis III**, Paris 5<sup>e</sup> (01-43-54-42-34).

**Il pleut sur Santiago** de Helvio Soto, avec Jean-Louis Trintignant, Annie Girardot, Marthe Keller. Français, 1975 (1 h 49).  
**Le Quartier Latin**, Paris 5<sup>e</sup> (01-43-26-84-65).  
**Un château en enfer** de Sydney Pollack, avec Henri Decae, Burt Lancaster, Michel Legrand. Américain, 1969 (1 h 46).  
**Brady**, 39, boulevard de Strasbourg, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Château-d'Eau. Tél. : 01-47-70-08-86.

### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

### VERNISSAGES

**Jean-Marc Bustamante** Centre national de la photographie. *Hôtel Salomon de Rothschild, 11, rue Berryer, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Étoile. Tél. : 01-53-76-12-32. De 12 heures à 19 heures. Fermé mardi. Du 8 septembre au 1<sup>er</sup> novembre. 30 F. 15 F.*

### ENTRÉES IMMÉDIATES

**Le Kiosque Théâtre** : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.  
**Fabrice Luchini dit** de Baudelaire, Céline et La Fontaine. *Théâtre de la Renaissance, 20, boulevard Saint-Martin, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Strasbourg-Saint-Denis. A partir du 7 septembre. Du mardi au samedi, à 21 heures. Tél. : 01-42-08-18-50. De 100 F à 200 F. Jusqu'au 6 novembre.*

**Le Révizor** de Nikolai Gogol, mise en scène de Jean-Louis Benoît, avec Alain Pralon, Claire Vernet, Roland Bertin, Jean Dautremay, Isabelle Gardien, Igor Tyczka, Michel Robin, Sylvia Bergé, Pierre Vial, Nathalie Nerval, Christian Blanc, Coraly Zahonero, Nicolas Lormeau, Denis Podalydès, Roger Mollien, Laurent Montel et Christian Gonon. *Comédie-Française, salle Richelieu, 2, rue de Richelieu, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Palais-Royal. Les 7, 8, 9, 12 et 13, à 20 h 30. Tél. : 01-44-58-15-15. De 30 F à 190 F.*  
**Gruppetto (mouvement I)** de Bruno Meyssat, mise en scène de Bruno Meyssat et David Moccelin, avec Gaël Baron, Sylvie Jobert, Jean-Michel Rivinoff et Marie-Lou Vrancken. *Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Du mardi*

*au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-48-13-70-00. 50 F.*  
**Quatuor vocal Kantika** Chant byzantin, chant grégorien. *Cathédrale Sainte-Croix des Arméniens, 6, rue Charlot, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Saint-Sébastien-Froissard. Le 7, à 20 h 30. Tél. : 01-42-78-59-85. 35 F.*  
**Ivan Rechart Quintet** *Petit Opportun, 15, rue des Lavan-dières-Sainte-Opportune, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. Le 7, à 22 h 30. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.*  
**Johnny Dowd** *New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Château-d'Eau. Le 7, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.*

**Mektoub** *Limonaire, 18, cité Bergère, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Grands-Boulevards. Les 7, 14 et 21 et 28, à 22 heures. Tél. : 01-45-23-33-33. Entrée libre.*  
**Le Premier Récital** *L'Européen, 3, rue Biot, Paris 17<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Place-de-Clichy. Les 7, 8, 9, 10, 11, 14, 15, 16, 17, 18 et 21, à 20 h 30, jusqu'au 16 octobre. Tél. : 01-43-87-97-13. 150 F.*

### RÉSERVATIONS

**Massive Attack** *Palais omnisports de Paris-Bercy, Paris 12<sup>e</sup>. Le 10 septembre. Tél. : 01-44-68-44-68.*  
**Cassandra Wilson « Traveling Miles Tour »** *Casino de Paris, Paris 9<sup>e</sup>. Le 11 septembre. Tél. : 01-49-95-99-99.*  
**Virtuosos de Corée** *Cité de la musique, Paris 19<sup>e</sup>. Le 11 septembre. Tél. : 01-44-84-44-84.*  
**Sawt El Atlas** *Le Divan du monde, Paris 9<sup>e</sup>. Le 13 septembre. Tél. : 01-44-92-77-66.*  
**Stomp** *La Cigale, Paris 18<sup>e</sup>. A partir du 14 septembre. Tél. : 01-49-25-89-99.*  
**Blur** *La Mutualité, Paris 5<sup>e</sup>. Le 15 septembre. Tél. : 01-40-46-15-71.*  
**En attendant Godot** *Théâtre de l'Odéon, Paris 6<sup>e</sup>. Du 16 septembre au 24 octobre. Tél. : 01-44-41-36-36.*

**Premier Amour** de Samuel Beckett, avec Jean-Quentin Châtelain. *Théâtre de la Bastille, Paris 11<sup>e</sup>. A partir du 16 septembre. Tél. : 01-43-57-42-14.*  
**Monsieur Amédée** d'Alain Reynaud-Fourton, avec Michel Galabru, Bernadette Lafont. *Comédia-Théâtre (ex-Eldorado), Paris 10<sup>e</sup>. A partir du 17 septembre. Tél. : 01-42-38-22-22.*

### DERNIERS JOURS

**18 septembre :**  
**La Collection de la Fondation Coprim** *Fondation Coprim, 46, rue de Sévigné, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Saint-Paul. Tél. : 01-44-78-60-00. De 10 heures à 18 heures ; samedi de 12 heures à 18 heures. Fermé dimanche. Entrée libre.*  
**Riken Yamamoto** *Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournon, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Mabillon. Tél. : 01-46-33-90-36. De 12 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Entrée libre.*  
**En attendant Grouchy** de Roland Dubillard, mise en scène de Dominique Lurcel, avec Gil Boursseau et Bruno Cochet. *Théâtre Hébertot (Petit), 78 bis, boulevard des Batignolles, Paris 17<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Villiers. Du jeudi au samedi, à 20 h 30. Tél. : 01-44-70-06-69. Durée : 1 h 20. 70 F et 100 F.*

**PRIX DE LA CRITIQUE INTERNATIONALE**

Selection Officielle CANNES 1999

**“Une entrée remarquable dans le cinéma français.”**  
Le Monde

★★★ PREMIERE

Love Streams production & Habitat 67 present

**SAMUEL LE BIHAN MARCIAL DI FONZO BO**

**peau neuve**  
un film de EMILIE DELEUZE

SAMUEL LE BIHAN • MARCIAL DI FONZO BO • CATHERINE VINATIER • FABIEN LUCCARINI • CLAIRE NEBOÛT • GRANDIÈRE D'BOUR • STANISLAS TARCHALIA  
Scénario EMILIE DELEUZE, LAURENT BAYOT, GUY LABRENT • Réalisé par EMILIE DELEUZE • Image ANTOINE HEURELLE • Montage FABRICE ROUQUO • Son PHILIPPE BOCHARD • Musique JEAN-PIERRE LAFORTE • Costumier PHILIPPE MARTIN  
Décors JIMMY MONTENASTRE • Maquillage ANNE COCHET • 1<sup>er</sup> assistant réalisateur LAURENT BENOÛT • 2<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 3<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 4<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 5<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 6<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 7<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 8<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 9<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 10<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 11<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 12<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 13<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 14<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 15<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 16<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 17<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 18<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 19<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 20<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 21<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 22<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 23<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 24<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 25<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 26<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 27<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 28<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 29<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 30<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 31<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 32<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 33<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 34<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 35<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 36<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 37<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 38<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 39<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 40<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 41<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 42<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 43<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 44<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 45<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 46<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 47<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 48<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 49<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 50<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 51<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 52<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 53<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 54<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 55<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 56<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 57<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 58<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 59<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 60<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 61<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 62<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 63<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 64<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 65<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 66<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 67<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 68<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 69<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 70<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 71<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 72<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 73<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 74<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 75<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 76<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 77<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 78<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 79<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 80<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 81<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 82<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 83<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 84<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 85<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 86<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 87<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 88<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 89<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 90<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 91<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 92<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 93<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 94<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 95<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 96<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 97<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 98<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 99<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET • 100<sup>e</sup> assistant réalisateur ANNE COCHET

Le Monde LE 8 SEPTEMBRE

Rencontre avec l'équipe du film le mercredi 8 septembre Fnac Saint-Lazare à 18 heures

France Culture





RADIO - TÉLÉVISION

MARDI 7 SEPTEMBRE

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 21.25 Martin Luther King, «J'ai fait un rêve». Forum Planète
- 23.20 Cigare, la cape et ses volutes. Forum Planète

MAGAZINES

- 18.30 Nulle part ailleurs. Invités: Romane Bohringer; Antonia Byott. Canal +
  - 19.00 Archimède. Les Scythes, cavaliers nomades d'Eurasie. Le détecteur de mensonges. Sur la piste des loups. Arte
  - 20.55 Pourquoi ça marche. Bien réussir sa rentrée. M 6
  - 21.00 Le Gai Savoir. Daniel Cohn-Bendit. Paris Première
  - 21.05 Temps présent. Tête de Turcs à Schwyz. TV 5
  - 22.30 Sud. Invité: Jean-Louis Prat. TMC
  - 22.45 Le Droit de savoir. Vacances: tous les coûts sont permis. TF 1
  - 23.45 Questions d'identité. Le Limousin, c'est l'Amérique! Sentimental camping. Devoirs de vacances. France 3
  - 0.20 Capital. Les hypermarchés sont-ils trop puissants? M 6
- DOCUMENTAIRES**
- 19.25 Cézanne. Odyssee
  - 20.15 360°. Le reportage GEO. L'erreur est humaine. [2/4]. Chronologie d'un désastre. Arte

- 20.30 Les Chevaliers. Robert Guiscard, terreur du monde. Planète
- 20.30 Un chapiteau en piste. Odyssee
- 20.40 Thema. Picasso. Arte
- 20.45 Benazir Bhutto, sur le fil du rasoir. Histoire
- 20.45 Paolo Véronèse. Entre art et Inquisition. Mezzo
- 21.25 Jan Palach, mourir pour la liberté. Planète
- 21.45 Roland Barthes. [1/4]. Histoire
- 22.15 Au cœur des tribus. Odyssee
- 22.20 Le Paris des faucons. Planète
- 22.55 Le Fracas des ailes. [1/13]. Planète
- 23.35 Terre François Joseph. Au cœur de l'Arctique mystérieux. Odyssee
- 23.45 Lonely Planet. Moyen-Orient: Syrie, Jordanie et Liban. Planète

SPORTS EN DIRECT

- 19.45 Volley-ball. Eurolique: France - Pays-Bas. Pathé Sport
- 20.00 Athlétisme. Golden League: Meeting de Berlin. Canal + vert
- 21.00 et 2.30 Tennis. US Open. Eurosport

MUSIQUE

- 19.30 Beethoven. Sonates pour violoncelle et piano n° 2 et 4. Avec Hüseyin Sermet, piano; Xavier Phillips, violoncelle. Mezzo
- 21.00 Mahler. Symphonie n° 3 en ré mineur. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. B. Haitink. Muzzik

- 21.45 Musique pour San Rocco. Par le Gabrieli Consort, dir. Paul McCreesh. Mezzo
- 22.45 Xerxès. Par l'Orchestre de l'Opéra national, dir. Charles Mackerras. Mezzo

TÉLÉFILMS

- 20.30 Le Cri coupé. Miguel Courtois. Festival
- 20.40 Casper, l'apprenti fantôme. Canal +
- 20.55 Le Destin des Steenfort. Jean-Daniel Verhaeghe [3/3]. France 2
- 22.40 Les Gens d'à côté. Tom Hunter. O.
- 22.45 Caméra sur cour. John McPherson. O.

SÉRIES

- 20.50 Code Quantum. L'ouragan. L'ombre du passé. Série Club
- 22.10 Friends. Celui qui rêvait de la princesse Leia (v.o.). Canal Jimmy
- 22.15 De la Terre à la Lune. [12/12] Le voyage dans la Lune. O.
- 22.40 Les Soprano. Egarment. Canal Jimmy
- 0.45 New York Undercover. Espions et trafiquants. 13<sup>ème</sup> RUE
- 1.00 Star Trek, la nouvelle génération. [2/2]. Toutes les bonnes choses (v.o.). Canal Jimmy
- 1.50 Star Trek, Deep Space Nine. [1/2]. La quête (v.o.). Canal Jimmy
- 2.35 Father Ted. Terreur dans le ciel (v.o.). Canal Jimmy

FILMS

- 19.50 Les Aristochats. Wolfgang Reitherman (EU, animation 1970, 75 min) O. Disney Channel
- 20.30 L'Esclave libre. Raoul Walsh (Etats-Unis, 1957, 125 min) O. Ciné Cinémas 1
- 20.30 Délivrance. John Boorman (Etats-Unis, 1972, 105 min) O. Ciné Cinémas 2
- 21.00 La Gloire de mon père. Yves Robert (France, 1990, 110 min) O. Cinéstar 2
- 21.00 Descente aux enfers. Francis Girod (France, 1986, 90 min) O. Ciné Cinémas 3
- 21.20 Razzia sur la chnouf. Henri Decoin (France, 1954, N., 110 min) O. Cinétoile
- 22.30 Ran. Akira Kurosawa (France - Japon, 1985, 160 min) O. Paris Première
- 22.30 Magnum Force. Ted Post (Etats-Unis, 1973, 125 min) O. RTL 9
- 22.35 A la poursuite du diamant vert. Robert Zemeckis (Etats-Unis, 1984, v.o., 105 min) O. Ciné Cinémas 1
- 22.50 Une nouvelle vie. Olivier Assayas (France, 1993, 90 min) O. Cinéstar 2
- 23.10 Tirez sur le pianiste. François Truffaut (France, 1960, N., 80 min) O. Cinétoile
- 23.40 L'Impossible Monsieur Bébé. Howard Hawks (EU, 1938, N., v.o., 100 min) O. Ciné Classics

PROGRAMMES

TF 1

- 18.25 Excluser.
- 19.05 Le Bigdil, Clic et net.
- 20.00 Journal. Le Résultat des courses.
- 20.42 Boom, Météo.
- 20.50 Esprits rebelles. Film. John N. Smith. O.
- 22.45 Le Droit de savoir. Vacances: tous les coûts sont permis.
- 0.05 Les Rendez-vous de l'entreprise.
- 0.30 TF1 nuit, Météo.
- 0.45 Reportages. L'école des bébés samourais.

FRANCE 2

- 17.25 et 22.35 Un livre, des livres.
- 17.30 La Vie de famille. O.
- 17.55 Le Prince de Bel-Air. O.
- 18.25 Hartley, cœurs à vif. O.
- 19.20 1000 enfants vers l'an 2000.
- 19.25 Qui est qui.
- 20.00 Journal, Météo.
- 20.55 Le Destin des Steenfort. Téléfilm. J.-D. Verhaeghe [3/3]. O.
- 22.35 Un livre, des livres.
- 22.40 Les Gens d'à côté. Téléfilm. Tom Hunter. O.
- 0.15 Journal, Météo.
- 0.35 La Carrière d'une femme de chambre. Film. Dino Risi (v.o.). O.

FRANCE 3

- 18.12 Comment ça va aujourd'hui?
- 18.20 Questions pour un champion.
- 18.50 Un livre, un jour.
- 18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
- 20.05 Fa Si La.
- 20.35 Tout le sport.
- 20.55 La Carte aux trésors. Hautes-Pyrénées: le pays de Bigorre.
- 23.10 Météo, Soir 3.
- 23.45 Questions d'identité.

CANAL +

- En clair jusqu'à 20.40
- 18.15 Flash infos.
- 18.20 Nulle part ailleurs.
- 19.00 Le Journal du sport.
- 20.30 Le Journal du cinéma.
- 20.40 Casper, l'apprenti fantôme. Téléfilm. Sean McNamara. O.
- 22.15 De la Terre à la Lune.
- 23.10 Athlétisme.

TELEVISION

ARTE

20.45 Thema Picasso  
Cinq heures avec l'artiste qui révolutionna la peinture avec, en plat de résistance, *Treize Journées dans la vie de Pablo Picasso*, un documentaire épataant en trois parties qui retrace quatre-vingt-douze années bien remplies dans un siècle des plus riches et, en dessert, la diffusion, à 23.50, du film mythique réalisé en 1955 par Henri-Georges Clouzot, *Le Mystère Picasso*, avec une musique de Georges Auric.

PARIS PREMIÈRE

22.30 Ran ■■■  
Librement inspiré de Shakespeare, Kurosawa signe avec *Ran* un chef-d'œuvre sur la folie destructrice des hommes. Chronique de l'histoire japonaise, cette tragédie amère met en scène les intrigues familiales se nouant autour d'une succession royale sur fond de guerre de clans. *Ran* signifie « chaos », un chaos dans lequel le cinéaste laisse percer une fragile lueur d'espoir.

FRANCE 2

0.35 La Carrière d'une femme de chambre ■■■  
En 1935, une femme de chambre d'un palace vénitien part pour Rome, décidée à faire du cinéma. Après diverses mésaventures, elle devient la maîtresse de Mussolini, qui lui ouvre la porte des studios de Cinecittà. A travers l'histoire d'une fille arriviste prise au mirage du cinéma dit des « téléphones blancs », Dino Risi réalise une caricature du fascisme. En v.o.



23.50 Le Mystère Picasso ■■■ Henri-Georges Clouzot. Avec Picasso (France, 1956, 80 min) O. Arte  
0.35 La Carrière d'une femme de chambre ■■■ Dino Risi (Italie, 1976, v.o., 115 min) O. France 2

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 21.25 Russie, à la recherche d'une identité. Avec Vitaly Dymarski; Gilles Favarel; Pierre Lorrain; Alexandre Melnik; Denis Paillard. Forum Planète
- 23.30 Qui a peur d'Hollywood? Invités: Yves Boisset; Anne d'Ornano; André Halimi; Elie Chouraqui. Forum Planète

MAGAZINES

- 13.05 Temps présent. Tête de Turcs à Schwyz. TV 5
- 13.50 La Cinquième rencontre... Les Français: Les Femmes et le football. La Cinquième
- 15.20 Planète animal. Jungles et forêts [3/3]. TMC
- 18.00 Stars en stock. Jean Simmons. Charlton Heston. Paris Première
- 18.30 Nulle part ailleurs. Amélie Notherm; Yves Simon; Robin Williams; Elie Semoun. Canal +
- 19.00 Courts particuliers. Karim Dridi. Paris Première
- 20.10 Droit de cité. Histoires d'en sortir. RTBF 1
- 20.45 Les Mercredis de l'Histoire. Nu et libre: Histoire du naturisme. Arte
- 20.50 Combien ça coûte? Les enfants. TF 1
- 20.55 Des racines et des ailes. Angkor: Halte au pillage. Compostelle: A chacun son chemin. Un palais pour ambassade. France 3
- 21.05 Strip-tease. Spécial enseignement. TV 5
- 22.40 Ça se discute. Adolescents: d'où vient la tentation du suicide? France 2
- 23.30 Les Dossiers de l'Histoire. Le tsar, le docteur du tsar et l'espion. France 3
- 0.15 Pourquoi ça marche. Bien réussir sa rentrée. M 6

DOCUMENTAIRES

- 17.00 Au cœur des tribus. Odyssee
- 18.05 Cézanne. Odyssee
- 18.30 Le Monde des animaux. Chronique de libellules. La Cinquième
- 18.30 Des Allemands contre Hitler. Planète
- 18.30 Paolo Véronèse. Entre art et Inquisition. Mezzo
- 18.45 Le Déluge, ou à la recherche de l'Atlantide. Histoire
- 19.00 Connaissance. Les Olympiades de la technique: aux frontières du possible. Arte
- 19.30 Qici. [1/4]. Un royaume bouddhique sur la route de la soie. Odyssee

SPORTS EN DIRECT

- 19.45 Le Tata. Histoire
- 20.00 All That Bach. Muzzik
- 20.15 360°. Le reportage GEO. L'erreur est humaine. [3/4]. Chaos de l'amour. Arte
- 20.20 Il était une fois le royaume d'Angleterre. Harwich et Colchester. Odyssee
- 20.30 La Légende napoléonienne. [2/2]. De feu et de sang. Planète
- 20.45 Les Origines de la guerre. [1/8]. L'Allemagne. Histoire
- 20.50 Les Derniers Navigateurs. Palestine et Maroc. Odyssee
- 20.55 Femmes dans le monde. Téva
- 21.25 Vietnam, 10 000 jours de guerre. [6/13]. La puissance militaire américaine. Planète
- 21.40 Carnets de vol. Le rêve d'Icare. Odyssee
- 21.45 Musica. Expériences sonores à Berlin: le compositeur Wolfgang Rihm. Arte
- 21.45 Filles d'Allah. Histoire
- 22.00 La France aux mille villages. Téva
- 22.15 Dieu, poste restante, à Jérusalem. Planète
- 22.20 Les Cerfs de Hollande. Odyssee
- 22.45 Une histoire de la médecine. [1/8]. Les sociétés devant l'épidémie: l'impuissance et la peur. Histoire
- 22.45 Un siècle de danse. [5/5]. La danse contemporaine, l'explosion. Mezzo
- 23.10 Sport extrême. [10/13]. Ski, un coup de jeune. Planète

MUSIQUE

- 18.00 Dizzy Gillespie. Montréal 1981. Muzzik
- 19.00 Mozart en tournée. Prague. Muzzik
- 19.30 Musique pour San Rocco. Par le Gabrieli Consort, dir. Paul McCreesh. Mezzo
- 20.45 Denez Prigent. Rennes 1998. Mezzo
- 21.40 P 18 à Rennes 1998. Mezzo
- 21.55 Massive Attack. Amsterdam 1998. Paris Première
- 23.35 Schubert. Le Voyage d'hiver. Avec Ian Bostridge, ténor; Julius Drake, piano. Muzzik

TÉLÉFILMS

- 17.05 Au revoir l'Amérique. Jan Schütte. Ciné Cinémas
- 18.30 Nord et Sud III. Richard T. Heffron [1/3]. Téva
- 18.35 Le Chemin de braises. Simon Langton. Festival
- 19.50 Proviseur d'un jour. Robert King. Disney Channel
- 20.40 Qui a peur du grand méchant loup? Gilbert Cates. RTL 9

COURTS MÉTRAGES

- 22.40 Musique de tables. Thierry de Mey (1999). Arte
- 2.25 Bon voyage. Alfred Hitchcock (GB, 1944, N., 30 min) O. Arte

SÉRIES

- 18.50 Friends. Celui qui enviait ses amis. France 2
- 20.55 L'InstIt. Personne m'aime. France 2
- 20.55 X-Files. Le shérif a les dents longues. La fin. M 6
- 21.05 Star Trek, la nouvelle génération. [2/2]. Toutes les bonnes choses. Canal Jimmy
- 21.55 Star Trek, Deep Space Nine. Canal Jimmy
- 22.15 Madame le proviseur. La Bête. TV 5
- 22.45 Leaving L.A. Give Them Names (v.o.). Série Club
- 23.10 Columbo. Ombres et lumières. TF 1
- 23.30 3<sup>e</sup> planète après le Soleil. [1/2]. 36-24-36 Dick (v.o.). Série Club
- 0.45 Les Soprano. Egarment (v.o.). Canal Jimmy
- 2.45 Friends. Celui qui rêvait de la princesse Leia (v.o.). Canal Jimmy

DANSE

- 23.40 Coppélia. Ballet. Chorégraphie de Maguy Marin. Musique de Léo Delibes. Mezzo

MUSIQUE

- 18.00 Dizzy Gillespie. Montréal 1981. Muzzik
- 19.00 Mozart en tournée. Prague. Muzzik
- 19.30 Musique pour San Rocco. Par le Gabrieli Consort, dir. Paul McCreesh. Mezzo
- 20.45 Denez Prigent. Rennes 1998. Mezzo
- 21.40 P 18 à Rennes 1998. Mezzo
- 21.55 Massive Attack. Amsterdam 1998. Paris Première
- 23.35 Schubert. Le Voyage d'hiver. Avec Ian Bostridge, ténor; Julius Drake, piano. Muzzik

TÉLÉFILMS

- 17.05 Au revoir l'Amérique. Jan Schütte. Ciné Cinémas
- 18.30 Nord et Sud III. Richard T. Heffron [1/3]. Téva
- 18.35 Le Chemin de braises. Simon Langton. Festival
- 19.50 Proviseur d'un jour. Robert King. Disney Channel
- 20.40 Qui a peur du grand méchant loup? Gilbert Cates. RTL 9

COURTS MÉTRAGES

- 22.40 Musique de tables. Thierry de Mey (1999). Arte
- 2.25 Bon voyage. Alfred Hitchcock (GB, 1944, N., 30 min) O. Arte

SÉRIES

- 18.50 Friends. Celui qui enviait ses amis. France 2
- 20.55 L'InstIt. Personne m'aime. France 2
- 20.55 X-Files. Le shérif a les dents longues. La fin. M 6
- 21.05 Star Trek, la nouvelle génération. [2/2]. Toutes les bonnes choses. Canal Jimmy
- 21.55 Star Trek, Deep Space Nine. Canal Jimmy
- 22.15 Madame le proviseur. La Bête. TV 5
- 22.45 Leaving L.A. Give Them Names (v.o.). Série Club
- 23.10 Columbo. Ombres et lumières. TF 1
- 23.30 3<sup>e</sup> planète après le Soleil. [1/2]. 36-24-36 Dick (v.o.). Série Club
- 0.45 Les Soprano. Egarment (v.o.). Canal Jimmy
- 2.45 Friends. Celui qui rêvait de la princesse Leia (v.o.). Canal Jimmy

MERCREDI 8 SEPTEMBRE

FILMS

- 14.55 Le Jeune Werther. Jacques Doillon. Avec Ismaël Jolé-Ménébbi, Mirabelle Rousseau (France, 1993, 95 min) O. Ciné Cinémas 3
- 15.15 Délivrance. John Boorman (Etats-Unis, 1972, 105 min) O. Ciné Cinémas 2
- 15.20 A la poursuite du diamant vert. Robert Zemeckis (Etats-Unis, 1984, 105 min) O. Ciné Cinémas 1
- 16.10 L'Impossible Monsieur Bébé. Howard Hawks (Etats-Unis, 1938, N., 105 min) O. Ciné Classics
- 16.30 L'Esclave libre. Raoul Walsh (EU, 1957, v.o., 125 min) O. Ciné Cinémas 3
- 17.05 Portrait de femme. Jane Campion (Grande-Bretagne, 1996, 140 min) O. Cinéstar 2
- 18.05 Une corde, un colt. Robert Hossein (France - Italie, 1968, 85 min) O. Cinétoile
- 18.30 Descente aux enfers. Francis Girod (France, 1986, 90 min) O. Ciné Cinémas 1
- 18.50 Je sais où je vais. Michael Powell et Emeric Pressburger (Grande-Bretagne, 1947, N., v.o., 90 min) O. Ciné Classics
- 19.30 Beau fixe sur New York. Stanley Donen et Gene Kelly (Etats-Unis, 1955, v.o., 100 min) O. Cinétoile
- 20.30 Snake Eyes. Abel Ferrara (Etats-Unis, 1993, 110 min) O. Ciné Cinémas 1

COURTS MÉTRAGES

- 22.40 Musique de tables. Thierry de Mey (1999). Arte
- 2.25 Bon voyage. Alfred Hitchcock (GB, 1944, N., 30 min) O. Arte

SÉRIES

- 18.50 Friends. Celui qui enviait ses amis. France 2
- 20.55 L'InstIt. Personne m'aime. France 2
- 20.55 X-Files. Le shérif a les dents longues. La fin. M 6
- 21.05 Star Trek, la nouvelle génération. [2/2]. Toutes les bonnes choses. Canal Jimmy
- 21.55 Star Trek, Deep Space Nine. Canal Jimmy
- 22.15 Madame le proviseur. La Bête. TV 5
- 22.45 Leaving L.A. Give Them Names (v.o.). Série Club
- 23.10 Columbo. Ombres et lumières. TF 1
- 23.30 3<sup>e</sup> planète après le Soleil. [1/2]. 36-24-36 Dick (v.o.). Série Club
- 0.45 Les Soprano. Egarment (v.o.). Canal Jimmy
- 2.45 Friends. Celui qui rêvait de la princesse Leia (v.o.). Canal Jimmy



20.30 Le Mariage de mon meilleur ami ■■■ Paul J. Hogan. Avec Julia Roberts, Cameron Diaz (Etats-Unis, 1997, 100 min) O. Canal + Vert

FRANCE 3

- 20.30 Les Anges aux figures sales. Michael Curtiz (EU, 1938, N., v.o., 100 min) O. Ciné Classics
- 21.15 Trainspotting. Danny Boyle (Grande-Bretagne, 1995, 105 min) O. RTBF 1
- 22.40 Harry dans tous ses états. Woody Allen (Etats-Unis, 1997, 95 min) O. Canal + Vert
- 22.45 L'As des as. Gérard Oury (Fr. - All., 1982, 100 min) O. Cinétoile

PROGRAMMES

TF 1

- 14.40 Island détectives. O.
- 15.40 Cinq sur 5 ! O.
- 16.40 Medicopter. O.
- 17.50 Football. Arménie - France.
- 19.55 et 1.08 Clic et net.
- 20.00 Journal, Météo.
- 20.50 Combien ça coûte? Les enfants.
- 23.10 Columbo. Ombres et lumières. O.

FRANCE 2

- 13.55 Derrick. O.
- 15.00 Le Renard. O.
- 16.00 La Chance aux chansons.
- 16.55 Des chiffres et des lettres.
- 17.30 La Vie de famille. O.
- 17.50 Un livre, des livres.
- 17.55 Le Prince de Bel-Air. O.
- 18.20 Une fille à scandales. O.
- 18.50 Friends. Celui qui enviait ses amis. O.
- 19.20 1000 enfants vers l'an 2000.
- 19.25 Qui est qui.
- 19.55 et 20.50 Tirage du Loto.
- 20.00 Journal, Météo.
- 20.55 La soirée continue. L'InstIt: Personne m'aime. Téléfilm. Véronique Tumahaï O. 22.40 Ça se discute. Adolescents: d'où vient la tentation du suicide? O. 0.40 Journal, Météo. Eteignez vos portables!

FRANCE 3

- 13.45 Corky. O.
- 14.40 Tel père, quel fils! Téléfilm. Jay Sandrich. O.
- 16.10 Les Minikeums.
- 17.40 C'est pas sorcier.
- 18.12 Comment ça va aujourd'hui?
- 18.20 Questions pour un champion.
- 18.50 Un livre, un jour.
- 18.55 Le 19-20 de l'Info, Météo.
- 20.05 Fa Si La.
- 20.35 Tout le sport.
- 20.55 Des racines et des ailes.
- 22.55 Météo, Soir 3.
- 23.30 Les Dossiers de l'Histoire. Le tsar, le docteur du tsar et l'espion. O. 0.20 La Case de l'oncle Doc. Chasse aux sorcières à Hollywood. 1.15 Nocturnales. Stravinsky.

CANAL +

- 13.40 C+ Cléo.
- 14.50 H. O.
- 15.15 Spin City. O.
- 15.35 Seinfeld. O.
- 16.00 Total Recall 2070. O.
- 16.45 Le Coup de l'oreillette. Téléfilm. Glenn Jordan. O.
- En clair jusqu'à 21.00
- 18.20 Nulle part ailleurs.
- 20.30 Le Journal du cinéma.
- 21.00 La Dernière Preuve. Film. Randal Kleiser. O.
- 22.40 Secrets. Film. Jocelyn Moorhouse (v.o.). O.
- 0.20 Mad City. Film. C. Costa-Gavras (v.o.). O.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

- Les codes du CSA**
- O Tous publics
- Accord parental souhaitable
- Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
- Public adulte
- Interdit aux moins de 16 ans
- Interdit aux moins de 18 ans

PROGRAMMES

ARTE

- 19.00 Archimède.
- 19.45 Météo, Arte info.
- 20.15 360°. Le reportage GEO. [2/4] Chronologie d'un désastre.
- 20.40 Thema. Picasso. 20.45 Treize journées dans la vie de Pablo Picasso. [1/3] Du jeune génie barcelonais à l'inventeur du cubisme.
- 21.50 [2/3] Des ballets russes à l'Occupation puis à la Libération de la France.
- 23.00 [3/3] De l'artiste engagé au triomphe du mythe et à la mort solitaire d'un génie.
- 23.50 Le Mystère Picasso ■■■ Film. Henri-Georges Clouzot. O.
- 1.10 Le Plongeon de Véra. Téléfilm. Dominik Graf. O.

M 6

- 18.25 Le Sentinelle. O.
- 19.20 Dharma & Greg. O.
- 19.50 La sécurité sort... 19.54 Le Six Minutes, Météo.
- 20.10 Une nouou d'enfer. O.
- 20.40 E=Mc découverte.
- 20.55 Pourquoi ça marche. Bien réussir sa rentrée.
- 22.45 Caméra sur cour. Téléfilm. John McPherson. O.
- 0.20 Capital.

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Prima la musica.



# Le Monde INTERACTIF

LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

MERCREDI 8 SEPTEMBRE 1999

www.lemonde.fr/aietek



**HOMMES**  
Jean-Michel Truong, portrait d'un spécialiste de l'intelligence artificielle passé maître du thriller. P. VI

## MÉTIERS

Sur la Bourse aux emplois de l'INA, 10 % des offres de poste concernent des webmasters. Profil type. P. VIII

**10%**



## PRODUITS

En lançant la console de jeu Dreamcast, Sega joue sa dernière carte contre Sony et Nintendo. P. IV

## ENTREPRISES

Les consultants ont trouvé avec le commerce électronique une matière neuve pour conseiller les sociétés. P. IV



## MULTIMÉDIA

Canal + explique, pas à pas, comment créer un réseau local pour jouer contre ses collègues. P. III



## EMPLOI

26 pages d'annonces classées. P. VIII à XXXIII

## ENQUÊTE

En 1997, Claude Allègre voulait placer les nouvelles technologies au cœur de la réforme de l'enseignement. Deux ans plus tard, la modernisation reste un sacerdoce de pionnier

# L'école française peine à s'informatiser

À QUOI ressembleront les écoles françaises au siècle prochain ? Les ordinateurs auront-ils raison des tableaux noirs ? Pas si sûr. Ou du moins pas encore. Car, à l'heure actuelle, le corps enseignant français se nourrit plus de discours sur le modernisme, l'égalité d'accès à la culture et la lutte contre l'« illectronisme » que d'expériences révolutionnaires en matière de nouvelles technologies. Et, sur le terrain, le décalage s'accroît encore : il n'y est question que de débrouille, de volontariat et de don de soi pour tenter de faire coller les belles paroles ministérielles aux réalités quotidiennes de l'éducation nationale.

Ce décalage, Patrick Seweryn le connaît bien. Inspecteur académique en Indre-et-Loire, il mesure chaque jour son ampleur : « Le principal problème de l'informatique dans les écoles est avant tout d'ordre financier, assure-t-il. Ce sont les communes qui ont en charge le coût des infrastructures, d'où certaines inégalités de traitement en fonction des villes. » Dans son dernier bulletin, la Ligue de l'enseignement souligne

d'ailleurs que, « si les équipements se sont multipliés dans le secondaire, (...) la situation paraît beaucoup plus contrastée en ce qui concerne le primaire et... le milieu rural, où il faudrait avancer plus vite, sans doute, pour éviter les clivages ». Un vœu pieux que Michel Mergot, directeur d'une école primaire à Bléré (Indre-et-Loire), petite localité de la campagne tourangelaise, reprend à son compte. « Il faut éviter les discriminations entre les écoles », prévient-il. Lui ne se trouve pas trop mal loti. Pour ses neuf classes, la mairie lui a fourni sept ordinateurs reliés à Internet. Installés dans une salle à part, ils voient défiler tous les élèves, à raison d'une heure par semaine.

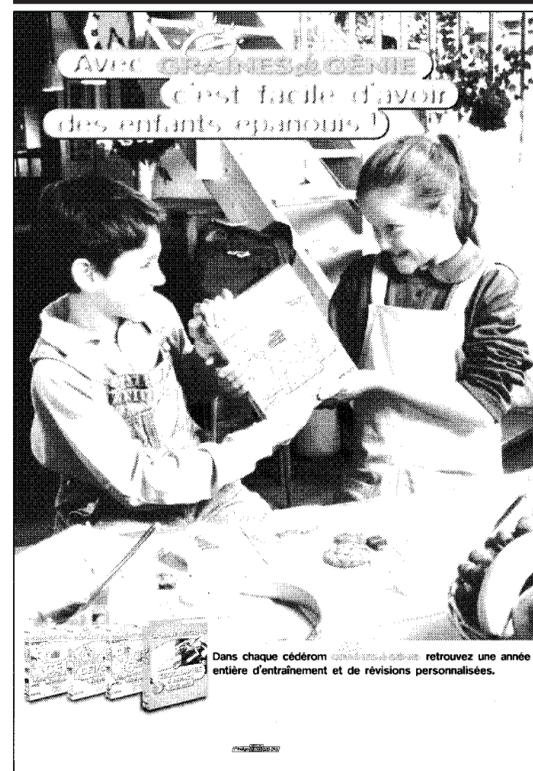
formatique dans les écoles n'aura lieu que « quand les instituteurs s'achèteront un PC à titre personnel ». En attendant, Patrick Sottejeau peste contre le manque de formation, et, parfois, de volonté. « Qu'une personne de 55 ans ne souhaite pas se mettre à l'informatique, ce n'est pas dramatique, mais que des jeunes de 25 ans sortent de l'IUFM sans formation, là c'est grave ! » Lucide et quelque peu las, il reconnaît que l'informatique « n'est qu'un dossier parmi d'autres » et qu'« il faudrait de gros efforts financiers et de restructuration pour faire avancer les choses ».



## RENTRÉE

Finis le mal de dos ! Les cartables vont bientôt subir une sérieuse cure d'amaigrissement grâce à l'électronique : manuels rechargeables, cahiers de textes numériques et Dictaphone prendront place dans les sacs de demain. P. II

Guillaume Fraissard



Dans chaque cédérom, retrouvez une année entière d'entraînement et de révisions personnalisées.



Aux Etats-Unis, Internet envahit les campus, depuis les cours jusqu'à la vie quotidienne. Au point que l'aptitude à manier le Web ou l'e-mail fait partie des épreuves d'entrée de certaines universités

TECHIKOTO

« Pour nous, dit Michel Mergot, l'ordinateur et Internet sont avant tout des outils, au même titre qu'une bibliothèque, qu'un centre de documentation ou que la vidéo. Il faut que le travail sur informatique soit articulé sur l'enseignement global de la classe. » Dans cette école, les projets tournent autour de la lecture et du traitement de texte. « Pour les élèves, l'ordinateur offre une manière d'écrire et de présenter un texte très motivante, car les mots et les phrases sont tout de suite propres et lisibles », explique-t-il, rejetant l'idée d'une « solution miracle » passant par l'informatique.

Pourtant, cette utilisation à des fins éducatives des nouvelles technologies n'empêche pas professeurs et inspecteur de cette circonscription de s'interroger sur l'usage même de l'ordinateur dans les écoles, qui se heurtent elles-mêmes trop souvent à des problèmes structurels et humains. « La pratique des nouvelles technologies à l'école reste beaucoup trop fondée sur le volontariat et le bon vouloir de quelques enseignants motivés », argue Patrick Sottejeau, qui parcourt des dizaines de kilomètres, à ses frais, pour faire avancer des projets dans les petites communes et pour former ses collègues sur le terrain. Le tout, sans véritable statut ni reconnaissance.

Avec quelques collègues, Patrick Sottejeau a créé à Tours un centre départemental d'appui et de ressources multimédias financé par le conseil général d'Indre-et-Loire, France Télécom et plusieurs distributeurs informatiques locaux. Bien équipé, ce centre reçoit les enseignants qui souhaitent s'ouvrir à l'informatique scolaire. Mais, pour ce passionné, la véritable révolution in-





## Dernier check-up pour l'aviation civile

LE 31 DÉCEMBRE, contrôleurs aériens et pilotes de ligne retiendront leur souffle, les yeux rivés sur leurs écrans, soucieux de la sécurité de milliers de passagers. Conscients de l'ampleur de la tâche, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), ainsi que l'International Air Transport Association (IATA) ont, de longue date, formulé des recommandations visant à sécuriser la navigation aérienne lors du passage à l'an 2000 ; à charge, pour les organismes nationaux du transport aérien, de mettre en œuvre les mesures préconisées.

C'est dans ce cadre que la direction générale de l'aviation civile (DGAC) assume la responsabilité de la mise en conformité des équipements liés au transport aérien en France. « Les différents plans d'action se déroulent jusqu'à présent de façon satisfaisante, et nous respectons notre calendrier. En octobre, tous les systèmes critiques pour la sécurité des vols seront compatibles an 2000 », assure M. Alvarez, responsable an 2000 au sein de la DGAC.

La confiance est également de mise au Syndicat national des pilotes de ligne (SNP) : « Le parc informatique de l'aviation civile est loin d'être toujours à la pointe du progrès, mais d'importants investissements ont été réalisés. »

Si la préparation des transports aériens au passage à l'an 2000 semble assurée pour la France, des interrogations demeurent à l'étranger. Selon Jean Cremet, responsable an 2000 à Air France, « l'OACI a demandé à chacun des Etats membres de publier l'état d'avancement des travaux de mise en conformité avec l'an 2000. Des visites sur site ont été réali-

## Le tour du bogue

### « Millenium baby »

En Grande-Bretagne la conception du premier bébé de l'an 2000 s'apparente à une ruée vers l'or. En effet, l'écu devrait recevoir environ 1,5 million d'euros (9,8 millions de francs) en retombées publicitaires et produits gratuits à vie. Ce baby-boom à venir n'est pas sans conséquences pour la compagnie aérienne British Airways, qui doit faire face à une hausse de 30 % du nombre de ses hôtessees enceintes. La compagnie a dû affecter au sol l'ensemble des jeunes femmes et, selon un représentant du personnel, les terminaux ressembleraient aujourd'hui « à des salles d'attente de maternité ».

### PME

61 % des entreprises unipersonnelles n'ont rien fait et n'envisagent pas une mise en conformité du matériel au passage à l'an 2000. Afin d'enrayer cette tendance, Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat à la consommation, a annoncé le cofinancement de diagnostics des matériels de gestion et de production par filières de métier.

### Tchernobyl

En Ukraine, le bogue serait à craindre dans tous les secteurs, sauf le nucléaire. Selon Viszarion Kim, vice-président d'EnergAtom, en charge de l'industrie nucléaire en Ukraine, le bogue de l'an 2000 ne provoquera aucun accident nucléaire dans ce pays. Parallèlement, plusieurs ambassades à Kiev ont suggéré à leurs ressortissants de prévoir des provisions, estimant que la distribution d'eau, les télécommunications, les services bancaires et les transports pourraient être affectés par le bogue.

## La parole est à vous

CHAQUE SEMAINE, Jean-François Colonna, coauteur du Bug de l'an 2000 chez Flammarion, répond aux questions des lecteurs du « Monde interactif ».

### Internet passe-t-il l'an 2000 ? (C. Bernay, par courrier électronique)

En ce qui concerne l'aspect « réseau », il est évident qu'étant constitué d'ordinateurs et de routeurs dans lesquels la date intervient, Internet est concerné par le bogue. Mais ça ne signifie pas qu'il va se bloquer ; il est constitué de matériels tellement divers que tous ne peuvent pas être victimes de ses effets. De plus, il a, par conception, une structure en mailles permettant de contourner les zones à problème.

Il y a aussi des applications comme le courrier électronique ou le Web : les mails contiennent la date et l'heure ; le bogue pourrait engendrer des erreurs de tris chronologiques ou l'élimination de certains messages considérés comme trop anciens. Le Web présente le même problème : ainsi, lorsque des pages sont générées dynamiquement et qu'elles comportent des informations datées, elles peuvent présenter des anomalies.

En ce qui concerne les transactions professionnelles utilisant Internet, elles ne sont peut-être pas plus menacées que celles qui emprunteraient d'autres voies. Malgré tout, deux conseils peuvent être donnés : rester très vigilant lors des périodes critiques et, dans ces moments, autant que possible, interrompre les connexions ou les réduire au minimum.

■ [bogue2000@lemonde.fr](mailto:bogue2000@lemonde.fr)



BOGUE 2000  
-17

## Etat du ciel à quatre mois de l'an 2000

sées par des compagnies aériennes qui agissaient au nom de la collectivité des compagnies. Il existe peu de risques de voir un avion au tapis, en cas de panne d'ordinateur du contrôle aérien, tous les palliatifs nécessaires pour y faire

face sont éprouvés depuis des années. Une analyse que partagent les pilotes du SNP ».

Dans les pays africains, une panne du contrôle aérien ne changerait pas grand-chose dans la mesure où « les avions s'annoncent, s'informent et pallient ainsi le manque de performances du contrôle aérien », précise un pilote. « Il y a quand même un certain nombre de pays qui n'ont pas encore communiqué les informations nécessaires permettant de garantir la sécurité des vols. Si cette situation devait se prolonger, nous serions amenés à décaler, voire annuler, certains vols », admet Jean Cremet.

Si la majorité du réseau aérien international semble sûr, des zones d'ombre subsistent. Les responsables de l'aviation civile européenne se réuniront à la mi-octobre pour faire le point sur la situation et décideront alors d'éventuelles mesures de rétorsion visant à interdire leur espace aérien aux compagnies aériennes les moins fiables. Pour leur part, celles-ci devront rapidement faire le point auprès du public sur l'état de préparation des destinations qu'elles proposent.

Eric Nunes

LES CABINETS de consultants ont fait leur fortune, et accessoirement celle de leurs clients, en réduisant sans ménagement les coûts de fabrication et de distribution. Les technologies de la communication apportent une nouvelle dimension à leurs recettes éprouvées de management : « On repense la distribution en numérisant un certain nombre de choses pour éliminer des étapes. On la rend ainsi plus efficace, plus facile et finalement moins chère », explique Jean-Claude Guez, directeur du service technologie avancée pour l'Europe chez Andersen Consulting. Il prône par exemple la disparition des billets dans le secteur du transport aérien. Le voyageur réserverait alors sa place en ligne et se présenterait directement à l'entrée de l'avion, où il serait identifié au passage d'un portail magnétique grâce à une carte de fidélité ou à sa carte de crédit.

Pour les échanges commerciaux entre entreprises – le business to business (prononcez « bi-tou-bi ») –, le but reste la suppression des intermédiaires. Ainsi, Andersen Consulting a développé pour Deutsche Telekom des outils qui

LÀ-BAS, tout n'est qu'ordre, luxe épuré, calme et modernité. Des croquis extraits du Codex de Léonard de Vinci décorent de vastes pièces. Dans les couloirs, les logos jouent avec la lumière en se projetant sur les murs. Partout, la climatisation fait oublier la douceur du climat. Bienvenue pour une journée de séminaire au centre de recherche et développement d'Andersen Consulting à Sophia-Antipolis (Alpes-Maritimes)...

Le temps d'un café à proximité du gadget le plus spectaculaire – un « mur magique » qui affiche des informations personnalisées mais qui, ce matin-là, ne fonctionne pas – et Dror Orbach, associé suédois du cabinet international, costume bleu marine et lunettes métalliques, invite ses visiteurs à prendre place autour d'une immense table basse. « Ce centre est l'équivalent de celui que possède Andersen Consulting en Californie, à Palo Alto », explique-t-il. Quelque 400 consultants y sont attachés, mais ne disposent pour la plupart que d'un bureau avec un PC à l'étage : ils passent le plus clair de leur temps chez leurs clients. Les vrais occupants du centre – ceux que Dror Orbach chapeaute – ne sont en fait qu'une trentaine. Des vigies chargées d'ouvrir l'œil sur tout ce qui se fait de neuf en informatique et électronique, pour imaginer des « solutions » propres à servir les intérêts de leurs clients. Chez Andersen Consulting, on appelle ça « réduire le fossé entre technologie et business ».

La lumière s'est évanouie sans que personne en prenne conscience. Les visiteurs ont sous les yeux un ensemble d'ovales emboîtés à partir du même point d'ancrage : l'homme. A l'extérieur, le contexte, celui d'une économie électronique qui

## Distribution Les cabinets de conseil veulent faire du Web le plus grand des supermarchés

permettent aux entreprises allemandes de connaître à tout moment par Internet l'encours de facturation, mais aussi les prestations en temps réel que leur fournit l'opérateur téléphonique.

De telles stratégies ont des conséquences sur l'organisation même des entreprises : « Nous expliquons aux intervenants de l'entreprise les systèmes qui seront mis en œuvre, puis comment travailler avec cet outil, par exemple comment réagir à la commande qu'un client passe par Internet », raconte Jérôme Maroni, directeur de mission d'Ernst & Young, qui s'est spécialisé dans la mise en place de réseaux d'entreprise (intranets). Selon lui, une centrale d'achat indirecte sur l'intranet pour l'achat de fourni-

tures ou d'essence à fin d'utilisation interne permettrait de réduire les factures de 50 %. Les catalogues des fournisseurs étant en ligne et accessibles à tous, chaque service reçoit sa commande sous deux jours au lieu de trois semaines. Les factures sont numérisées et les frais de gestion sont considérablement réduits pour l'entreprise.

Après avoir démontré un peu rudement comment le réseau des réseaux pouvait bouleverser les règles de la concurrence et mettait ainsi en danger les positions acquises, les consultants proposent à leurs clients deux schémas. Aux chefs d'entreprise frileux, ils conseillent de créer un nouveau service ou une filiale pour vendre en ligne sans changer quoi que ce soit à la structure et aux systèmes de distribution classiques. « On aide l'entreprise à établir sa stratégie, mais il n'y a pas de refonte, pas de mise en place de technologie de l'information sophistiquée, si ce n'est d'ouvrir un site Web », souligne André Crabbe, vice-président d'AT Kearney. Aux patrons décidés à se lancer dans le commerce électronique, les cabinets de conseil proposent de court-circuiter cer-

tains maillons de la chaîne de distribution interne permettrait de réduire les factures de 50 %.

AT Kearney va même plus loin et prévoit un troisième schéma : la formation de communautés virtuelles (lire « Sabir cyber » page III) rassemblant des consommateurs ayant les mêmes centres d'intérêt, comme les sauteurs à la perche, par exemple : 40 000 personnes au plus, éparpillées sur la planète, mais qui veulent toutes sauter plus de 6 mètres avec les meilleures perches, acquises au meilleur prix. La magie du Réseau leur permet de se constituer en groupe parfaitement homogène capable de faire pression. « Avant, c'étaient les fournisseurs qui possédaient l'information. Avec Internet, ce sont les communautés virtuelles, soit les consommateurs, qui ont les informations sur les produits et qui choisissent les meilleurs produits au meilleur prix. Une communauté virtuelle devient une force au fur et à mesure du nombre croissant de ses membres, elle impose des diktats aux fournisseurs », commente André Crabbe.

Hai Nguyen

# Stratégie assistée par ordinateur

## Reportage A Sophia-Antipolis, Andersen Consulting sensibilise les décideurs aux nouvelles technologies

contient un marché centré sur le consommateur. Lui-même englobe une « entreprise étendue » grâce aux réseaux qui fonctionnent en temps réel en valorisant au mieux le « capital intellectuel » de ses employés. En intervenant dans chaque



« Au siège d'Andersen Consulting, à Paris, l'atrium a été conçu comme un lieu pour faciliter les échanges et la communication »

bulle, Andersen Consulting cherche à faire mentir la courbe d'adoption des nouvelles technologies dans l'entreprise en créant une parallèle en avance dans le temps.

Neill Cameron prend le relais. Consultant américain, il est le spécialiste du « v-commerce », version vocale du commerce électronique. Il présente LuiGui, un prototype développé avec Philips, capable d'interpréter les instructions vocales avant de renvoyer les documents correspondants sur un écran. LuiGui accuse encore quelques défaillances auditives – le logiciel persistera à passer un interlocuteur alors que Neill Cameron en demande un autre –, mais il a résolu en quelques minutes le problème que l'homme simulait en lui fournissant graphiques, contacts et cartes géographiques.

La suite du séminaire est plus ésotérique avec « une vision de l'avenir » que Martin Illsley expose à travers une fiction. Lui est anglais et mathématicien. Mais sa thèse de doctorat portait déjà sur les liens entre cette discipline et la philosophie. Du film, on retient que le monde de demain sera « ubiquitaire » avec des consommateurs rois. Ils n'auront qu'à exprimer une intention pour obtenir ce dont ils ont besoin pour la réaliser. Pourtant, ils seront moins libres. Le réfrigérateur appellera le réparateur tout seul. L'automobile freinera d'elle-même pour ne pas faire perdre de points à son conducteur... Du côté du consommateur, on préférerait peut-être que ce soit Rabelais et sa « science sans conscience » qui inspire les consultants.

Co. M.

# In Fusio invente le jeu interactif pour téléphone portable

## BORDEAUX

de notre correspondante

In Fusio est une entreprise française créée il y a juste un an sur une idée simple en apparence : concevoir des jeux interactifs pour le téléphone portable. Fin août, elle a signé un partenariat avec Alcatel pour développer de nouveaux projets. Le 2 septembre, la société de capital-risque Banexi Ventures augmentait de 5 millions de francs (762 000 €) le capital de la SARL (50 000 F, 7 620 €) à sa date de création).

Trois ans plus tôt, Gilles Raymond, cofondateur d'In Fusio, travaillait à la division jeux de Sony France. Mal à l'aise dans les grandes structures, il réfléchit à créer sa propre entreprise. La seconde, car, en 1995, il n'avait pas 26 ans quand il a cofondé Digitug, une société de distribution de CD-ROM dans laquelle il est aujourd'hui actionnaire minoritaire.

L'idée du jeu interactif sur téléphone portable a germé progressivement : « J'étais catastrophé par les difficultés de l'introduction du PC dans le grand public, expliquait-il. J'étais fasciné de voir les gens capables de jouer pendant des heures aux jeux vidéo. En même temps, la vente de téléphones portables ne cessait de croître. »

## Start-up La PME bordelaise travaille sur des cartes à puce lisibles par tous les GSM

Gilles Raymond cherche alors à convaincre un opérateur ou un fabricant de téléphone mobile de l'intérêt de son projet. Sur Inter-

net, qui lui sert de cyber-ANPE, il recherche un ingénieur en développement logiciel pour la conception de son produit. Il finira par trouver Sébastien Bruhat, son futur associé, à l'époque étudiant dans une école d'ingénieurs à Paris (l'EPMI). Il fera son stage pour In Fusio depuis son domicile familial à Clermont-Ferrand. Les deux jeunes hommes vont longtemps travailler à distance, sans jamais se rencontrer. En avril 1999, ils se rejoignent enfin à Bordeaux, devenu le siège de l'entreprise.

## Adversaires du bout du monde

« QUI A ÉCRIT L'Espion qui venait du froid ? » Le joueur, qui possède un téléphone mobile avec un navigateur intégré, appelé WAP (Wireless Application Protocol), peut répondre aux 2 600 questions du quiz d'In Fusio et obtenir les réponses à la fin de la partie. Il sélectionne le jeu sur l'écran ; le téléphone se connecte, via le réseau GSM, sur un serveur Internet qui renverra en quelques secondes le corrigé. Pour ce service, le client paie, en plus de la communication, un droit d'accès d'environ 2 F (0,3 €). Le principe sera identique pour le futur jeu In Spirit, où l'utilisateur pourra ainsi combattre un adversaire inconnu, conçu et hébergé sur un autre portable, situé peut-être à l'autre bout du monde, pour le prix d'une communication locale. Ces jeux devraient bientôt être intégrés dans les cartes à puce des mobiles. Avantage : leur installation est plus facile et moins coûteuse que le navigateur intégré. Surtout, ils utilisent un autre canal que celui de la voix : la différence du WAP, il est possible de recevoir des appels pendant sa pause jeu. Inconvénients : la carte est moins évolutive et ne peut pas gérer des images couleur ou/et animées, ce que permettra le WAP dans quelques années.

L'opérateur SFR (Cegetel-groupe Vivendi) est le premier séduit par son idée. Après cinq mois de développement et de tests, le jeu est opérationnel : il s'agit d'un quiz, intégré dans un bouquet de services commercialisé en mars, sous le nom d'e-media. C'est une première mondiale pour les deux partenaires : des services deviennent accessibles sur un portable via Internet, dont un jeu, pour la première fois interactif. In Fusio prépare actuellement un second produit plus complexe – In Spirit, un mélange de jeu de rôle et de combat – disponible avec le quiz, à partir de décembre en Allemagne et début 2000 dans cinq autres pays européens.

Depuis janvier, la petite équipe bordelaise – huit personnes, dont quatre ingénieurs – travaille avec Schlumberger pour intégrer les jeux In Fusio dans une carte à puce (SIM card), présente dans tout portable GSM. Ce produit sera commercialisé à la fin 1999 par un opérateur étranger. Tombé dans les jeux vidéo dès son enfance, Gilles Raymond fourmille de nouveaux projets. Avec l'évolution des technologies en matière de téléphonie mobile, il est persuadé que, « demain, les jeux sur le portable deviendront ce que le badeleur a été pour la chaîne hi-fi. »

Claudia Courtois

## L'Actualité Multimédia sur France Info

tous les samedis dans "Multimédia"  
tous les dimanches dans "Info-Net"

avec Jérôme Colombain



# Sega revient sur le marché des consoles

**ANNONCÉE** pour le 23 septembre puis reportée au 14 octobre, la sortie de la Dreamcast en Europe, près d'un an après le Japon, représente, d'après de nombreux analystes, la dernière chance pour Sega de retrouver la position de leader qu'il occupait au début des années 90.

Les coups de butoir avaient fini par porter. Sony et Nintendo, en quelques années, avaient réussi à reléguer Sega et sa console de jeu vidéo Saturn aux oubliettes. Sortie quelque temps avant la PlayStation de Sony, celle-ci n'avait pu résister à l'arrivée d'un modèle soutenu par un imposant catalogue de jeux disponibles dès le lancement. Sega a donc peaufiné, ces deux der-

**Jeux vidéo**  
Le japonais joue son va-tout en lançant la Dreamcast en Europe

nières années – une éternité sur ce marché –, une console dont les caractéristiques doivent, selon le constructeur, attirer en Europe plus d'un million d'acheteurs d'ici à mars 2000. Affichant une puissance double de celle de la N 64 de Nintendo, la Dreamcast est équipée d'un processeur de 128 bits épaulé

par deux puces, l'une dédiée au calcul des scènes affichées en 3D et l'autre, à la gestion du son. C'est la première console de jeu à faire appel à Windows CE, le système d'exploitation allégé de Microsoft. Nouveauté également, la présence en série d'un modem à 33,6 Kbit/s.

Cette norme, qui n'est pas la plus rapide du marché, permettra cependant aux joueurs d'utiliser l'accès gratuit à Internet proposé par Sega et British Telecom. Connectés sur un réseau de l'opérateur téléphonique, les joueurs, en plus d'un accès au Web, disposeront d'une adresse électronique, de logiciels de messagerie en temps réel, avant de pouvoir, au début de l'an 2000, jouer en réseau. Il ne devrait cependant pas être possible d'affronter des utilisateurs branchés au Japon ou aux Etats-Unis.



L'adaptation et la traduction dans les langues européennes de ce service qui, au Japon, a attiré plus de 300 000 utilisateurs sont à l'origine du report jusqu'au 14 octobre de l'arrivée, dans les magasins, de la Dreamcast. Ce lancement est vu, tant par les analystes que par de nombreux employés de la société, comme l'élément de la dernière chance pour une entreprise qui s'est beaucoup endettée.

Sega risque pourtant de ne pas avoir le temps de s'ancrer dans un marché dont le cœur de cible a évolué avec l'arrivée, en 1997, de la PlayStation de Sony. De 13 ans, l'âge moyen des acheteurs est depuis passé à 20 ans. Ce ne sont plus seulement les enfants mais les cadres, voire les personnes âgées, comme sembleraient le montrer les publicités japonaises, qui se glissent dans la peau des héros de

jeux vidéo ou qui prennent les commandes de véhicules virtuels.

Avec un prix d'entrée de 1 690 F (258 €), c'est-à-dire deux fois plus cher que la PlayStation, Sega vise, dans un premier temps, les « gamers », ceux qui, quel que soit le prix de la console, ne voudront pas attendre une baisse de prix pour la posséder. Le catalogue des jeux disponibles dès le lancement contiendra les nouvelles versions de titres qui ont déjà fait leurs preuves comme Sega Rally 2, une course automobile, ou la suite des aventures de Sonic, la mascotte du groupe Sega, mais aussi de nombreux jeux d'action et de sport.

La concurrence s'annonce pourtant rude. Sony prévoit, pour le printemps 2000 au Japon et à l'autonne suivant aux Etats-Unis et en Europe, une nouvelle version de sa PlayStation dont on ne connaîtra les caractéristiques techniques qu'à la fin du mois. Nintendo est également sur les rangs avec la Dolphin, qui marquera, chez le constructeur, la fin des cartouches de jeu au profit du DVD. Mieux protégée contre le piratage mais plus chère à produire, la cartouche de jeu handicape la console face à la PlayStation de Sony, qui a pu, grâce à son catalogue de CD plus fourni, dominer un marché européen représentant 2,16 millions d'unités vendues en 1998 et autant cette année, selon les prévisions du cabinet GfK.

Olivier Puech

Tendance

16

## Marchandage

**P**ARMI les innombrables révolutions dont on attribue la paternité à Internet, une des plus intéressantes est peut-être celle qui donne à la vieille formule « *le consommateur est roi* » un commencement de réalité. Déjà en octobre 1996, Nicholas Negroponte, qui dirige le Medialab à l'Institut de technologie du Massachusetts, racontait l'anecdote suivante : « *Un beau jour, une jeune femme partit en quête d'une voiture. Le vendeur la convainquit d'acheter une Ford Taurus pour 19 500 dollars.* » Ce à quoi elle répondit qu'elle voulait réfléchir. En fait, elle essaya, grâce au courrier électronique de réunir d'autres personnes intéressées. Le lendemain, « *elle revint voir le vendeur et lui dit qu'elle prenait la voiture à 16 500 dollars.* » Ce dernier crut à un erreur et, éberlué, s'entendit répondre : « *J'ai simplement oublié de vous dire que j'achetais seize voitures au lieu d'une.* » Argument de poids auquel le vendeur ne sut pas résister. M. Negroponte expliquait dans son article publié dans le magazine *Wired* que les cartels d'acheteurs sont presque impossibles à créer dans le monde réel car il faut réunir trop de monde, et il annonçait de façon un peu vague que c'était « *sur le point de changer* ». On assiste depuis quelques semaines à une explosion de sites qui s'efforcent de tirer parti d'Internet pour renforcer le pouvoir des consommateurs dans les transactions commerciales. Les acheteurs y font part de ce qu'ils veulent et sont mis en contact avec des vendeurs généralement difficiles à trouver. C'est ce qu'il est convenu aujourd'hui d'appeler le « *mode d'achat inversé* ». Sous le concept « *buyer driven commerce* », le commerce animé par l'acheteur, Priceline.com, l'un des plus anciens sites du genre, permet au consommateur de dire ce qui l'intéresse et quel prix il est disposé à payer : un voyageur qui souhaite aller de San Francisco à New York dans deux jours (le prix du billet acheté au dernier moment varie entre 1 500 dollars et 2 000 dollars [de 1 400 € à 1 900 €]) peut dire qu'il est prêt à payer 650 dollars (620 €). En fonction des sièges encore disponibles au dernier moment – et qu'elle n'a plus l'espoir de vendre –, telle ou telle compagnie peut répondre par l'affirmative.

**P**our payer moins cher votre voiture, achetez-en seize !

Accompany.com permet aux acheteurs de se regrouper pour obtenir une ristourne. Chaque offre est incluse dans un « *cycle d'achat* » qui correspond à un nombre limité d'heures. Un graphique très clair montre à la fois le temps qui reste avant que l'affaire ne soit conclue et la quantité d'argent qu'on peut économiser en fonction du nombre d'acheteurs. Les deux ensembles confèrent une dynamique de jeu au processus auquel il est facile de se piquer. Permettant le marchandage, NexTag.com vend des ordinateurs et permet aux acheteurs d'offrir un prix plus bas que celui affiché. C'est ensuite aux vendeurs – qui se trouvent ainsi en compétition – de faire des contre-propositions. Et l'acheteur n'a plus à courir de boutique en boutique. Le modèle économique sur lequel reposent toutes ces entreprises demeure, pour le moment, obscur. On ignore pour combien de sites de ce genre il y a place, mais déjà un modèle radicalement nouveau est en train de voir le jour, celui des enchères inversées entre particuliers.

F. P.

## La Game Boy fait peau neuve

**N**INTENDO a annoncé, jeudi 2 septembre, que sa célèbre console Game Boy allait connaître une nouvelle évolution, après son passage à la couleur. Baptisée Game Boy Advance, la prochaine machine de la marque japonaise sera équipée d'un processeur 32 bits, contre 8 bits sur la version actuelle. La nouvelle puce est signée par le britannique ARM. Commercialisée à partir d'août 2000 au Japon et de Noël 2000 aux Etats-Unis et en Europe, la Game Boy Advance acceptera les jeux des actuelles consoles portables de Nintendo. Elle pourra être connectée à un téléphone portable pour jouer en réseau au travers d'Internet. Les joueurs pourront aussi transférer les jeux vers un autre appareil, échanger du courrier électronique et, moyennant une caméra optionnelle, voir leur adversaire sur l'écran. Nintendo annonce une autonomie de vingt heures de jeu en continu. Pour concevoir sa Game Boy du futur, dont le prix n'a pas encore été dévoilé, la firme japonaise Nintendo s'est associée au groupe informatique Konami afin de former une joint-venture baptisée Mobile 21. Les deux firmes souhaitent mettre au point une nouvelle génération de jeux et relancer le marché des consoles portables.

## 24 satellites au bout du poignet

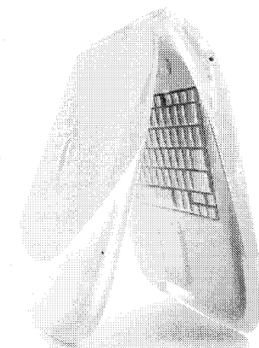
**Objet**  
Casio lance la montre qui permet de connaître sa position par GPS

**P**ASSÉ les frayeurs de la réinitialisation, le 22 août, du système de positionnement par satellite (GPS), les randonneurs, marins et aviateurs peuvent à nouveau compter sur le réseau de 24 satellites mis en place par le Pentagone en 1980. Le GPS permet de déterminer la longitude et la latitude à partir de l'analyse croisée des signaux de trois satellites, auxquelles s'ajoute l'altitude lorsqu'un quatrième satellite est visible.

Profitant de la vague de miniaturisation des composants GPS, Casio lance, cet automne, une montre incorporant un récepteur GPS de 8 canaux. Son autonomie est de dix heures, à raison d'une mesure de position toutes les minutes. Certains y verront le signe d'un remarquable travail sur la consommation des composants électroniques puisque la montre ne contient qu'une seule pile de 3 volts au lithium. Mais passé ces dix heures, la Pro Trek ne peut plus afficher l'heure, ce qui empêche toute mesure de position à l'aide d'un sextant... Si les récepteurs GPS portatifs traditionnels offrent souvent une autonomie limitée, et pas toujours supérieure à celle de la montre de Casio, ils compensent leur handicap par des piles classiques et peu chères.

Loger toute l'électronique nécessaire au GPS dans le volume, certes agrandi, d'une montre-bracelet est une véritable prouesse. Outre l'heure, calée sur la précision atomique des satellites GPS, la montre peut afficher la distance au point de destination, la vitesse, la direction et, bien sûr, la position avec une précision d'une centaine de mètres. Sa mémoire permet de stocker cent points de mesure avec la date et l'heure correspondantes. L'ensemble, antenne comprise, accuse ses 146 grammes, ce qui n'en fait pas un modèle de légèreté. Pas encore annoncée en France, la montre sera commercialisée aux alentours de 350 dollars (330 €, 2165 F) aux Etats-Unis.

Denis Delbecq



Apple expo 99 du 15 au 19 septembre de 10h à 19h.  
Paris expo - Hall 7/3 - Porte de Versailles.

### L'événement Apple

Keynote : Conférence inaugurale animée par Steve Jobs, intérim CEO d'Apple  
Stratégie et nouveaux produits  
Inscription sur Internet obligatoire : [www.apple.com/fr](http://www.apple.com/fr)  
Mercredi 15 septembre – 10h30  
Palais des Sports – Porte de Versailles

## Les espaces d'animation pour surfer sur le net

### Le Cybercafé

Le Cybercafé animé par AOL, sera équipé de 12 iMac permettant aux visiteurs du salon de découvrir tous les services d'AOL et de surfer librement sur internet.

### Cyber Générations

Havas Interactive & Science et Vie Découvertes vous font plonger dans toutes les nouveautés en matière de CD-Rom ludo-éducatifs disponibles sous MacOS. Une bonne occasion pour tester vos connaissances en famille et découvrir la technologie Macintosh : culture, découverte, accompagnement scolaire, vie pratique...

### CyberJob

Avec Aquent Partners, spécialiste de la recherche d'emploi sur internet dans le domaine du graphisme, vous pourrez consulter des offres d'emploi sur le web, vous faire évaluer par un spécialiste ou encore vous faire assister dans la rédaction de votre CV.

Sur Apple expo, les villages et les conférences thématiques vous permettront de partir à la découverte

d'autres sujets chers au monde Mac : Création et Publication Multimédia, Solutions d'entreprises, Santé,

Education, Savoirs et Culture, Jeux, Musique et Cinéma.

Renseignements et Inscriptions :

[www.apple.com/fr](http://www.apple.com/fr) - 3615 Apple (2,23 Fr TTC/mn) - 08 36 68 00 51 code salon 402 (2,23 Fr TTC/mn)

Sur présentation de ce numéro Le Monde Interactif à l'entrée d'Apple expo 99, un badge d'accès vous sera remis gratuitement.

Le Salon Apple expo est organisé par Reed-OIP, membre de Reed Exhibition Companies



Conformément à la loi "Informatique et Liberté" du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification à faire valoir auprès de l'organisateur. Par notre intermédiaire, vous pouvez être amené à recevoir des propositions d'autres sociétés. Si vous ne le souhaitez pas, merci d'écrire à Reed-OIP / Apple expo - BP 571 - 75726 Paris cedex 15 - France



## Manchettes

### Comment évaluer les valeurs Internet ?

Le *San Jose Mercury News* s'interroge, mardi 31 août, sur les raisons du flou qui entoure les chiffres rendus publics par des sites de commerce électronique comme Amazon, CDNow ou eBay. « *Amazon, le roi des vendeurs en ligne, écrit le quotidien, annonce chaque trimestre un chiffre d'affaires en croissance fulgurante. Mais les chiffres publiés incluent les revenus qui proviennent de nouvelles acquisitions d'entreprises et ne permettent pas d'évaluer si le cœur de son activité, la vente de livres, explique le taux de croissance ou si les acquisitions masquent un déclin.* » Si la plupart des analystes boursiers semblent se contenter des données publiques des sites de commerce électronique et propulsent les actions dans les sommets, le *Mercury News* souligne que certains financiers iconoclastes ont mis au point un mode différent d'évaluation des entreprises. Ils divisent le chiffre d'affaires par le nombre de clients, deux données annoncées à grand fracas par les sites de commerce électronique. Le quotidien publie une évaluation de CDNow, dont le chiffre d'affaires moyen par visiteur a fortement chuté en dix-huit mois : de 23,15 \$ en 1997, et de 21,26 \$ un an plus tard, il serait tombé à 14,42 \$ à la fin du deuxième trimestre 1999. Selon le même calcul, le montant du panier par visiteur d'Amazon aurait chuté de plus de 20 % en un an et celui d'eBay, de 33 %. Les intéressés jugent la méthode déloyale, considérant qu'elle ne tient pas compte des clients qui ne sont venus qu'une fois ou deux acheter des produits. Le quotidien a suggéré à Amazon de publier des informations plus complètes sur ses activités pour simplifier l'évaluation de l'entreprise. « *Ce sont des données confidentielles* », a rétorqué un porte-parole.

### Intel contre-attaque

Le *Seattle Times* explique qu'Apple a choisi de mettre en avant la puissance, théorique, de la puce de ses nouveaux Macintosh G4. Intel a, lui, annoncé le lancement imminent de Coppermine, un Pentium III amélioré qui fonctionnera à 700 MHz, contre 500 MHz, pour le G4. Le quotidien souligne que cet écart n'entraîne pas forcément de meilleures performances.

### Le livre électronique en vedette

*Wired News* souligne, le 2 septembre, l'intérêt porté aux livres électroniques lors du Seybold, le Salon de l'édition électronique. L'agence d'information en ligne note que Microsoft et Adobe vont s'affronter sur le terrain des outils de diffusion de documents sécurisés pour tenter de convaincre les éditeurs, inquiets de voir la pagaille que le format MP3 a causée dans l'industrie musicale.

# L'homme-orchestre du Net

## Profession Le webmaster échappe à toute définition précise

**DESCENDANT** des « sysops » (*system operators*) de BBS (*bulletin board systems*), serveurs privés accessibles par réseau téléphonique, la profession de webmaster reste floue. Né en 1992 aux Etats-Unis, et devenu incontournable depuis, ce nouveau métier doit son caractère imprécis à sa jeunesse. Les discussions autour de sa définition sont d'ailleurs nombreuses et mouvementées : elles animent ainsi le forum J-Liste, réunissant les cyberjournalistes et leur homologues traditionnels, depuis des mois. Les intervenants y tranchent la question : « *Le webmaster n'est pas qu'un secrétaire de rédaction* » ou « *Ne faisons pas d'Internet un outil purement technique aux mains des informaticiens* », et encore « *La notion de webmaster n'existe plus !* ».

Pourtant la quarantaine – environ 10 % du total – d'offres de postes de webmaster présentes sur la Bourse aux emplois du site de l'Institut national de l'audiovisuel dément ces propos. Du côté des formations, rares sont les écoles à proposer un véritable cursus de webmaster. A Paris, l'Ecole multimédia dispense deux formations pour acquérir des bases techniques et conceptuelles nécessaires à un administrateur de site Internet, « *la pièce essentielle pour l'animation, l'enrichissement et la mise à jour du Web* ». Selon Rémy Galland, directeur de l'école, une trentaine de webmasters ont été formés au cours des trois sessions.

L'Ipéci, centre de formation et de conseil multimédia, propose des modules de mise à niveau. Le responsable des formations, Jean-Philippe Daignan, perçoit le webmaster comme « *une personne multicompetente dont le métier diffère suivant la taille de l'entreprise et le caractère sta-*

*tique ou dynamique du site, mais essentiellement dotée de l'état d'esprit Web* ». Pierre Mayeur, administrateur au Sénat, s'est également penché sur la question, en essayant de décrire au préalable la gestion d'un site Web avant de proposer une définition : sélection du contenu à diffuser, conversion, publication, respect de la cohérence et animation du site, gestion technique du serveur sont, selon lui, ses fonctions. « *Le respect de la cohérence générale du site devra reposer sur une seule personne, identifiable et connue par tous. Cette personne devra disposer – si possible – d'une bonne connaissance du fonctionnement de son institution, de*

*son entreprise, de son administration, mais également d'une bonne connaissance informatique générale.* » Et de conclure : « *Un webmaster, un webmaître ou un webmestre serait ainsi une personne responsable de la conception et de l'animation d'un site Web.* »

En France, l'association Tupperweb tente depuis le début de l'année de fédérer cette nouvelle corporation et propose, à travers des réunions mensuelles, une réflexion sur les domaines d'intervention et le devenir de ces nouveaux métiers. Guillaume Calop, président de l'association, estime que « *le mot est obsolète. Il est né à l'époque où une seule personne s'occupait de toutes les activités Web d'une entreprise ; ce touche-à-tout était à la fois chef de projet, graphiste, technicien, intégrateur HTML, directeur artistique, attaché de presse, etc.* ».

A peine né, ce métier est en pleine mutation. L'homme-orchestre se transforme et se spécialise : les compétences éditoriales, techniques, en marketing, en communication, de support, relationnelles ou encore artistiques qui se mêlaient sont maintenant plus clairement distribuées au sein de l'entreprise. Le webmaster reste alors avant tout le tout premier utilisateur de son site Web et l'évolution de ses attributions dépend de la vitesse de transformation d'Internet.

## Fiche technique

**L'IMPORTANT** de la structure détermine les fonctions du webmaster : dans une importante société, il sera plutôt l'interface et le coordinateur des différentes équipes (technique, éditoriale, créative, marketing). Dans une cellule Web plus modeste, il cumulera presque toutes ces fonctions. Les prérequis indispensables sont : une connaissance minimale des principaux systèmes d'exploitation (Windows, Mac et Unix) et du langage html, le maniement de logiciels de navigation, d'éditeurs HTML, de graphismes, de transferts de fichiers (FTP), des suites bureautiques, des bases de données et des notions de développement (Java, Javascript, CGI), mais, surtout, le fameux « esprit Web ». Un webmaster junior débute entre 140 000 et 180 000 F par an (21 000 à 27 000 €) selon ses connaissances et ses domaines de compétence, pour atteindre 240 000 à 280 000 F (36 600 à 42 700 €) quelques années plus tard. Les vieux webmasters n'existent pas, et pour cause : le métier n'a pas dix ans d'existence. Son poste pourra évoluer suivant ses compétences, qu'elles soient plutôt techniques, de marketing, éditoriales ou créatives. C'est un métier en plein devenir, comme le Web.

Olivier Dumons

## Agenda

### Les rendez-vous de l'emploi dans les nouvelles technologies

#### Du 12 au 19 septembre

##### Linux Demo Day 99

Journées portes ouvertes autour de Linux et des logiciels libres, organisées par April, GCU, Linuxfr.

- **Forum des images, Forum des Halles, Paris-1<sup>er</sup>**
- **contact@linuxfr.org**

#### Les 14 et 15 septembre

##### Assises nationales des déchets

Manifestation biennale qui aborde, pour sa cinquième édition, les thèmes de la relation santé publique-déchets, de l'harmonisation des normes de collecte des déchets. Des ateliers seront dédiés aux sites pollués ou au recyclage industriel des déchets.

- **Palais des congrès Atlantia, La Baule (Loire-Atlantique)**
- **www.assises-dechets.org**

#### Du 15 au 17 septembre

##### Network + Interop

Salon européen sur le commerce électronique, la sécurité des réseaux et les télécommunications.

- **Paris-expo, porte de Versailles, hall 1 (Paris)**
- **www.interop.fr**

#### Du 15 au 19 septembre

##### Apple Expo 99

16<sup>e</sup> édition du Salon consacré à l'univers Macintosh.

- **Paris-expo, porte de Versailles, halls 7-3 (Paris)**
- **www.apple.com/fr/appleexpo**

# A l'école de l'e-business

**LE 8 SEPTEMBRE**, une vingtaine d'élèves d'un genre nouveau devaient prendre place sur les bancs de l'Ecole supérieure de commerce (ESC) de Grenoble. Ces vingt-là inaugureront le premier mastère français entièrement consacré au commerce électronique. Un an de cours et de stages pour se former à la révolution de l'e-business (*electronic business*), en maîtriser les techniques et en comprendre la philosophie.

Cette formation est le fruit d'un partenariat passé en début d'année 1999 entre l'ESC Grenoble et le constructeur informatique IBM. « *Nous étions à la recherche d'une unité pédagogique tournée vers cette nouvelle forme de commerce*, explique Gilles Lesage, directeur du secteur éducation et recherche chez IBM. *Elle va nous permettre de proposer des formations aussi bien à nos clients qu'à nos partenaires ou à des personnels en interne.* »

Pour le constructeur, il est essentiel que ses clients se familiarisent avec le commerce électronique. « *Il faut qu'ils maîtrisent le concept dans son ensemble*, estime Gilles Lesage. *On ne parle plus ici de commerce qui s'effectue derrière un comptoir ou avec un coup de téléphone.* » Un point de vue partagé par Lee Schlen-

## Formation L'ESC Grenoble ouvre un mastère de commerce électronique

ker, responsable pédagogique du mastère à l'ESC Grenoble : « *Apprendre l'e-business, ce n'est pas seulement apprendre à vendre sur Inter-*

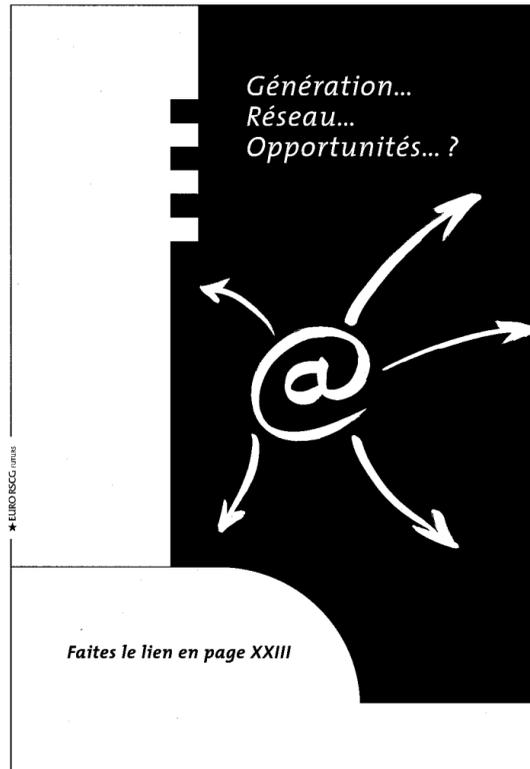
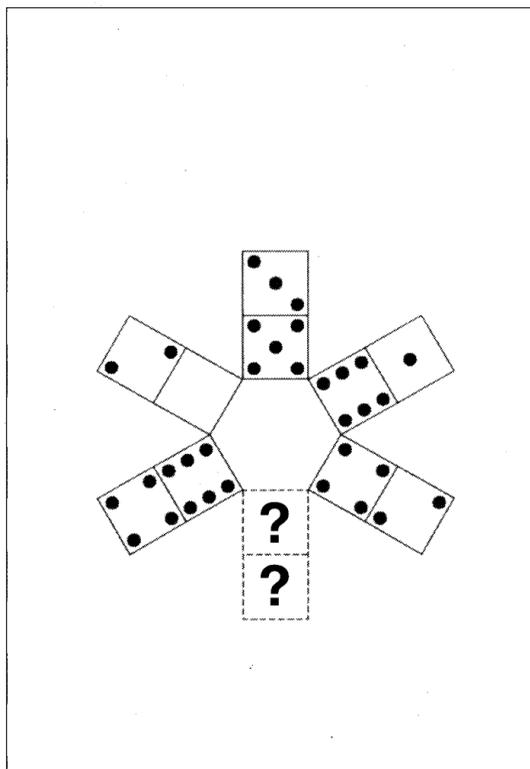
*net. C'est comprendre toute une chaîne de valeurs qui démarre avec la demande du client et qui oblige à repenser toute la logistique d'une entreprise. Le commerce électronique englobe toutes les relations entre l'entreprise, ses fournisseurs et ses clients. Avec ce mastère, je souhaite donc que les participants acquièrent aussi bien des compétences techniques que la capacité à évaluer rapidement l'apport de la technologie aux objectifs fixés par l'entreprise.* »

Multidisciplinaire, la formation comprendra six cents heures, dis-

professionnels, qu'ils viennent d'IBM, de Bull ou de Hewlett-Packard. Ces heures se répartiront entre ateliers, études de cas et cours théoriques en gestion, en management et en conduite de projet. « *Le problème des autres formations commerciales*, explique Lee Schlenker, *est qu'elles séparent trop les aspects techniques des aspects marketing. La difficulté du commerce électronique réside dans le fait qu'il faille mettre en œuvre une multitude de compétences pour arriver à rendre la technique invisible derrière le produit.* »

Ouvert à des étudiants de niveau bac + 5 ou à des personnes justifiant de plus de trois ans d'expérience, le mastère « e-business » démarrera cette année avec vingt étudiants, mais les responsables tablent déjà, pour l'an 2000, sur la participation de quarante personnes. Chaque participant a acquitté des droits de 50 000 F (7 600 €). Tous auront la possibilité d'effectuer un stage de fin d'études chez IBM. Et, au sortir de leur formation, ils pourront prétendre à des postes de consultants, de chefs de projet ou de responsables spécialisés dans l'étude, la mise en œuvre et la maintenance des outils du commerce électronique.

G. F.



Faites le lien en page XXIII

# Le monde des ingénieurs

## RIB, la haute technologie dédiée à la Banque Finance

RIB (CA en 98 : 80 MF), en 12 ans, s'est imposé comme expert dans la haute technologie dédiée au secteur de la banque et de la finance. La confiance et le respect que nous accordons nos clients nous permettent d'être impliqués sur des projets majeurs de l'après An 2000, à tous les niveaux de responsabilité. Nous proposons une réelle valeur ajoutée à des candidats motivés par les technologies avancées et les métiers financiers.

**Spécialistes Objet :** UML, C++, JAVA, CORBA, MFC

**Spécialistes Techniques :**

Support et administration UNIX, TCP/IP, WNT, SYBASE, ORACLE

**Ingénieurs Projets :** C, C++, SQL, SYBASE, ORACLE

**Ingénieurs Micros :** WNT, ACCESS, VISUAL BASIC, INTERNET

**Ingénieurs Client/Serveur :** POWER BUILDER, DELPHI, VB, NOTES

**Ingénieurs Informaticiens Débutants**

A Paris ou à l'international pour nos pôles de compétences : Grands projets financiers, Projets utilisateurs, Systèmes temps réels de communication, Support et administration d'architecture technique. L'épanouissement de vos qualités personnelles nous intéresse tout autant que votre expérience technique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, sous référence IE 50, à RIB, Isabelle de Forcade, 140 rue du Fg-St-Honoré, 75008 PARIS. e-mail : rib@easynet.fr Internet : www.rib.fr



MEDIASYSTEM



VeriFone est leader mondial dans la conception, la construction et la distribution de systèmes et de solutions globales de monétique destinés aux institutions financières et bancaires, à la distribution, aux groupes pétroliers et industriels, aux administrations, aux organismes de santé et aux transports. Sa Division R&D Systèmes Sécurisés crée trois opportunités basées à Paris, impliquant de brefs déplacements à l'étranger.

### MANAGER D'EQUIPES ET PROJETS

Terminaux de paiements sécurisés - bilingue anglais - (réf.TL/VF-799)

Manager d'équipes pluridisciplinaires de 5 à 10 ingénieurs, vous assumerez la responsabilité du projet, de la définition de la stratégie et du plan global jusqu'à la livraison du produit. Vous appuyant sur une méthodologie reconnue, vous garantirez la qualité, les délais et les coûts sans négliger les facteurs de performance et de sécurité. Fortement impliqué dans la réalisation technique, vous aurez de fréquentes relations avec nos experts techniques, le marketing et la production, les fournisseurs et sous-traitants.

Ingénieur électronicien diplômé (Supelec, Sup Télécom, ENSERG...), vous êtes confirmé autant dans la gestion humaine que technique (électronique, mécanique et logiciels embarqués), de préférence dans un contexte de produits à faible coût et volume élevé.

### INGENIEUR CERTIFICATION

Terminaux de Cartes à Mémoire - bilingue anglais - (réf.CI/VF-899)

Après une formation à nos technologies, à la frontière entre l'électronique et les technologies informatiques,

vous développerez les outils de validation garantissant le respect des normes et travaillerez en relation avec les organismes concernés. Vous en documenterez les contraintes techniques (Intranet).

Jeune Ingénieur électronicien, une première expérience professionnelle vous a familiarisé avec les technologies des cartes à mémoire. Vous maîtrisez la programmation en langage évolué : C, Assembleur, éventuellement C++ ou Java.

### INGENIEUR R&D

Sécurité des Terminaux et Systèmes - bilingue anglais - (réf.SI/VF-999)

Vous analyserez les besoins en solutions techniques et codes, développerez les programmes, réaliserez la conception électronique, en intégrant les contraintes mécaniques et parfois chimiques. Concerné tant par les nouveaux projets que par les adaptations aux normes de produits existants, vous apporterez également aux équipes terrains des outils et conseils techniques adaptés.

De formation Ingénieur en électronique ayant quelques compétences en mécanique et en chimie, vous avez une première pratique, de 1 à 3 ans, de projets de développement en langage évolué (C, Assembleur) et en électronique.



L'une de ces offres vous intéresse et vous correspond : prière de faire parvenir votre dossier complet sous la référence choisie à notre Conseil, qui vous documentera avant l'entretien : SEQUOIA, 9, Cité Tréville, 75009 Paris. Confidentialité garantie.



**Organisme expert dans les domaines Recherche, Information, Formation et Assistance en matière de santé et sécurité au travail.**

## Chef de Département Etudes et Recherches "Homme au Travail"

Vous animez une équipe d'une quarantaine de personnes (ingénieurs, médecins, psychologues, physiologistes, techniciens) répartie en 4 unités qui réalise des études, recherches et assistance dans le domaine de la santé au travail, de la sécurité, des modes d'organisation du travail, des évolutions socio-technologiques dans le but d'en prévenir les effets néfastes ou d'y remédier.

Vous gérez le département et participez à la définition des orientations et objectifs avec la Direction, élaborez le programme annuel d'activité, assurez les relations avec les pouvoirs publics et instances nationales et internationales.

A 40 ans environ, de formation supérieure, Ingénieur Grandes Ecoles, Doctorat ou équivalent, vous vous prévaluez d'une expérience d'une dizaine d'années en ergonomie, physiologie/psychologie, qui vous aura permis de connaître l'entreprise et d'encadrer une équipe de chercheurs.

Une bonne connaissance du monde de la prévention sera un plus apprécié. Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru 75378 Paris Cedex 08, s./réf : 48.INRS/LM portée sur lettre et enveloppe.



Depuis 1986, nous conseillons et accompagnons nos clients dans le domaine de l'organisation et de la conduite de changement en s'appuyant sur une méthodologie rigoureuse et des outils d'analyse éprouvés. Notre développement nous conduit à renforcer notre équipe.

## Consultant Senior en Organisation H/F Secteur Public

**Futur associé 600 KF +**

Votre mission est de développer notre activité de conseil (organisation, accompagnement du changement, amélioration de la performance) auprès des grands organismes du secteur public et parapublic au sens très large du terme. Vous bénéficiez d'une période d'intégration et de formation à nos méthodes.

A 35-40 ans, diplômé d'une Grande Ecole ou équivalent, vous justifiez impérativement d'une solide pratique du métier de consultant en organisation acquise en cabinet. Vous avez l'expérience de la vente et du développement. Nous vous offrons une réelle opportunité de valoriser vos compétences au sein d'une structure à taille humaine, performante et pérenne, avec la perspective de devenir rapidement associé.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo, rémunération actuelle et prétentions) à notre Conseil MERCURI URVAL, 4 rue Léon Jost 75017 PARIS, sous la référence 73.01152/LM portée sur lettre et enveloppe ou E-mail : pg@mercuri-urval.fr - http://www.mercuri-urval.fr



## RESPONSABLE ACHATS



Leader en matière de salons et d'événementiels, le Parc des Expositions - Porte de Versailles - a entamé un vaste projet de reconstruction et de réhabilitation qui implique aujourd'hui la recherche d'un professionnel de la CONSTRUCTION.

### Fonction

■ Rattaché au DAF et à la tête d'une équipe de 7 personnes, vous optimiserez nos achats de biens, de services et de travaux (budget global annuel d'env. 300 MF) en vous concentrant pour une bonne part sur notre projet immobilier.

■ Avec un objectif qualitatif accru, vous travaillerez en relation constante avec nos directions immobilière, commerciale et d'exploitation et dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur.

### Profil

■ Professionnel des achats et de la construction (immobilier/BTP, Ingénierie...) et de formation supérieure, vous possédez à 35/40 ans env. les qualités de négociateur, de gestionnaire et d'intégrité inhérentes à ce métier.

■ Bon animateur d'équipe et très adaptable, vous appréciez en outre les structures à taille humaine.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite et rémunération actuelle) à notre conseil K/F SELECTION - 49/53, av. des Champs Elysées - 75008 Paris, s/réf. : ACH/MO. Fax : 01 45 61 86 88. E-mail : kfs.paris@kornferry.com Home page : www.kfselection.com

K/F SELECTION

A division of KORNFERRY INTERNATIONAL

## LA POSTE Cap sur le XXIème siècle!

La Direction de la Production Informatique de La Poste souhaite renforcer son site de Châlons-en-Champagne, qui rassemble les experts appelés à valider les systèmes et les applications des prochaines décennies : grands serveurs, bases de données relationnelles, réseaux avancés, Intranet/Internet...

## Analystes Système Bac + 3 / Bac + 4

Vous avez acquis, au cours de votre formation et de votre expérience professionnelle (minimum 2 ans), des compétences en Exploitation informatique (UNIX, NT, Sybase, Oracle, Maestro...). Vous avez de réelles qualités de disponibilité, un sens des responsabilités et un esprit de service. Vous êtes capable d'évoluer rapidement vers une expertise dans le domaine de la production informatique.

A proximité de Reims, dans un environnement de travail agréable, vous vous formerez à nos technologies et vous exercerez des responsabilités importantes et évolutives.

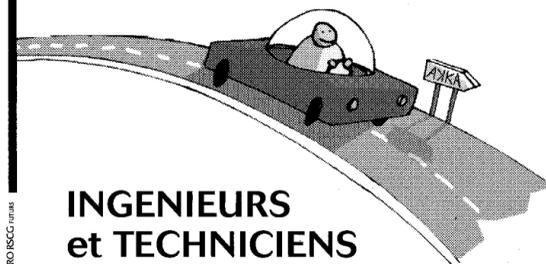
Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo), en précisant la réf. LM/339/MO, à notre Conseil.



Certifié ISO 9001

Groupe MILO 41, Bd. Malesherbes - 75008 Paris E-mail : Milo.RH@wanadoo.fr

## Pour trouver votre voie, suivez la nôtre jusqu'en page XIII



## INGENIEURS et TECHNICIENS

FRANCE - ANGLETERRE BELGIQUE - ESPAGNE ITALIE - ALLEMAGNE BRÉSIL.



La réussite à choix multiples.